

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13058 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 22 JANVIER 1987

L'Europe et les suites du réaménagement monétaire

Un Anglais à Strasbourg

« Je suis né anglais, mais je mourrai européen. » Ainsi le nouveau président du Parlement de la CEE, Sir Henry Plumb, a-t-il résumé, dans son discours de remerciement, mardi 20 janvier à Strasbourg, la nature et la pérennité de son engagement en faveur de l'Europe. Comment ne pas penser à la formule employée quelques jours plus tôt, à Londres, par M. Mitterrand : « La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. » ? Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'hommes politiques - le premier conservateur, le second socialiste - qui, formés à l'école des États-nations triomphants, ont suivi en direction de l'idée communautaire le chemin du cœur et de la raison.

Mais l'élection de M. Plumb est aussi symbolique de l'évolution du Royaume-Uni à l'égard de l'Europe. Et de l'Europe à l'égard du Royaume-Uni, puisqu'il s'est trouvé à Strasbourg une majorité de votants pour porter à la tête de l'Assemblée un sujet de Sa Gracieuse Majesté, de surcroît membre éminent du parti de M^{me} Thatcher - laquelle n'a pas toujours eu, dans un passé récent, les comportements les plus favorables aux intérêts européens. En fait, le raidir de la « dame de fer », dans plusieurs controverses communautaires de ces dernières années - à commencer par la longue querelle budgétaire - avait sans doute conduit à sous-estimer quelque peu une telle évolution.

C. changement des esprits est pourtant très frappant lorsque l'on écoute les différents responsables politiques ou économiques. Y compris, bien souvent, au Parti travailliste, traditionnellement anti-européen lorsqu'il est dans l'opposition mais au sein duquel les adversaires résolus de la CEE ne cessent de perdre du terrain, tout comme dans le mouvement syndical. La récente présidence britannique du conseil européen qui s'est terminée le 31 décembre dernier, sans avoir été aussi brillante qu'on l'espérait à Londres, devrait avoir achevé de convaincre les sceptiques que le Royaume-Uni était désormais résolu à jouer pleinement son rôle à l'intérieur des institutions communautaires et que son engagement européen ne pouvait être mis en doute.

Non moins significatif apparaît le fait que le seul adversaire sérieux de M. Plumb ait été le candidat socialiste espagnol, M. Barron. Certains, songeant que Madrid n'est membre de la CEE que depuis un an, peuvent être tentés de sourire de ce basculement de la balance. Mais si elle est si forte, c'est avant tout parce que son admission a symbolisé pour elle deux choses essentielles : le triomphe de la modernité - en politique, avec la démocratie, mais aussi dans les mœurs et la société - et le retour culturel à la maison européenne.

Quant au clivage droite-gauche qui s'est à nouveau manifesté à Strasbourg, M. Barron a certes le chemin du « perchoir » européen : si le groupe socialiste est le plus nombreux, la droite, au total, a plus de sièges. Mais c'est probablement, en définitive, un signe de maturité pour ce Parlement qui n'en est pas encore tout à fait un - en tout cas au regard de ses pouvoirs réels - que de refléter et d'exprimer non plus des réflexes nationaux mais des comportements profondément politiques.

(Lire nos informations page 3.)

Le compromis avec l'Allemagne mécontente les paysans français

Après vingt heures de négociations, les ministres de l'agriculture de la Communauté européenne sont parvenus à un compromis dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 janvier sur les mesures consécutives à la réévaluation du deutschemark, du florin néerlandais et du franc belge-luxembourgeois du 12 janvier. La France, isolée, n'a obtenu qu'une suppression échelonnée des montants compensatoires monétaires appliqués à la viande de porc, alors que le ministre de l'agriculture, M. Guillaume, demandait la suppression de ces MCM sur le porc, les volailles et les œufs.

Le mauvais état des relations franco-allemandes, amplifié par le réaménagement monétaire et les difficultés de compréhension entre M. Pöhl et M. Balladur, s'est manifesté une nouvelle fois dans la nuit à Bruxelles. Les ministres de l'agriculture étaient réunis depuis lundi pour étudier les effets agricoles de la réévaluation de 3 % du deutschemark et du florin.

La France voulait notamment éviter l'application, dans les échanges de porc, d'œufs et de volailles, de ces montants compensatoires qui empoisonnent les relations communautaires depuis 1969 en jouant comme des taxes à l'exportation et des subventions aux importations.

Paris avançait, outre des raisons d'ordre public (la montée de la colère en Bretagne devant la crise du porc), des raisons économiques. La réévaluation des mon-

naies allemande et néerlandaise, loin de pénaliser les agriculteurs de ces pays, les favoriserait puisqu'ils achètent hors de la CEE la nourriture de ces porcs.

Mais à quelques jours des élections au Bundestag, fixées au 25 janvier, la délégation allemande a été intransigeante. Et il a fallu toute la diplomatie des Italiens pour éviter le pire.

Les préoccupations politiques de chaque côté du Rhin ont éclipsé la réalité économique. En dépit du compromis, il faut s'attendre à des manifestations de mauvaise humeur de la part des éleveurs français. Pour sa part, le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe estime que le « marché commun n'existe plus ».

(Lire page 23 les articles de PHILIPPE LEMAITRE et JACQUES GRALL)

Les élections législatives du 25 janvier en RFA

Le chancelier, dans un fauteuil

Les Allemands de l'Ouest éliront dimanche 25 janvier leurs représentants au Bundestag. Selon le dernier sondage, réalisé par l'institut Allensbach et publié mardi 20 janvier dans le quotidien « Die Welt », les partis de la coalition

disposent d'une large avance, puisque la CDU-CSU est créditée de 44 % des intentions de vote et le Parti libéral (FDP) de 10,4 %. Ce sondage donne 35,3 % aux sociaux-démocrates (SPD) et 9,6 % aux Verts.

BONN

de nos envoyés spéciaux

Lancer de ballons à l'américaine, accents appuyés du big band berlinois, bains de foule enthousiastes, ont marqué les retrouvailles du chancelier Kohl, en ce mois de janvier, avec sa famille spirituelle et politique : l'Allemagne chrétienne et conservatrice. Une valeur en hausse, si l'on en croit les sondages qui s'accroissent à pronostiquer la reconduction, dimanche 25 janvier, de la coalition au pouvoir à Bonn.

La campagne électorale du Parti démocrate-chrétien n'a que peu souffert des circonstances météorologiques. Le chancelier était programmé par une organisation sans défaut mise au point longtemps à l'avance dans ses moindres détails. On s'est même offert le luxe de faire applaudir hors de sa Bavière le vieil allié- adversaire Franz Josef Strauss, dont on sait tout de même qu'il sera l'empêchement de tourner en rond le 26 janvier lorsque commenceront les négociations pour la formation du nouveau gouvernement. Le ministre-président de Bavière a paru lui-même surpris, le 4 janvier, lors du grand meeting chrétien-démocrate de Dortmund, de l'immense ovation qui lui avait été réservée.

Helmut Kohl version 1987 n'est plus le politicien balourd et encore peu sûr de lui d'il y a quatre ans, lorsqu'il accédait à la chancellerie grâce au retour des libéraux, suscitant les moqueries de ceux qui voulaient le comparer à son prédécesseur, l'ex-chancelier social-démocrate Helmut Schmidt.

- Débat historique, débat politique, quarante ans après l'effondrement du nazisme.
 - Un système qui a produit des Assemblées « gouvernables ».
 - Hans Dietrich Genscher : l'homme qui s'est rendu indispensable.
 - Les Verts en campagne.
 - Les intellectuels sur l'Avenir.
- Lire notre enquête pages 6 et 7
- Les entreprises allemandes sont aussi des écoles.
- Lire « Le Monde Education » page 12

Le scandale du Carrefour du développement

M. Delebois est placé sous contrôle judiciaire

M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police, accusé d'avoir fourni le « vrai-faux » passeport d'Yves Châlier, a été appréhendé, le mercredi 21 janvier, par la police judiciaire, sur décision du juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau. Il a été ensuite relâché et placé sous contrôle judiciaire. Ce rebondissement intervient quelques heures à peine après la transmission au parquet du dossier Nucchi, lequel risque maintenant la Haute Cour. Cette double décision confirme la volonté du magistrat de continuer à instruire tous les aspects de l'affaire du Carrefour du développement.

M. Nucchi menacé de la Haute Cour

Cohérent avec le contenu du dossier, la décision d'engager le long et délicat processus qui devrait conduire M. Nucchi devant la Haute Cour est plus spectaculaire que surprenante. Le dossier Carrefour du développement est, en effet, bien fourni et les détournements - le Monde en a donné plusieurs exemples, depuis plusieurs mois - paraissent difficilement contestables.

Les accusations portées par M. Yves Châlier contre l'ancien ministre de la coopération sont si précises, les recoupements opérés par le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, si concluants, qu'il devenait clair que M. Nucchi ne devait sa tranquillité judiciaire qu'à sa qualité d'ancien ministre.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL (Lire la suite page 10).

POINT DE VUE

Non à l'afro-pessimisme !

par Michel Aurillac
ministre de la coopération

Désespérance ou indignation ? A lire ce qui s'écrit, à écouter ce qui se dit à propos de l'Afrique, il n'y a pas d'autre alternative à ces deux sentiments. Aucune calamité - qu'elle soit due à l'acharnement d'une nature ingrate ou à la folie meurtrière des hommes - ne semble devoir s'éparpiller. A la lueur des faits contemporains, le tirage au sort réserve les plus mauvais lots aux Africains : la faim, la sécheresse, les crises, les explosions volcaniques, le SIDA, les guerres, l'endettement... Entre tous ces maux, il n'en est pas de moindre.

L'opinion publique, notamment en France, s'est montrée très sensible aux difficultés de l'Afrique. L'action généreuse des nombreuses associations bénévoles a su faire valoir la cause de la solidarité avec les populations les plus démunies. Il ne faudrait pas toutefois qu'à la faveur même de la compassion qu'elle inspire, s'impose une image de l'Afrique entièrement négative. Le spectacle de la misère, comme celui de la violence, se banalise. Les

meilleurs de ce continent risquent d'accroître l'idée qu'il est ingratissable et condamné au sous-développement.

En évoquant le déclin irrémédiable de l'Europe, on a parlé d'euro-pessimisme. Il est à craindre que les difficultés persistantes de l'Afrique et les perspectives peu encourageantes de l'économie mondiale ne favorisent un climat d'afro-pessimisme. Il est des signes qui ne trompent pas : la baisse de 30 % de l'aide américaine et la stagnation de celle d'autres pays industrialisés, le solde négatif des flux financiers et le désengagement des investisseurs, la part toujours décroissante des pays africains dans le commerce mondial, la baisse du cours des matières premières, l'alourdissement du poids de la dette - autant de raisons de redouter que l'Afrique, loin de s'intégrer à l'économie mondiale, ne soit marginalisée.

Que font les pays riches ? Ils fournissent souvent, c'est vrai, un réel effort pour aider l'Afrique.

(Lire la suite page 5.)

FRANÇOIS JACOB

EDITIONS ODILE JACOB SEUIL

FRANÇOIS JACOB LA STATUE INTERIEURE

Je ne recommande pas souvent de livre, mais je recommande particulièrement celui-là.

J.P. ELKABBACH.

Un livre exemplaire pour une vie exemplaire.

B. POIROT DELPECH.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

• «Blue Velvet», de David Lynch, et «la Mouche», de David Cronenberg, au Festival du cinéma fantastique d'Avoriaz.

• Un entretien avec Gérard Depardieu.

• Hommage à Frederick Wiseman à la Cinéma-thèque.

Pages 13 à 18

Débats

MYTHES POLITIQUES

Les corps intermédiaires, le gouvernement, le Parlement, ne jouent plus les rôles qui leur étaient traditionnellement dévolus. Il est temps de revenir à des pratiques plus saines, estime Jacques Robert, et le Conseil constitutionnel peut y aider. Jacques Meunier se demande, lui, pourquoi la classe politique a de plus en plus honte de son activité principale et, pour Maurice Duverger, la cohabitation au sommet de l'Etat est devenue un moyen de garantir celle des Français.

La cohabitation des Français

Nos concitoyens n'admettent pas qu'une moitié de la nation puisse réduire l'ensemble à sa merci

Le ralliement massif des Français à la cohabitation dépasse l'attachement aux institutions. Beaucoup de nos compatriotes voient en elle un moyen d'associer à la direction de l'Etat la droite et la gauche raisonnables, en écartant l'extrémisme de Georges Marchais et de Jean-Marie Le Pen. Ils constatent que les socialistes et les libéraux ne sont plus séparés par l'abîme que dessinent encore leurs idéologies respectives.

Ils ne souhaitent pas revenir au centrisme gélatineux d'avant 1958 qui empêchait les gouvernements d'agir et les électeurs de choisir. Ils sont attachés aux majorités solides que nous connaissons depuis un quart de siècle. Ils ne se font guère d'illusion sur le caractère limité de la coopération actuelle entre l'Elysée et Matignon. Ils attendent seulement qu'elle empêche la nouvelle majorité de commettre les erreurs de la précédente au début de sa législature.

Ainsi se manifeste un début de prise de conscience du problème fondamental de tout système majoritaire : comment faire accepter par la totalité d'un pays la soumission à un gouvernement stable et fort qui en représente à peine la moitié, et souvent moins ? Dans les Parlements sans majorité de nos III^e et IV^e Répu-

par MAURICE DUVERGER

liques, où régnaient des coalitions du centre penchant tantôt vers la droite, tantôt vers la gauche, les extrémistes seuls se sentaient hors jeu : à part eux, nul n'était gêné par des ministères immobilistes.

De 1962 à 1981, la gauche a supporté d'être dominée par la droite parce que celle-ci appliquait d'instinct le principe que les partis britanniques ont appris par une longue expérience : l'hégémonie d'un vainqueur n'est tolérable que s'il se montre modéré et ne faisant pas plier le vaincu sous des bouleversements inacceptables.

Des réactions de rejet

Parce que les partis français ont méconnu cette règle fondamentale de l'alternance en 1981 et 1986, ils ont provoqué des réactions de rejet. Atténuées par l'habileté de François Mitterrand, les premières ont engendré malgré tout un renversement de majorité aux législatures suivantes. L'impérialisme de Jacques Chirac a précipité les secondes. Nos concitoyens n'ont guère apprécié de voir poindre les plates-bandes des pouvoirs présidentiels sur la diplomatie et la défense et de réduire l'Assemblée nationale à une chambre d'enregistrement par un abus du 49-3 invoqué avant tout débat parlementaire. Ce détournement des règles a renforcé un malaise qui tient surtout à la nature des réformes accumulées.

Que le Conseil d'Etat — traditionnellement indépendant et plutôt conservateur — ait successivement repoussé plusieurs projets de loi, ce fut un signal d'alarme après bien d'autres. Dès le début,

les enquêtes d'opinion révélaient que l'autorisation de licenciement et la privatisation de soixante-cinq entreprises nationales ne soulevaient guère l'enthousiasme et que la majorité des citoyens rejetaient la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, les faveurs accordées aux gros revenus, l'amnistie fiscale.

L'écho populaire de la résistance au racisme engagé par Harlem Désir a donné un second avertissement. Elle mobilisait déjà les jeunes, révoltés par cette inégalité fondamentale. Directement menacés par une réforme du code de la nationalité visant leur génération, ils ont été encore plus traumatisés par les bavures de la police de Pasqua dont ils étaient les principales victimes bien avant les manifestations des dernières semaines. Le projet Devaquet n'a fait que précipiter une cristallisation dont tous les éléments se trouvaient en place avec lui.

L'apollonisme des étudiants et des lycéens est de même nature que la volonté de leurs aînés de voir le chef de l'Etat rester à l'Elysée après le 16 mars. Ni les uns ni les autres n'admettent qu'une moitié de la nation puisse réduire l'ensemble à sa merci. Dans la première décennie de décembre, la coexistence d'un président de la République et d'un gouvernement de tendance opposée a dépassé le cadre d'une obligation constitutionnelle. On a commencé à comprendre qu'avec le centrisme et l'alternance à l'anglaise, elle ouvre une troisième voie pour empêcher qu'une majorité n'impose son diktat à l'opposition. Par l'intervention d'un contre-pouvoir au sens de Montesquieu, la cohabitation au sommet de l'Etat est devenue un moyen de garantir la cohabitation des Français.

Le mot tabou

Une idée qui fait son chemin : celle de la démocratie directe

par JACQUES MEUNIER (*)

politique ? Elle est payée pour cela, non ?

Dernière de déni de politique, il faut sans doute voir une idée qui fait son chemin : celle de la démocratie directe. En effet, les électeurs ont délégué leur pouvoir à des hommes qui, en retour, semblent extrêmement pressés de le rendre. A les entendre, ce serait même le seul rôle social qu'ils s'assignent. Admirez leur modestie et leur loyauté !

Mais alors, diront les naïfs, pourquoi les avoir élus ? Question stupide et pernicieuse : les naïfs seront aussitôt taxés de « faire de la politique »...

Car si les politiciens fuient maintenant la politique, ils n'acceptent pas pour autant que (*) Ethnologue.

COURRIER DES LECTEURS

Gloire au non-gréviste !

Une grève dérange toujours quelqu'un, sinon elle ne sert à rien. Parmi ceux qui protestent le plus figurent ceux qui n'hésitent pas à employer le même moyen ou dont le civisme est particulièrement défaillant.

Mais il y a aussi le non-gréviste qui apparaît de plus en plus dans les médias et à qui l'on fait beaucoup d'honneur car son souci essentiel, c'est la survie de l'entreprise.

Au cours de trente-cinq ans d'activité syndicale, je n'ai JAMAIS

vu un non-gréviste refuser les « avantages acquis » ou les bonifications obtenues par la lutte et... les sacrifices des autres. Le non-gréviste devrait reverser à son entreprise le trop-perçu, ce qu'il estime indu, simple réité moral.

Par contre — et en particulier depuis 1968 — j'en ai vu qui avaient bien du « mérite », selon leurs chefs.

Quoi qu'on dise, ce n'est pas avec des frileux ou des timorés qu'on fait des « battants » pour l'entreprise.

HENRI LAURENCE
(Perpignan).

Feu la démocratie représentative...

Il appartient au Conseil constitutionnel de ne pas accepter des coutumes qui discréditent les institutions

par JACQUES ROBERT (*)

NOUS assistons aujourd'hui, en période de cohabitation, à la déliquescence de la représentation nationale. Cette démission des instances élues ne concerne point seulement les assemblées législatives ou les gouvernements qu'elles sont censées soutenir. Elle atteint tous les organismes représentatifs, éparés dans le corps social.

On vient de le voir à l'occasion des mouvements étudiants et des grèves de certaines catégories d'agents publics. La « coordination étudiante » n'a pas regroupé les dirigeants officiels des associations les plus représentatives, et les cheminots ont fait grève sans consulter personne. Dans l'un et l'autre cas, les syndicats n'ont été capables ni de déclencher le mouvement ni de le stopper.

Le déclin des corps intermédiaires n'a jamais été une bonne chose pour la démocratie. Ils lui sont en effet indispensables. Ce sont eux qui canalisent à la fois le pouvoir et la contestation et maintiennent de ce fait les équilibres institutionnels.

Le gouvernement, de son côté, n'a guère joué très brillamment son rôle de représentant de la majorité parlementaire élue par la nation. Dans le conflit étudiant, il a multiplié les déclarations contradictoires pour finalement céder à la pression de la rue.

Face aux grèves des agents publics, le gouvernement est même allé plus loin dans la discrétion. Il a refusé de jouer tout rôle, mettant en avant de grands commis qui n'auraient dû avoir pour fonction que de gérer et non de s'exhiber devant les médias pour, finalement, faire appel à une « personnalité irréprochable » érigée en médiateur parce qu'il se sentait dépassé ou estimait n'avoir plus suffisamment de crédibilité pour faire face à la situation.

Le Parlement aurait alors pu jouer un rôle, s'il n'avait été, depuis longtemps, avec sa propre et déplorable complexité, réduit à un silence indigne, et muselé dans ses trop rares tentatives de sur-saut.

Le recours — trop fréquent — à la procédure du « vote bloqué » qui permet de clore la discussion parlementaire en demandant aux députés de se prononcer, en une même fois, et définitivement, sur l'ensemble du texte accepté par le gouvernement, l'utilisant systématiquement de la procédure d'urgence, qui limite à une seule

lecture la discussion de projets dont la complexité appellerait de longues et minutieuses discussions, l'appel au fameux article 49-3, qui éteint, sur un texte contesté et difficile, le vote explicite d'une majorité que l'on sait composite, le recours — enfin — trop facile à la technique des ordonnances qui dénoue, avec son consentement, le Parlement du pouvoir de faire lui-même la loi... Tout cela n'a point grandi l'institution parlementaire. Pis ! On l'a volontairement discréditée en la forçant à s'abaisser elle-même.

Sur trois articles de la Constitution

A ceux qui, périodiquement, proposent un « toilettage » de la Constitution, voire une réforme plus profonde de notre texte (par l'institution, notamment, du quinquennat, la suppression du second tour de l'élection présidentielle, l'ouverture plus grande des candidatures au premier tour, voire l'établissement d'un vrai régime présidentiel) on suggérera de s'interroger aujourd'hui sur trois articles de la Constitution dont il faudrait tout de même bien assurer le respect. Ou, sinon, les supprimer.

— Le premier est l'article 3, qui dispose que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum ».

Qu'en reste-t-il ? Le dernier référendum date de 1969... et il fit partir le général de Gaulle. Quant aux représentants, dans quel état sont-ils en 1987 ? On a vu les contraintes qui leur sont imposées. Mais il y a plus aujourd'hui, et il semble que la coupe soit pleine. On ne peut aller trop loin dans la démission ou la soumission. Que deviennent en effet les articles 45 et 27 de la Constitution ?

— L'article 45, alinéa 3, précise clairement que lorsque la commission mixte paritaire, réunie pour mettre sur pied un texte acceptable par les deux Chambres en désaccord sur un projet ou une proposition, élabore un texte commun, il peut être soumis — pour approbation — aux deux Assemblées et, dans ce cas, aucun

amendement n'est recevable, sauf accord du gouvernement. Cela signifie qu'à son retour devant les Assemblées le texte de la commission paritaire ne peut être l'objet d'amendements libres de la part des parlementaires : ils ne peuvent qu'adopter ou rejeter ce texte, enrichi ou non des amendements proposés ou acceptés par le gouvernement.

Encore faut-il, sauf à tafoyer le Parlement, que les adjonctions ou modifications gouvernementales aient un lien direct avec le texte de la commission et ne dépassent point, par leur objet et leur portée, les limites inhérentes à l'exercice du droit d'amendement.

On peut sérieusement douter que l'introduction arbitraire et délibérée, au dernier moment, dans un texte en discussion, non point d'un ou de plusieurs amendements se rapportant au texte, mais d'un projet de loi tout entier, que le refus de signature du président de la République sous la forme d'une ordonnance amène le Parlement à devoir discuter, puis adopter sous la forme d'une loi, entre dans les cadres, domaines et limites de l'article 45.

En admettant cependant que les députés aient tout de même été appelés à voter, l'ont-ils fait vraiment personnellement ?

— L'article 27 stipule dans ses alinéas 2 et 3 que « le droit de vote des membres du Parlement est personnel », et que « nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat ».

Nul n'ignore que ces deux règles sont depuis longtemps et systématiquement contournées, comme n'est par ailleurs jamais appliquée la moindre retenue de traitement à l'encontre du parlementaire absentiste.

Le moment n'est-il pas précisément venu de revenir à des pratiques plus saines, mieux comprises de l'opinion, et de profiter peut-être d'abus qui commencent à s'installer partout et minent l'institution parlementaire, pour arrêter la décadence en sanctionnant des violations caractérisées de la Constitution ?

Il appartient au Conseil constitutionnel, arc-bouté sur les articles d'une Constitution dont il a la garde parce qu'il est seul habilité à en sanctionner les violations, de ne pas accepter, quand la dérive se fait trop grande, que s'établissent et perdurent impunément des coutumes « contra legem » qui discréditent les institutions.

(*) Professeur de droit public à l'Université Paris-IX.

JACQUES DE BOLLARDIÈRE
COMPAGNON
DE TOUTES LES LIBÉRATIONS
(ouvrage collectif)
La foi et l'obstination
bretonnes

A la mort de Jacques Pâris de Bollardière donnie libre cours parmi ses amis à une admiration à laquelle cet homme modeste et peu porté aux opérations médiatiques se prêtait mal. Sa vie, tranchée comme celle de Charles de Foucault entre l'unité et la recherche de l'absolu, ne peut que tenter la biographie. En attendant un ouvrage où le plume tiendra la première place, les compagnons non violents de « Bolo » publient un album de documents.

Le légionnaire, le saint-cyrien, l'officier de Norvège, de la 1^{re} division française libre, du maquis, de Hollande et d'Indochine... Huit mois d'interruption seulement : il a sauté sur une mine à El-Alamein en 1942. Y transparaissent sous les hauts faits et les décorations un homme beaucoup moins somnolent, moins rustique que ses adversaires l'ont parfois dépeint.

Vient la guerre d'Algérie et le haut-le-cœur de Bollardière devant les méthodes dites de pacification, son désaccord formel et sa rupture avec Massou. Enfin son appel, lui le soldat discipliné, à l'opinion, à travers sa lettre à l'« Express ». « Bolo » a pris ses responsabilités sans fléchir. Le plus jeune général de l'armée française a brisé sa carrière en toute lucidité. Suivront les années de « placard », les postes sans responsabilités, l'impuissance de de Gaulle lui-même à l'imposer à une armée qui le renie.

Bollardière s'en va. Et il va plus loin. On le retrouve sur le yacht « Fré », défilant dans le Pacifique la flotte qui protège les expériences nucléaires françaises, lancé enfin dans le combat de la non-violence et contre tout ce qui, à ses yeux, porte atteinte à la dignité de l'homme.

Mieux que les discours hagiographiques le portrait d'un homme à la foi et à l'obstination bretonnes.

JEAN PLANCHAIS.

★ Non-violence actualité, 20, rue Diderot, 45200 Montargis. 154 p., 70 F port inclus.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cinq ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouff.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-93-62 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 306 136 F

Le Monde (USPS 796-810) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde

c/o Speedprint, 45-46 35 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A.,

P.O. Box 45-46 35 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

550 من الأصل

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : l'éclatement de la coalition gouvernementale

Des élections anticipées auront lieu le 17 février

DUBLIN
de notre correspondant

Le premier ministre, M. Garret FitzGerald, a annoncé, mardi 20 janvier, que le Parlement serait dissous ce mercredi et que des élections législatives se tiendraient le 17 février. Cette décision faisait suite à la démission de plusieurs ministres du gouvernement de coalition (formé par le Parti travailliste et par le Fine Gael, parti du premier ministre), en raison de divergences sur la politique économique et sociale.

Un gouvernement de transition a été constitué, qui, comme l'exige la Constitution, restera en place jusqu'au 10 mars, date de la prochaine réunion du Parlement. Ce gouvernement a fait connaître son projet de budget intérimaire, qui sera, en fait, la base du manifeste électoral du Fine Gael. Le ministre des finances, M. John Bruton, a annoncé des taxes supplémentaires sur des produits tels que cigarettes, essence et mazout, de l'ordre de 49 millions de livres irlandaises, et des réductions des dépenses publiques dans les domaines de la santé et de la Sécurité sociale. Le gouvernement a aussi révélé son intention de geler les salaires dans le secteur public.

C'est la décision du Fine Gael d'annoncer dans les prévisions budgétaires des réductions des dépenses publiques de l'ordre de 260 millions de livres irlandaises et de ramener ainsi le déficit budgétaire à 7,4 % du PIB qui a provoqué le départ du Parti travailliste du gouvernement. Selon les travailleurs, ce sont les défavorisés qui seront les plus touchés par les restrictions budgétaires

annoncées mardi, restrictions qu'ils qualifient d'« injustes ».

Le gouvernement de M. FitzGerald, élu au mois de novembre 1982, a déjà dû faire face à plusieurs crises, particulièrement dans le domaine de la législation sociale. A la suite de ses efforts pour libéraliser la loi sur le divorce, deux députés ont quitté la majorité et un troisième a récemment « déserté » pour rejoindre une nouvelle formation, les Démocrates progressistes. Le gouvernement n'avait plus à la Chambre que 81 sièges contre 83 aux partisans de l'opposition.

Il s'agit maintenant de savoir si le parti principal de l'opposition, le Fianna Fail (nationaliste) de M. Charles Haughey, peut obtenir une majorité absolue ou bien si la formation fondée il y a un an par un ancien ministre de Fianna Fail, M. Desmond O'Malley, les Démocrates progressistes (conservateurs), parviendra à se poser en arbitre.

JOE MULHOLLAND.

● Règlement de comptes au sein de l'IRA. — Deux militants de l'Armée nationale irlandaise (IRA) ont été tués et deux autres personnes ont été blessées, dont une grièvement, mardi 20 janvier, au cours d'une fusillade dans un hôtel à Drogheda, en République d'Irlande. Les deux victimes sont John O'Reilly, vingt-six ans, et Thomas Power, trente-deux ans, tous deux originaires de Belfast, en Irlande du Nord, et membres de l'IRA, l'organisation républicaine clandestine. Il pourrait s'agir d'une querelle interne entre factions de l'IRA. La police irlandaise s'est refusée pour l'instant à confirmer ces affirmations. — (AFP.)

SUÈDE : l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme

La rafle dans les milieux kurdes se solde par un fiasco

STOCKHOLM
de notre correspondant

Le préfet de police de Stockholm, M. Hans Holmér, qui conduit personnellement l'enquête sur le meurtre d'Olof Palme, vient d'essuyer un nouveau revers. Le coup de filet spectaculaire opéré sur ses ordres le mardi 20 janvier dans les milieux extrémistes kurdes à Stockholm s'est bel et bien soldé par un fiasco. Les policiers ont entendu vingt personnes, dont huit Suédois, au cours de la journée, mais ces interrogatoires n'ont donné aucun résultat. Trois Kurdes soupçonnés d'avoir participé à l'organisation de l'assassinat du premier ministre ont été relâchés en fin de soirée, faute de preuves. Trois autres sont maintenus en garde à vue mais pour une autre affaire : un règlement de comptes politique, le 2 novembre 1985, à la Maison du peuple à Stockholm.

Depuis le tout début de l'enquête, M. Hans Holmér a la conviction qu'Olof Palme a été victime d'un complot ourdi par des militants de ce mouvement d'extrême gauche, considéré officiellement depuis décembre 1984 par les services de renseignement et le gouvernement suédois comme une organisation terroriste. Selon certaines informations parues la semaine dernière dans le journal *Aftonbladet* et que la police refuse de commenter, l'élimination du premier ministre aurait été ordonnée par le secrétaire général du PKK, M. Abdullah Ocalan, qui, à l'automne 1983, s'était vu refuser le droit d'immigration et l'asile politique en Suède. Le ou les tueurs auraient été recrutés dans les milieux kurdes en France et auraient bénéficié ensuite de l'aide

de membres ou sympathisants du PKK à Stockholm. Par ailleurs, un Suédois qui s'était rendu à Damas quelques mois avant le crime aurait servi d'intermédiaire. Une autre personne, interpellée également le 20 janvier, puis relâchée, est soupçonnée d'avoir vendu à un Kurde un Smith & Wesson qui « pourrait être l'arme du crime ». Mais elle n'a pas été retenue car elle n'a rien dit. Elle n'est catégoriquement pas la femme qui lui sont reprochées. Telle serait, dans ses grandes lignes, la fameuse « théorie principale » sur laquelle les cent quarante enquêteurs ont concentré leur travail depuis l'été 1986.

Déception nationale

Les centaines d'interrogatoires, de perquisitions et les écoutes téléphoniques effectuées ces onze derniers mois n'ont pas permis toutefois d'étayer cette hypothèse, qui, selon certains policiers et magistrats instructeurs, est d'ailleurs peu crédible. D'une part, parce que les militants du PKK constituent un groupuscule d'une trentaine de personnes étroitement surveillées depuis plusieurs années, pour les raisons déjà mentionnées, par la police de sécurité suédoise. D'autre part, le meurtre d'Olof Palme ne correspond pas aux méthodes habituelles de ce mouvement qui jusqu'ici s'est signalé par des assassinats de dissidents ou d'agents du régime turc.

Il n'est pas exagéré de parler de « déception nationale » après l'opération de mardi, car les Suédois pensaient bien que la police tenait enfin les coupables. A midi, la télévision avait exceptionnellement diffusé des informations décrivant en détail les opérations en cours, la réunion

impromptue du gouvernement au complet, les dispositifs de sécurité renforcés autour de Rosenbad (le Matignon de Stockholm) et du quartier général de la police, et un historique de la lutte des Kurdes et des activités clandestines du PKK. La conférence de presse donnée au milieu de l'après-midi par la police et le procureur du royaume a été retransmise en direct par la radio et la première chaîne de télévision. Dans cette atmosphère subitement surchauffée, beaucoup croyaient que le dénouement de l'affaire Palme était imminent.

Or rien de nouveau n'est sorti de cette conférence de presse, la première depuis mai 1986, même si M. Hans Holmér, a répété pour la deuxième fois qu'il était « sûr à 95 % » de l'exactitude de sa théorie. « Les interrogatoires de mardi avaient trait à une partie seulement de la théorie principale », a-t-il ajouté, et, dans une affaire aussi compliquée que celle-ci, un résultat négatif est aussi un résultat. L'enquête continue. »

La conférence de presse a, d'autre part, confirmé le désaccord qui existe entre M. Holmér et le procureur du royaume, M. Claes Zeime. Celui-ci a, en effet, publiquement déclaré qu'il ne partageait pas les « certitudes » de la police concernant la responsabilité du PKK dans le meurtre d'Olof Palme.

Afin d'éviter une vague de xénophobie et d'éventuels incidents, le préfet de police et le ministre de l'immigration ont tenu à souligner, mardi, qu'il fallait faire une nette distinction entre la grande majorité des Kurdes résidant en Suède et la « poignée de militants du PKK ».

ALAIN DEBOVE.

ESPAGNE

Un million de lycéens et d'étudiants en grève

Madrid (Reuter). — Un million de lycéens et d'étudiants espagnols, chiffre cité par la télévision nationale, ont pris part, mardi 20 janvier, à la première des quatre journées de grève pour réclamer le libre accès à l'université et le versement d'allocations chômage aux diplômés sans emploi.

On n'a pas signalé généralement d'incidents, sauf dans la ville basque de Bilbao, où la police a tiré des balles en caoutchouc pour disperser des manifestants jetant des pierres.

La grève doit se terminer vendredi par des rassemblements de masse prévus dans tout le pays.

Des centaines de milliers de jeunes devaient descendre dans la rue ce mercredi, imitant l'exemple donné par les étudiants français le mois dernier. David Assouline, le leader étudiant qui a joué un rôle prépondérant dans la coordination du mouvement en France, est en ce moment à Madrid.

L'Union générale des travailleurs (UGT), la centrale syndicale socialiste, a déclaré qu'elle soutenait les étudiants.

Les grévistes réclament l'admission sans examen à l'université de tous les lycéens en fin de cycle secondaire et l'octroi d'allocations chômage à ceux qui ne trouvent pas d'emploi après avoir quitté le lycée ou l'université. Le taux de chômage, qui atteint 21 % dans le pays, est particulièrement élevé chez les jeunes. Les étudiants réclament aussi une limitation des hausses des frais universitaires pour les trois prochaines années et le versement du salaire minimum légal (330 dollars) à ceux dont les familles disposent d'un revenu mensuel inférieur à 1 150 dollars.

Le gouvernement socialiste s'est déjà engagé à limiter les hausses des frais pour cette année à 5 %, équivalent au chiffre qu'il s'est fixé pour l'inflation.

Diplomatie

Chef de file des conservateurs britanniques

Sir Henry Plumb succède à M. Pierre Pflimlin à la présidence du Parlement de la CEE

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Sir Henry Plumb, conservateur britannique, a été élu, mardi 20 janvier, au troisième tour de scrutin, par 241 voix contre 236 à M. Henri-Crespo, socialiste espagnol, à la présidence du Parlement européen. Il y a eu 16 abstentions. Il succède ainsi à M. Pierre Pflimlin, qui était à la tête de l'Assemblée depuis juillet 1984. Jamais un président — Sir Henry est le quatrième depuis 1979, date à laquelle ont eu lieu les premières élections européennes au suffrage direct — n'a été

porté au « perchoir » avec une marge aussi étroite.

Le clivage droite-gauche a finalement prévalu dans le vote de mardi. En obtenant, contre toute attente, 61 suffrages au premier tour, M. Marco Panella, radical italien, a jeté le trouble dans l'hémicycle. Sa volonté de provoquer la candidature de M. Simone Veil (groupe libéral) ou de M. Pflimlin, jugés plus européens que Sir Henry et M. Baron, semblait prendre forme.

Au deuxième tour, nombre de libéraux qui avaient voté pour M. Panella se sont tournés vers le concurrent conservateur. Le chef de file des radicaux italiens a alors

demandé une longue interruption de séance pour tenter de convaincre « ses » candidats. Mais ni M. Veil ni M. Pflimlin ne devaient répondre à cet appel.

Dans ces conditions, M. Panella se retirait au tour suivant et laissait le champ libre au duel entre Sir Henry et M. Baron. En réalité, l'élection s'est jouée sur les abstentionnistes. Parmi ceux-ci, autant qu'on puisse les identifier (le scrutin s'est déroulé à bulletin secret), deux figures quelques libéraux et démocrates-chrétiens italiens, les Portugais membres du groupe des Rénovateurs et démocrates européens (le RDE) ou siégeant des représentants du RPR) et les écologistes.

MARCEL SCOTTO.

GRANDE-BRETAGNE : erreur judiciaire ?

Le procès de six Irlandais condamnés pour l'attentat de Birmingham en 1974 va être révisé

LONDRES
de notre correspondant

Douze ans après, la justice britannique va de nouveau être saisie du cas de six Irlandais condamnés à la détention à perpétuité pour un attentat revendiqué par l'IRA, mais dont ils ont toujours dit ne pas être responsables. Le gouvernement de M. Thatcher vient de répondre aux multiples démarches effectuées depuis des mois sinon des années par des personnalités de tous bords, convaincues d'avoir probablement affaire à l'une des plus graves erreurs judiciaires de l'histoire du pays.

M. Douglas Hard, ministre de l'Intérieur, a annoncé, le mardi 20 janvier, à la Chambre des communes, que le dossier serait prochainement soumis à une cour d'appel. Cette initiative devrait aboutir à un procès en révision si les « éléments

nouveaux » évoqués par le ministre sont jugés suffisants.

En novembre 1974, vingt et une personnes étaient tuées et cent soixante-deux autres blessées par l'explosion de bombes dans deux pubs de Birmingham, l'opération la plus meurtrière de l'IRA en Grande-Bretagne.

Anticipant sur un climat de vengeance qui allait bientôt permettre, entre autres conséquences, d'introduire la loi d'exception sur « la prévention du terrorisme » (toujours en vigueur), la police allait réagir avec apparemment trop de hâte.

En quelques heures, six hommes étaient arrêtés. Ils n'ont cessé d'affirmer au cours de leur procès en 1975 et après que les déclarations ou les aveux retenus contre eux leur avaient été extorqués, souvent par la violence. Dix ans plus tard, un policier en retraite a confirmé qu'ils avaient été battus.

L'an dernier, une émission de télévision a montré que l'expertise la

plus déterminante pour l'accusation risquait fort d'être erronée. Des traces de nitro-glycérine avaient été relevées sur deux des inculpés. Or d'autres substances pouvaient réagir au test employé, notamment un produit utilisé dans la fabrication des cartes à jouer, dont se seraient servis les deux hommes peu de temps avant leur arrestation. Enfin, les investigations menées par un journaliste et publiées également en 1986, indiquent que les véritables auteurs de l'attentat auraient réussi à s'enfuir en Irlande où leurs traces ont été retrouvées.

La décision du ministre de l'Intérieur a été accueillie avec satisfaction en République d'Irlande, où le gouvernement avait réclaté une révision. Cette décision fournit un argument supplémentaire à la majorité des députés britanniques qui s'opposent à la réintroduction de la peine de mort, même pour les cas de terrorisme.

F. C.

Un gentleman-farmer résolument européen

« Je suis né anglais, mais je mourrai européen, parce que j'appartiens à l'Europe », a déclaré Sir Henry Plumb à l'issue du vote qui l'a porté à la présidence de l'Assemblée de Strasbourg. Ce ne sont pas seulement des propos de circonstance : il compte sans conteste parmi les plus européens des représentants britanniques à l'Assemblée.

Ne s'est-il pas prononcé, contre l'avis de M. Thatcher, en faveur de l'adhésion du Royaume-Uni au système monétaire européen ? N'a-t-il pas sollicité le premier ministre britannique afin qu'il décrète la trêve — devant la solidarité communautaire face à la crise des Malouines — dans le conflit budgétaire qui opposait à l'époque la Grande-Bretagne à ses partenaires de la CEE ? N'a-t-il pas également émis des critiques à l'égard de Washington, au risque de déplaire à la « dame de fer », lors de l'intervention américaine contre la Libye ?

Le premier président britannique de l'Assemblée présente toutefois l'inconvénient de ne parler que sa langue maternelle. Il sus-

cite en outre, même auprès des parlementaires qui ont voté pour lui, une certaine méfiance chez les défenseurs de l'Europe verte. Encore que ce gentleman-farmer de soixante-deux ans ait laissé un bon souvenir de son passage, de 1975 à 1977, à la tête du Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE. Il est vrai qu'à l'époque la tâche était plus aisée : il y a dix ans, l'agriculture européenne n'était pas aussi critiquée qu'aujourd'hui.

Pourrait-il aussi faire preuve de suffisamment d'indépendance dans la querelle budgétaire qui oppose depuis des années le Parlement à la majorité des Etats membres, et singulièrement au Royaume-Uni ? Au sein même du groupe conservateur qu'il présiderait jusqu'à son élection de mardi, il lui a été parfois reproché de ne pas être fin manœuvrier. Nombre de ses pairs ne sont donc pas mécontents de pouvoir faire appel à un nouveau chef de file.

En tout cas, dans la course à la présidence du Parlement européen, Sir Henry Plumb ne s'est



pas montré malhabile. En assurant haut et fort qu'il ne s'arrêterait pas en cours de route, il a rendu virtuellement impossible toute candidature de renchéance à droite. Et après le premier tour, alors que son résultat était médiocre, il s'est gentiment décliné au désespoir. La conclusion du scrutin devait lui donner raison.

M. S.

● RECTIFICATIF. — Un problème technique a rendu incompréhensible un paragraphe de l'édition du supplément « Un seul monde » de *Le Monde* daté 18-

19 janvier. Il fallait lire : « Avant eux, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, s'était félicité en 1985, dans une lettre au coordonnateur, de cet élargisse-

ment d'un seul monde aux ONG, première étape vers l'indispensable complémentarité du développement et de l'information des opinions publiques. »

URSS :

Acharnement contre Alexei Mourjenko

Alexei Mourjenko, l'un des condamnés du « procès de Leningrad », libéré en 1984 après quatorze ans de détention, puis à nouveau condamné en 1985, a été enfermé dans un asile psychiatrique, a annoncé, mardi 20 janvier, le Comité international pour la libération de Mourjenko.

Alexei Mourjenko avait été condamné en 1970 à Leningrad à quatorze ans de prison pour avoir projeté de détourner un avion vers Israël en compagnie de neuf autres personnes, dont l'écrivain Edouard Kouznetsov, condamné à mort, mais dont la peine avait été commuée et qui a, par la suite, été échangé contre des espions soviétiques emprisonnés aux Etats-Unis.

Les deux seuls condamnés de ce procès qui s'étaient pas juifs, Mourjenko et Youri Fedorov, condamné à quinze ans de détention, avaient été les seuls à purger la totalité de leur peine.

Libéré en juin 1984 et rentré à Kiev, où il était astreint à un contrôle judiciaire quotidien, Mourjenko avait été arrêté un an plus tard pour ne pas s'être présenté au contrôle, alors que sa femme accouchait et que l'enfant mourait. Il avait été condamné en septembre 1985 à deux ans de camp.

ROUMANIE

Nouvelle interdiction de circuler pour les véhicules privés

Aucun véhicule particulier n'est autorisé à circuler sur le territoire roumain, en dehors de Bucarest, depuis le lundi 19 janvier. L'interdiction, formulée dans un communiqué publié la veille de son entrée en vigueur, concerne environ 500 000 véhicules.

Cette mesure intervient quatre jours seulement après que le gouvernement ait annoncé des restrictions d'électricité, pour l'industrie et les particuliers. L'utilisation de chauffages électriques d'appoint est par exemple interdite entre 17 heures et 23 heures.

Au cours des deux hivers passés, le gouvernement avait décrété une interdiction totale de circuler, pour économiser l'essence. Mais les transports publics de Bucarest seront épargnés cette année.

D'autre part, un manifeste invitant la population à témoigner son hostilité au régime en restant chez elle le 23 janvier, jour anniversaire de l'union des principautés roumaines en 1859, circule depuis quelques semaines à Paris à la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie. Ce texte manuscrit, déposé dans les boîtes aux lettres, émane de l'Action démocratique roumaine, un mouvement clandestin dont l'objectif est de créer un climat de résistance au régime communiste de Nicolae Ceausescu. — (AP, AFP.)

Descente de police parmi les « hooligans »

Londres (AFP). — Une opération de police contre le « hooliganisme », effectuée mardi 20 janvier à l'aube dans toute l'Angleterre, s'est soldée par l'arrestation de vingt-six supporters de football sur trente recherchés.

Quelque deux cent cinquante policiers ont frappé, mardi matin, aux portes de trente personnes qui avaient été identifiées, après une enquête de quatre mois, comme étant des meneurs, lors de fréquents actes de violence, à l'occasion de rencontres de football sur les stades britanniques. Parmi les vingt-six hooligans arrêtés figuraient notamment un chauffeur de camion, un chef d'entreprise, un employé des chemins de fer et un ingénieur en télécommunications.

La police, qui a saisi au domicile des précédents divers armes — couteaux à cran d'arrêt, matraques, chaînes, machettes, — pense avoir arrêté les responsables des violences émeutes de mars 1986, lors du match de Coupe d'Angleterre qui avait opposé les clubs de Luton et de Millwall.

Les affrontements entre supporters de deux équipes et entre supporters et policiers avaient entraîné une vive réaction du gouvernement de M. Thatcher pour tenter de mettre fin aux exactions dans les stades.

Asie

AFGHANISTAN

Kaboul reconnaît officiellement les violations du cessez-le-feu par la résistance

Soixante personnes ont été tuées ou blessées à la suite d'attaques de la résistance depuis l'entrée en vigueur, le 15 janvier, du cessez-le-feu décrété unilatéralement par les autorités de Kaboul, a annoncé, mardi 20 janvier, Radio-Kaboul. C'est la première fois que Kaboul fournit un bilan chiffré des violations du cessez-le-feu depuis son entrée en vigueur.

Selon le communiqué officiel cité par le radio, si la guérilla persiste à poursuivre les combats, la commission extraordinaire de réconciliation nationale mise en place récemment à Kaboul sera « contrainte de demander au gouvernement de faire lancer une offensive par les forces armées afghanes contre les groupes armés ennemis » qui violent le cessez-le-feu. Les résistants ont attaqué, à l'aide « de mortiers, d'armes automatiques et de missiles, des quartiers résidentiels, des bâtiments gouvernementaux, des civils et des postes de sécurité d'unités afghanes », indique encore le communiqué.

Un porte-parole de la résistance afghane et des diplomates occidentaux ont également fait état, mardi à Islamabad, de nombreuses violations du cessez-le-feu.

Selon les diplomates, des tirs d'artillerie ont été entendus à Kaboul, à proximité du quartier où résident des Soviétiques. Treize personnes ont par ailleurs été tuées le 16 janvier dans la capitale lors d'une attaque des moudjahidins.

Un porte-parole de la guérilla a, pour sa part, affirmé que les moudjahidins avaient lancé une attaque à la roquette contre une garnison et une base au nord de Kaboul, le jour même de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, tuant ou blessant quatre-vingts soldats soviétiques et afghans après avoir détruit six chars et trois véhicules blindés.

Les forces gouvernementales ont riposté en bombardant une base adverse, tout dix moudjahidins, selon le porte-parole. Les moudjahidins ont en outre attaqué le même jour des postes gouvernementaux à Herat (ouest de l'Afghanistan).

A Moscou, M. Gennadi Guerassimov, chef du département de l'information au ministère soviétique des affaires étrangères, a souligné que M. Anatoli Kovalev, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, en visite au Pakistan,

« représentait » le secrétaire général Mikhail Gorbatchev, confirmant ainsi l'importance qu'accorde l'URSS à ces consultations soviéto-pakistanaïses, à quelques semaines de la reprise des pourparlers entre l'Afghanistan et le Pakistan à Genève.

Selon l'agence Tass, ces consultations ont permis de dégager, « en dépit des divergences de vues substantielles, certains éléments de convergence » qui « ouvrent des perspectives plus favorables pour le développement du dialogue » soviéto-pakistanaïse.

De son côté, M. Michael Armistead, sous-secrétaire d'Etat adjoint

américain aux affaires politiques, a qualifié, mardi avant de quitter Islamabad, d'« excellents » les entretiens qu'il a eus avec les dirigeants pakistanaïses sur l'Afghanistan. Mais, « ce qui compte le plus, c'est le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan », a souligné M. Armistead. — (AFP, Reuter.)

● Au Pakistan, près de la frontière afghane, seize personnes ont été tuées et neuf autres blessées par l'explosion d'une bombe à bord d'un autocar dans le nord-ouest du pays, ont annoncé, mardi 20 janvier, des responsables locaux. — (Reuter.)

CORÉE DU SUD

Inquiétude sur le sort des détenus politiques

TOKYO

de notre correspondant

Assumant la responsabilité de la mort sous la torture d'un étudiant arrêté par la police, le ministre sud-coréen de l'Intérieur, M. Kim Chong-Hoh, a donné sa démission (nos dernières éditions du 21 janvier). Il a été remplacé, mardi 20 janvier, par un ancien général, M. Chang Ho-Kong. Le chef de la police nationale, M. Kang Min Chang, a également démissionné.

La semaine dernière, un étudiant en linguistique de l'université de Séoul, âgé de vingt et un ans, Park Chong Chol, est décédé dans les locaux de la police à la suite des traitements qu'il lui avaient été infligés : il avait été torturé à l'électricité, comme en témoignaient des brûlures, et il est mort étouffé la tête dans une baignoire. Depuis le printemps dernier, le gouvernement Chon a durci sa position à l'égard des mouvements contestataires étudiants. De nombreuses arrestations ont eu lieu avant et surtout après les Jeux asiatiques de septembre dernier.

Régulièrement, ces derniers mois, des organisations chrétiennes ainsi qu'Amnesty International ont fait état des brutalités, voire des tortures dont étaient victimes les prisonniers politiques en Corée du Sud. Les autorités ont annoncé, le 20 octobre, qu'elles enquêtaient sur une trentaine d'organisations religieuses et étudiantes considérées comme « subversives » et que dix mille personnes étaient l'objet d'investigations.

Afin de contraindre certains prisonniers politiques à confesser leur appartenance à des organisations supposées affiliées à la Corée du Nord ou tout simplement à admettre les charges retenues à leur encontre, la police n'hésite pas à recourir à des traitements brutaux, qui vont du confinement dans des cellules où le détenu doit rester debout aux tortures pures et simples. Il y a quelques mois, un autre scandale avait éclaté : des ouvriers contestataires avaient été violés dans les locaux de la police.

Il est rare que le gouvernement de M. Chon Too Whan reconnaisse que sa police emploie de telles méthodes : les informations sur le traitement des prisonniers politiques sont systématiquement démenties par les autorités de Séoul comme étant de la propagande communiste. Cette fois, les tortures ayant entraîné la mort, le gouvernement a dû admettre des faits qui ne peuvent contribuer à relever son image internationale et font surtout planer quelque inquiétude sur le sort du millier de prisonniers politiques actuellement détenus en Corée du Sud.

PHILIPPE PONS.

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : les circonstances de la mort de Samora Machel

L'avion du président du Mozambique n'a pas été victime d'un sabotage estime une commission d'enquête

JOHANNESBURG

de notre correspondant

« Il n'y a nulle part où aller » : telle fut la dernière parole du pilote soviétique du Tupolev-134-A, qui transportait Samora Machel, le chef de l'Etat mozambicain, trois secondes avant que l'appareil ne s'écrase en territoire sud-africain, le 19 octobre dernier. Trente-cinq personnes trouveront la mort au cours de cette catastrophe.

L'avion présidentiel était manifestement égaré en raison d'une totale incompréhension entre l'équipage et la tour de contrôle de l'aéroport de

Maputo. C'est ce qui est ressorti de la première journée d'audience, mardi 20 janvier, devant la Cour suprême de Johannesburg, de la commission d'enquête chargée d'éclaircir les circonstances d'un accident qui a soulevé bien des controverses (1).

Les débats se déroulent hors la présence des représentants mozambicains et soviétiques, mais M. Van Zyl, directeur de la sécurité aérienne à l'aviation civile sud-africaine, a exprimé sa satisfaction pour la collaboration des deux Etats dans le décodage des boîtes noires, qui s'est effectué à Zurich et à Mos-

cou. Il a lu devant les six membres de la commission, dont l'ancien astronaute américain Frank Borman, la transcription des enregistrements radio entre l'équipage et l'aéroport de Maputo.

De ce texte, il ressort que les pilotes soviétiques cherchaient en vain les lumières de la piste et que l'approche devait se faire visuellement en raison du non fonctionnement du système instrumental d'atterrissage. Il apparaît aussi que le Tupolev était à court de carburant et n'avait donc pas la possibilité de se diriger vers un autre aéroport. Trente-deux secondes avant l'accident, le système d'alarme annonçant la proximité du sol a retenti, mais il était déjà trop tard.

Il reste encore de nombreux points d'interrogation. Cependant, à la lumière des premiers éléments, l'avocat de la commission, M. Cedric Puckrin, a fait remarquer qu'aucune défaillance de l'appareil n'avait été enregistrée, qu'il n'y avait eu ni explosion ni sabotage, comme certains dirigeants des pays de la « ligne de front » l'ont prétendu, et qu'aucun l'équipage n'était pas sous l'emprise de l'alcool, comme l'avait affirmé le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha.

M. BOLE-RICHARD.

(1) Les autorités de Maputo ne sont pas satisfaites des conditions dans lesquelles cette enquête est menée. Elles refusent de s'y associer et mènent leur propre enquête.

● BURKINA-FASO : tentative d'attentat lors de la visite de M. Mitterrand. — Deux ressortissants burkinabés, accusés d'avoir préparé un attentat à la grenade à l'occasion de la visite officielle du président français à Ouagadougou, les 17 et 18 novembre dernier, seront prochainement jugés, a-t-on appris, mardi 20 janvier, dans la capitale burkinabé. Le chef de l'Etat du Burkina, le capitaine Sangaré, avait annoncé l'arrestation de ce couple le 9 janvier, précisant qu'il était en mesure de présenter un « dossier explosif » lors de la rencontre des chefs d'Etat de Côte-d'Ivoire, du Burkina, du Ghana et du Togo, qui devait se tenir à Yamoussoukro, le lendemain. A la suite de cette déclaration, le président ivoirien, M. Houphouët-Boigny, avait reporté sine die ce sommet. — (AFP.)

TCHAD

La tentative de médiation de l'OUA critiquée à N'Djamena

Reçu, mardi 20 janvier, à l'Elysée, par M. Mitterrand, le ministre congolais des affaires étrangères, M. Antoine N'Dinga Oba, a estimé que « le colonel Kadhafi est disposé à apporter sa contribution à un dénouement rapide et durable du problème tchadien ».

Cet entretien avec le président de la République a été consacré, pour l'essentiel, au conflit tchadien, et M. N'Dinga Oba a remis à M. Mitterrand un « message important » de M. Sassou Nguesso, le chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), qui est attendu en visite d'Etat en France, début février. Selon M. N'Dinga Oba, le chef de la Jamahiriya libyenne « compte sur l'OUA et voudrait que le problème [tchadien] soit résolu dans le cadre de l'OUA ».

Cette initiative de l'organisation panafricaine, qui souhaite organiser une « réunion de réconciliation nationale » entre Tchadiens, est accueillie avec beaucoup de méfiance par les autorités tchadiennes. N'Djamena y voit une « manipulation libyenne » de nature à « perturber les alliés du Tchad » (la France et les Etats-

Unis). Les autorités tchadiennes soulignent que la proposition de l'OUA « ne tient aucun compte de la Libye » et soupçonnent Tripoli de chercher à gagner du temps pour reconstituer ses forces avant une nouvelle offensive.

On souligne, de source française, que le souci de l'OUA de « réconcilier » les Tchadiens est vide de sens dans la mesure où les Tchadiens, pour l'essentiel, sont déjà réconciliés, comme le démontre l'alliance militaire entre les forces gouvernementales et les FAP (Forces armées populaires) de M. Goukouni Oueddei. On remarque, en outre, que la proposition congolaise paraît très proche des thèses défendues par la Libye, pour qui l'opposition au régime de N'Djamena est représentée par les partisans de M. Achelikh Ibn Oumar, chef du CDR (Conseil démocratique révolutionnaire). Or, à N'Djamena, comme à Paris, on estime que cette opposition est marginale, voire inexistante, et que le conflit se résume à un affrontement tchado-libyen.

L. Z.

TUNISIE : le congrès extraordinaire de l'UGTT

M. Bourguiba se félicite du retour des syndicats à l'orthodoxie destourienne

TUNIS

de notre correspondant

En tenant à ouvrir lui-même, mardi 20 janvier à Tunis, le congrès extraordinaire de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), le président Bourguiba a voulu témoigner sa satisfaction de voir la centrale ouvrière revenir à l'orthodoxie destourienne, dont elle s'était écartée en 1981 en proclamant son autonomie. « Ce retour de l'UGTT dans le giron national et dans la voie du véritable patriotisme constitue une troisième révolution et un grand acquis, au même titre que l'indépendance et l'émancipation de la femme », a déclaré le chef de l'Etat devant les quelque quatre cents congressistes visiblement tous acquis à cette nouvelle ligne.

Après le démantèlement de l'ancienne direction syndicale conduite par M. Habib Achour (1), il aura fallu un an au pouvoir pour aboutir, non sans difficulté, à cette « normalisation » qui doit permettre, selon lui, de substituer à « mentalité revendicative » un syndicalisme « de participation » qui impose une situation économique difficile.

L'ultime étape de ce processus est intervenue le mois dernier (Le Monde daté 21-22 décembre) avec la constitution d'un bureau exécutif de la centrale — le troisième en neuf mois — groupant des représentants des différentes sensibilités syndicales, y compris six anciens adjoints de M. Achour (2), qui furent aussitôt dénoncés par leurs pairs.

C'est cette réunification décidée au sommet que le congrès, convoqué en un temps record, doit intégrer. Il aura aussi à élire une nouvelle direction, qui aura très probablement comme secrétaire général M. Abdelaziz Bouraoui, et à adopter une charte définissant « une approche moderne de l'action syndicale dans un pays en voie de développement ».

Le problème syndical, qui occupe le devant de la scène depuis pratiquement deux ans, sera-t-il pour autant résolu ? Ce n'est pas évident. En effet, l'ancienne direction de l'UGTT, qui se veut la seule « légitime » parce que « démocratiquement élue en 1984 », est encore bien présente et compte, assurément, des partisans dans la plupart des secteurs. Ses structures continuent tant bien que mal à fonctionner. Pour M. Taieb Bae-

couche, ancien secrétaire général de la centrale de 1981 à 1984 et membre du dernier exécutif « légitime », les syndicalistes rejettent ce congrès et les décisions qui en découleront.

Selon M. Baecouche, l'UGTT « légitime » n'en demeure pas moins disposée à négocier avec le pouvoir « et non avec les syndicalistes fantômes qui ne représentent rien » — pour un minimum réel du climat social. Celui-ci passe par la libération des syndicalistes détenus, l'arrêt des arrestations et des procès, la réintégration des travailleurs licenciés et le respect des libertés et de l'autonomie syndicales.

MICHEL DEURÉ.

(1) M. Achour purge des peines totalisant sept ans de prison pour « mauvaise gestion ».

(2) Deux d'entre eux se sont depuis retirés, estimant que les conditions posées pour leur retour n'avaient pas été respectées.

● Un prix des droits de l'homme pour des militants tunisiens. — L'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe, qui regroupe des exilés arabes de tous les pays, sans clivages politiques, et publie périodiquement des documents sur la situation des droits de l'homme au Maghreb et au Proche-Orient, devait remettre le mercredi 21 janvier à Paris le prix 1987 des droits de l'homme dans le monde arabe à la Ligue tunisienne des droits de l'homme, représentée par son secrétaire général, M. Khennas Chammari. Fondée en 1977, ouverte aux personnalités indépendantes aussi bien qu'aux représentants de tous les partis et formations, cette Ligue joue depuis quelques années un rôle important pour la défense des acquis démocratiques en Tunisie.

NICE, UNE FLEUR!



ALLER-RETOUR
680 F
TARIF WEEK-END EXCEPTIONNEL
valable du 15 janvier au 3 mars
sur vols désignés.

870 F OFFRE SPÉCIALE
WEEK-END
transport aller-retour plus une nuit d'hôtel.
Conditions particulières de vente et de transport.
AIR FRANCE Vacances

Le Monde
sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Dakar : leaders en danger.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

سكوا من الأصيل

Afrique

Non à l'afro-pessimisme !

(Suite de la première page.)

Mais que font-ils pour éviter qu'elle ait besoin d'être aidée ? C'est pourtant le but à atteindre, si l'on ne veut pas que la coopération Nord-Sud se borne à une cotisation, à un système de sécurité sociale internationale, permettant tout juste d'éviter la famine et la faillite financière.

Ce serait, à mon avis, une grave erreur de croire que le monde de demain pourra se bâtir dans la paix et la sécurité avec un continent de plus en plus peuplé, d'hommes, de femmes et d'enfants de plus en plus pauvres. Les pays industrialisés auraient tort de croire qu'il suffit de la aide à survivre, car ils pourraient vite se voir accusés de les maintenir juste dans un état de survie. Ils auraient tort de croire qu'en se désengageant d'Afrique, pour ne s'intéresser qu'à leurs propres problèmes, ils parviendront à les résoudre. Car le chômage au Nord et le sous-développement au Sud sont deux aspects d'une même crise, qui ne trouveront pas leur solution l'un sans l'autre.

Nouvelles orientations

Fort de ces convictions, le gouvernement de Jacques Chirac a décidé, en dépit d'économies budgétaires sans précédent, d'accroître l'effort d'aide publique au développement en 1987, en priorité vers l'Afrique. Refusant aussi bien la commission que le fatalisme, le ministre dont j'ai la charge a défini de nouvelles orientations et il s'est donné de nouveaux moyens pour mener une politique de coopération créatrice de richesses et tournée vers des projets productifs. Il s'agit notamment de faire appel à l'initiative privée, au partenariat d'entreprises pour faire naître le tissu industriel de petites et moyennes entreprises qui est le point de départ obligé du développement économique.

L'idée d'inciter les chefs d'entreprises françaises et les détenteurs de capitaux à travailler en Afrique, à y investir, à y nouer des relations de partenariat, à y conclure des accords créatifs, à y soutenir la création d'entreprises, n'est pas une idée entièrement neuve. Mais

elle restait une utopie. Et cela pour de nombreuses raisons qui tanaient au caractère étiatique des premiers efforts d'industrialisation, à la parcellisation des marchés, à la faiblesse des infrastructures, aux contraintes de l'environnement juridique et administratif, à l'accumulation d'arrière-pensées à l'égard d'entreprises françaises déjà implantées, aux tristes des mentalités. Ajoutons enfin la logique implacable de l'endettement qui contraignait les débiteurs à contracter leurs importations et leurs investissements et à réduire de ce fait leurs activités, alors qu'il faudrait au contraire les soutenir, pour redresser les balances des paiements grâce aux exportations.

Ces obstacles, surtout le dernier qui va s'aggraver, sont loin d'être levés. Les pays africains reconnaissent aujourd'hui leurs responsabilités dans la situation où se trouvent leurs économies. Mais ils sont prêts à assumer leurs erreurs passées et ce serait faire preuve d'aveuglement que de ne pas voir les efforts qu'ils fournissent pour les corriger et pour rétablir un climat de confiance favorable à l'esprit d'entreprise.

Des efforts d'entreprise : efforts pour honorer les échéances de leurs dettes à l'égard des Etats et des entreprises, pour désamorcer, pour dégrader des surplus dans l'agriculture, pour mobiliser l'épargne, pour moderniser les codes d'investissement et attirer les capitaux, pour libérer et encourager l'initiative privée... Tous ces efforts sont consentis au prix de grands sacrifices. S'ils ne sont pas accompagnés d'une solidarité accrue de la part des pays industrialisés, ils seront inutiles, et même dangereux, car ils compromettent l'équilibre de situations politiques et sociales déjà fragiles.

Les rencontres de Libreville

En organisant à Libreville, du 11 au 13 janvier dernier, des rencontres entre chefs d'entreprises, décideurs et détenteurs de capitaux, je faisais le pari que les industriels et les investisseurs français et africains, ne demandaient qu'à entrer en contact pour travailler ensemble au développement de l'Afrique, pourvu qu'on leur démontrât que c'était possible.

C'était un défi. Il a été relevé avec succès. Pres de sept cents personnes, dont plus de trois cents cinquante entrepreneurs africains et deux cent cinquante français, ont dialogué dans un climat de confiance. Ainsi, au cours de ces trois jours, une dizaine d'accords de partenariat ont été signés et une centaine d'autres sont en préparation.

Ces rencontres ont été ce qu'elles devaient être : une grande foire aux affaires, au sens traditionnel du terme, ou, si l'on préfère, une bourse aux projets et aux investissements. Les industriels, les commerçants, les banquiers, qui ont fait l'effort de se déplacer ne l'ont pas fait seulement pour débattre savamment des obstacles et des encouragements à l'investissement. Ils l'ont fait pour saisir la chance d'y trouver des partenaires, de créer ou de développer des entreprises, de fabriquer, de vendre, d'exporter, de donner des emplois à toute une jeunesse avide de travail et de mieux-être.

Devant le succès de ces rencontres qui, pour la première fois confrontaient à cette échelle, en terre africaine, des responsables politiques et des décideurs économiques privés, les participants ont décidé de les pérenniser, afin d'en faire un instrument permanent d'échanges. Une structure souple va être mise en place, avec un siège à Libreville, un secrétariat à Paris et des antennes dans chaque pays.

Et maintenant ? La preuve a été apportée que la coopération pouvait s'incarner aussi dans la dimension micro-économique, où les relations entre les hommes et les entreprises sont le moteur de la croissance. Il reste à concrétiser et à poursuivre. Ces rencontres sont moins un aboutissement qu'un commencement. Elles ne représentent peut-être qu'un pas dans la voie du développement de l'Afrique, mais un pas décisif.

Les sceptiques et les tenants de l'afro-pessimisme continueront sans doute d'exprimer des réserves. Mais je crois qu'à Libreville, les faits leur ont donné tort et que, pour une fois, c'est l'espoir qui est réaliste.

MICHEL AURILLAC.

Amériques

ÉQUATEUR

L'opposition réclame la démission du président Febrés Cordero

Quito. — Le Parlement équatorien s'est réuni mardi 20 janvier en session extraordinaire pour débattre une motion réclamant la démission du président de la République, M. Febrés Cordero, à la suite de sa séquestration par des militaires (le Monde daté 18-19 et du 20 janvier).

Le principal parti, la Gauche démocratique (ID), considère que le président a fait passer son intérêt personnel avant celui de l'Etat, en libérant un général rebelle et en promettant de ne pas poursuivre les luttes en échange de sa libération. La motion, présentée par huit députés de l'opposition marxiste et de centre gauche, énumère une série de « violations » de la Constitution par le chef de l'Etat depuis son accession au pouvoir le 10 août.

Le vote a été suspendu mardi soir et devait reprendre ce mercredi 21 janvier. En septembre dernier, le Parlement avait approuvé une mesure d'amnistie en faveur du général Vargas, mais le président de la République avait mis son veto. Une majorité de parlementaires jugeant que l'intransigence d'alors de M. Febrés Cordero est à l'origine de la crise.

La motion demandant la démission du président a été signée par les membres des sept groupes du centre et de la gauche, qui disposent de quarante des soixante-et-onze sièges du Parlement. — (AFP, Reuters, UPL)

● ÉTATS-UNIS : M. Jesse Helms à la commission sénatoriale des affaires étrangères. — Le sénateur républicain ultra-conservateur M. Jesse Helms, est devenu, mardi 20 janvier, le numéro deux de l'influente commission des affaires étrangères du Sénat, au détriment d'un modéré, le sénateur Richard Lugar, président sortant de la commission. Le vote faisant de M. Helms, sénateur de la Caroline du Nord, le principal membre de la minorité républicaine dans la commission a été acquis par 24 voix

CANADA : le ministre des transports contraint à la démission

Série noire pour M. Mulroney

MONTRÉAL
de notre correspondant

En exigeant la démission d'un des membres de son cabinet dimanche 18 janvier, veille de rentrée parlementaire, le premier ministre conservateur, M. Brian Mulroney, a agi avec une rare célérité pour tenter de limiter les répercussions d'une nouvelle crise, au moment même où sa cote de popularité est au plus bas.

Le chef du gouvernement canadien a limogé son ministre d'Etat aux transports, M. André Bessonneau, et réclame l'ouverture d'une enquête de la gendarmerie royale du Canada, moins de deux jours après que le quotidien montréalais *The Gazette* ait révélé une affaire de transactions foncières douteuses.

Cette affaire est pour M. Mulroney le dernier épisode d'une véritable série noire. En moins de deux ans, il a dû défendre cinq de ses ministres (dont celui de la défense), impliqués dans divers scandales, avant d'accepter, parfois tardivement, leur démission. Un seul d'entre eux, M. Marcel Masse, lavé de tout soupçon, a pu reprendre ses fonctions.

M. Mulroney a, en outre, essuyé de nombreux revers dans les dossiers qu'il avait lui-même définis comme prioritaires. La conclusion de nouvelles ententes sur la libéralisation des échanges commerciaux avec les États-Unis, élément-clé de sa stratégie économique, devient de plus en plus aléatoire. Depuis qu'elles ont été entamées l'été dernier, les négociations périclitent dans un climat de suspicion réciproque. Ottawa a, d'autre part, accepté fin décembre, après cinq mois d'hésitations,

l'imposition d'une taxe de 15% sur la production canadienne de bois destinée aux États-Unis, suite aux pressions protectionnistes des producteurs américains. L'opposition a fustigé ce recul, susceptible à ses yeux de constituer un dangereux précédent.

M. Mulroney s'était fixé comme objectif de restaurer l'harmonie entre les dix provinces du pays. Ses efforts commencent à porter leurs fruits, mais l'attribution en octobre dernier d'un contrat militaire à l'entreprise montréalaise Canadair au détriment d'une entreprise du Manitoba a suscité un véritable tollé. Depuis, les provinces de l'Ouest alliées à l'Ontario accusent le gouvernement de M. Mulroney de favoriser systématiquement le Québec à la moindre occasion.

Ce climat ne saurait favoriser les négociations en vue d'amener le Québec à adhérer à la Constitution de 1982. Enfin, M. Mulroney n'a pas réussi jusqu'ici à tirer profit des bonnes performances économiques de son gouvernement (le chômage est à son plus bas niveau depuis 1981, avec un taux de 9,6%).

Porté au pouvoir en septembre 1984, avec une majorité sans précédent dans l'histoire du Canada (211 députés sur 282), le Parti conservateur a vu sa cote de popularité s'effriter irrémédiablement au fil des mois. Pour la première fois de son histoire, il a, la semaine dernière, recueilli moins d'intentions de vote (28%) que le nouveau Parti démocratique de M. Ed Broadbent (30%), tandis que les libéraux de M. John Turner dominent avec 41%.

MARTINE JACOT.

contre 17. Cette décision répond surtout, d'après les observateurs, au respect de la règle d'ancienneté. M. Helms ayant siégé au Sénat quatre ans de plus que M. Lugar. M. Helms, fervent anticomuniste et l'une des figures de proue de la « nouvelle droite » américaine, est l'un des membres les plus conservateurs du Sénat, dont la commission des affaires étrangères sera présidée par le sénateur démocrate de Rhode-Island, M. Clairborne Pell. — (AFP.)

● Tournée de M. Philip Habib en Europe occidentale. — M. Philip

Habib, ambassadeur spécial de M. Reagan pour l'Amérique centrale, effectue une tournée en Europe de l'Ouest pour discuter des efforts de paix dans la région, a indiqué mardi 20 janvier le département d'Etat. M. Habib était en Belgique lundi et s'est rendu mardi en RFA et en Italie. La tournée de M. Habib intervient avant une réunion que les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne doivent avoir en février au Guatemala sur la situation en Amérique centrale et le processus de Contadora. — (AFP.)



ENTREZ.

Madame, Monsieur,
Devenez actionnaire
de Paribas.

Aujourd'hui vous pouvez, vous aussi, devenir actionnaire du Groupe Paribas. Aujourd'hui vous pouvez, vous aussi, participer à l'expansion d'un des premiers groupes financiers internationaux. Vous bénéficiez, en outre, d'importants avantages valables jusqu'au 31 janvier 1987 dont : une action gratuite pour 10 actions achetées et conservées au moins 18 mois (5 actions gratuites au maximum). Adresses-vous à votre banque, agent de change, bureau de poste, caisse d'épargne ou comptable du Trésor. Une note d'information (visa COB n° 86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

GROUPE PARIBAS

Téléphones au (1) 46.24.11.11 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Autin - 75002 Paris.

ENQUÊTE

Les élections législatives

Quarante ans après l'effondrement du nazisme
Débat historique, débat politique

« **LES** vivants sont gouvernés par les morts », écrivait jadis Auguste Comte. Conséquence : il n'est pas inconcevable de faire de la politique dans les cimetières, comme on a pu le constater lors de la rencontre Mitterrand-Kohl à Verdun en 1984, et, l'année suivante, à l'occasion du pèlerinage conjoint du chancelier fédéral et du président Reagan au cimetière militaire de Bitburg.

Comment s'étonner que la République fédérale d'Allemagne en période d'élections se trouve, une fois de plus, amenée à se pencher sur son passé ? Quarante ans après l'effondrement du III^e Reich, une querelle d'historiens, relayée par les médias, utilisée par les hommes politiques, témoigne d'une évolution en profondeur de la perception de la période nazie par la société ouest-allemande.

A l'origine de la querelle, la publication récente d'ouvrages d'universitaires de tendance conservatrice qui tentent d'« expliquer » le nazisme et ses conséquences en le comparant aux autres formes de totalitarisme à l'œuvre au vingtième siècle : l'URSS stalinienne, le Cambodge de Pol Pot, etc. Ces historiens contestent le caractère unique, incomparable et, en dernière analyse, monstrueux de l'entreprise exterminatrice menée au nom du Reich de mille ans.

A la différence des propagandistes du révisionnisme, qui nient purement et simplement la réalité du génocide perpétré dans les camps d'extermination, des historiens comme Ernst Nolte, Andreas Hillgruber ou Michael Stürmer estiment que le génocide a bien eu lieu, certes, mais qu'il n'a été possible qu'en raison du précédent de la terreur stalinienne.

Andreas Hillgruber, qui enseigne l'histoire contemporaine à l'université de Cologne, va encore plus loin dans l'explication causale de la barbarie hitlérienne : celle-ci ne serait qu'une réponse exacerbée à la menace d'anéantissement qu'aurait fait peser l'Union soviétique sur l'Allemagne.

D'une génération sur l'autre...

Ces thèses ont provoqué de vives réactions d'autres universitaires ou publicistes, qui voyaient dans cette réécriture de l'histoire une apologie subtile et dangereuse du nazisme. Jürgen Habermas, par exemple, philosophe et représentant de la fameuse école de Francfort de Herbert Marcuse et Theodor Adorno, inspirateurs du mouvement contestataire de 1968, a très violemment attaqué ces « nouveaux historiens » dans un article de l'hebdomadaire *Die Zeit*, en juillet 1986. A Nolte, Hillgruber et Stürmer, Habermas reproche de s'être laissés aller à des « tendances apologistes » visant à

exonérer l'Allemagne de la responsabilité entière des événements qui se sont produits entre 1933 et 1945, notamment l'extermination planifiée des juifs.

D'autres historiens, comme Eberhard Jäckel, ont également fait grief à Nolte et Hillgruber d'avoir banalisé l'épisode nazi.

Ce débat entre en résonance avec les questions que tout un chacun se pose outre-Rhin : peut-on aujourd'hui, avec quarante ans de recul, s'intéresser « objectivement » à la période nazie ? L'historiographie concernant ce sujet ne représente-t-elle que le point de vue des vainqueurs ? Enfin et surtout la génération qui arrive aujourd'hui à l'âge adulte doit-elle, au même titre que celle qui l'a précédée, porter le poids de la responsabilité d'Auschwitz ? Dans la jeunesse ouest-allemande, on peut sentir, au fil des conversations, cette irritation qui résulte du rappel d'un passé dont les regards-parents furent les acteurs. On sent comme une panique d'avoir à assumer une malédiction qui se reporterait, inchangée, d'une génération sur l'autre...

Le débat académique descend dans la rue et provoque des soubresauts dont nul ne sait jusqu'où ils peuvent aller. C'est de bonne foi, après avoir entendu ces nouveaux historiens, dont certains sont ses proches conseillers, que le chancelier Kohl peut s'estimer habilité à faire un parallèle entre M. Gorbatchev et Josef Goebbels, le propagandiste de Hitler, ou accuser la RDA d'enfermer ses opposants dans des « camps de concentration ».

La « grâce de la naissance tardive »

Ce faisant, le chancelier, qui a lui-même une formation d'historien, sait qu'il est compris par une grande partie de l'opinion. Ce discours trouve en effet un écho favorable chez les conservateurs, qui n'ont jamais admis la « démonstration » du nazisme et les procès de Nuremberg, mais aussi, paradoxalement, dans certaines franges de la gauche et de l'extrême gauche allemandes, qui pratiquent aussi, à leur manière, le « comparatisme » historique, accolant, par exemple, le nom

d'Auschwitz à celui d'Hiroshima dans leur dénonciation de l'holocauste nucléaire qui serait, selon eux, en préparation...

Frappé, comme il le dit lui-même, de la « grâce de la naissance tardive », Helmut Kohl se fait le porte-parole d'une génération allemande qui estime qu'un trait doit être, une fois pour toutes, tiré sur le passé.

Rudolf Augstein, directeur de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, dans un article critiquant les nouveaux historiens, se demandait si le quarantième anniversaire de la chute du nazisme n'était pas arrivé quarante ans trop tôt. On peut, il est vrai, se poser la question, et s'interroger de cette impatience à faire « gagner du temps au temps » qui se manifeste dans la société allemande contemporaine. Un risque existe, en effet, que les barrières sautent et que la remise en cause, même habillée de discours scientifiques d'historiens patentés, des évidences sur la singularité de la terreur nazie n'ouvre la voie à l'oubli programmé de l'horreur.

L. R.

Ministre des affaires étrangères depuis treize ans

Hans Dietrich Genscher :
l'homme qui s'est rendu indispensable

« **LE** moment est venu en Europe de joindre nos forces, sur les plans économique, technologique, mais aussi en matière de sécurité. (...) C'est notre niveau de vie, notre système social qui en dépendent. »

Les têtes acquiescent. On ditait les Allemands de l'Ouest lassés de la Communauté européenne, tentés par d'autres horizons, les yeux tournés vers l'est, vers les trois couleurs rouge, jaune, noir de leur drapeau national qui ornent les affiches électorales d'Helmut Kohl et de son adversaire social-démocrate, Johannes Rau. Le succès du ministre des affaires étrangères, qui n'a cessé ces dernières années de répéter que la poursuite de l'intégration européenne, la politique à l'est, le désarmement, allaient de pair, fait la démonstration inverse.

La campagne électorale a redonné à ce vieux renard de la politique allemande une nouvelle jeunesse. Après trois années difficiles, pendant lesquelles il a dû tout à la fois renouer à la présidence du parti libéral et ramener comme un fou pour ne pas laisser aller la droite de la coalition mettre en pièces sa politique étrangère, le revollu brutale-

ment au sommet de sa popularité. Les redoutables de son vieil adversaire, le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss, les incohérences du chancelier Kohl lui-même, ont fait de lui, aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique, un rempart contre l'adversité. Avec 68 % d'opinions favorables, il est ce mois-ci pour la première fois en tête du baromètre mensuel publié par l'hebdomadaire *Der Spiegel*, devançant même l'insurpassable ministre des finances, Gerhard Stoltenberg.

Cet homme, qui en temps normal, et malgré déjà deux incidents cardiaques, éprouve ses collaborateurs par d'incessantes allées et venues aux quatre coins du monde à de l'énergie à revendre. Les critiques lancées dans les rangs de la coalition contre la politique de détente lui ont fourni l'occasion de l'employer. Troquant l'habit de Talleyrand pour la bure du pèlerin, il a converti, au début de janvier, des centaines de kilomètres à travers la République pour tonner contre ces fauteurs de troubles, qui sèment la perturbation parmi les voisins de l'Allemagne et ne rêvent que d'un retour à la guerre froide.

« **Le FDP a dit non à la sortie de la RFA de l'OTAN ; il dit aujourd'hui non à ce retour à la guerre froide, à une nouvelle course aux armements** », en un tour de main, voilà justifié *a posteriori* non seulement un vote pour le Parti libéral, mais également le changement de coalition de 1982. Les intellectuels de la gauche libérale, qui avaient déserté en masse en 1982, retrouvent soudain toutes les raisons du monde d'en revenir à leurs premières amours.

Maintenir le cap

Cuxhaven : des montagnes de glace flottent à la dérive sur la mer du Nord. Les caboteurs et chalutiers se fraient difficilement un chemin vers les installations portuaires. La campagne hivernale n'est pas un vain mot. De la grande salle panoramique du restaurant du port, le paysage se perd dans un blanc neigeux où l'on ne distingue plus les rues, les quais, les toits. Les Mercedes gris métallisé blindées du ministre s'arrêtent ponctuellement sous l'auvent de la réception. A l'intérieur, deux cents à trois cents personnes attendent en avalant des vins chauds et d'énormes parts de gâteau crémeux. M. Genscher s'arrêtera une heure. Parti aux aurores de Hambourg, après avoir expédié les affaires courantes de son ministère par téléphone, il a rendez-vous le soir même à Berlin pour un nouveau meeting avec le président des Libéraux, M. Martin Bangemann, ministre de l'économie. Le programme est chargé : réunions dans les arrière-salles de café, réceptions dans une mairie, chez un candidat local, sans oublier les indispensables rencontres avec la presse locale. Les nouvelles de la campagne, dont on suit l'évolution presque d'heure en heure grâce au téléphone installé dans la voiture, disent que le pronostic s'améliore pour le FDP, que la CDU paraît quelque peu inquiète.

Après avoir un peu trop forcé le ton pour rassurer l'opinion de droite contre les régimes communistes d'URSS et de RDA, les stratèges du parti chrétien-démocrate se sont finalement sentis obligés de faire machine en arrière. Le chancelier Kohl a tenu une conférence de presse solennelle pour réaffirmer son soutien à la politique étrangère de son ministre. Prudent, M. Genscher s'abstient de commenter. Il n'en pense pas moins : « **La politique allemande doit être fiable** », rappelle-t-il dans ses meetings. Son discours sur l'Europe est sa manière à lui de répondre au débat sur l'identité nationale, que la campagne a de nouveau rallumé. Cet ancien Saxon de Halle, émigré en RFA en 1953, qui dirige la diplomatie ouest-allemande depuis treize ans, sait plus qu'aucun autre l'insécurité suscitée dans les pays voisins, à l'est comme à l'ouest, par les moindres variations de la politique allemande. En l'espace d'une campagne, on s'est aperçu que cet homme, longtemps relégué au deuxième plan par l'ex-chancelier Helmut Schmidt, était devenu indispensable.

H. de B.

WEITER SO,
DEUTSCHLAND

Affiche de la CDU (Union chrétienne démocrate) Allemagne. Des prix stables. Des retraites sûres. Demande d'emploi. CDU, l'avenir.

Helmut Kohl dans un fauteuil

(Suite de la première page.)

Le succès populaire de M. Helmut Kohl résulte de la bonne gestion des valeurs sûres de la société allemande : travail, famille, patrie. Retour à la valorisation du travail bien fait, glorification de l'autorité parentale, reconstruction d'une identité nationale, sont les leitmotivs de tous ses discours électoraux depuis le début de la campagne. Pas d'ennemis à droite ! Les stratèges du Parti chrétien-démocrate ont senti passer le vent du boulet avec la relative percée, lors des élections régionales de Bavière, du petit Parti républicain (extrême droite) et se souviennent encore de la cuisante défaite provoquée en 1972 par la montée du parti nazi (NPD) qui avait frôlé barre des 5 % nécessaires pour entrer au Bundestag.

Assuré aujourd'hui de demeurer au pouvoir, M. Helmut Kohl, qui avait promis en 1983 « **un tournant** » dans la politique allemande, se sent désormais les mains plus libres. Sans être un théoricien, ce chancelier a une certaine idée de l'Allemagne, celle qu'on s'en fait dans la petite bourgeoisie du Palatinat dont il est issu. C'est l'image de la « Heimat », du « pays où l'on est né et où l'on grandit, où l'on se sent chez soi. Cela comprend les hommes, la famille et les amis, les relations avec les voisins, la communauté de la ville, le village, la région, les souvenirs de la maison paternelle, l'église et l'adhésion aux valeurs et aux formes de vie du pays », comme il l'avait dit lui-même dans un discours resté célèbre, en septembre 1984, devant les associations de réfugiés des anciens territoires allemands de l'Est.

A la différence de certains des porte-drapeaux des conservateurs allemands, M. Helmut Kohl ne s'est jamais fait le héraut du libéralisme sauvage ni du revanchisme nationaliste tel que peuvent l'incarner les « casques d'acier », la fraction dure de la CDU ou les associations de réfugiés.

Au contraire, ses proches aiment à le présenter comme un des garants de la politique de consensus social instaurée à l'époque du chancelier Adenauer dont il estime être le « petit-fils » spirituel. On le dit plus à l'aise avec le ministre du travail, M. Norbert Blum, ancien dirigeant du syndicat de la métallurgie, qu'avec les grands patrons de l'industrie. Il incarne à sa façon la montée en puissance de cette classe moyenne protestante aux contours mal définis qui a conscience d'avoir été le moteur du « miracle » allemand de l'après-guerre. Ce centre sociologique et politique de la société ouest-allemande lui semble le garant contre les dérives de droite et de gauche qui se sont manifestées sous diverses formes depuis la création de la République fédérale.

Fins homme d'instinct que calculateur, comme le reconnaissent eux-mêmes les adversaires de sa politique, le chancelier Helmut Kohl sent bien qu'aujourd'hui la RFA ne se satisfait plus du rôle politique qui lui est dévolu sur la scène internationale. Au sein de la Communauté comme dans les relations avec les grandes puissances, la force de la RFA est devenue un élément majeur de la confrontation. Paradoxalement, cette force économique, comme le notait la semaine dernière Theo Sommer, rédacteur en chef de

Die Zeit, peut se transformer en faiblesse si elle n'est pas acceptée par les voisins ou partenaires. La République fédérale de 1987 est un peu à l'image de son chancelier, de ce « géant » maladroite, à l'étroit dans son habit et qui ne cesse de casser de la porcelaine. Un mark sûr de lui et dominant n'a pas que des avantages. Il peut raviver les méfiances.

Le chancelier sera-t-il homme capable de mener à bon port cette nouvelle conscience allemande ? On pourrait craindre que sa seconde victoire électorale lui donne une assurance qui le pousserait vers les éléments les plus nationalistes de la coalition. Depuis son accession au pouvoir, de petites phrases en petites phrases, il a suscité une certaine appréhension. De la « grâce de la naissance tardive » jusqu'à son soutien ouvert à M. Kurt Waldheim, M. Helmut Kohl a marqué sa parenté avec ceux qui pensent qu'il faut tirer un trait sur le passé et permettre à l'Allemagne d'apparaître sans complexe sur la scène internationale. La formation de son cabinet - s'il l'emporte - donnera une première indication sur son état d'esprit.

Le pragmatisme en politique étrangère

Le pragmatisme reste quand même le garde-fou d'un chancelier qui a appris en quatre ans à tenir le compte du poids de l'histoire et de la géopolitique, aidé efficacement en cela par son ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher. Au bout du compte, les deux grands axes de la politique extérieure allemande ont été confortés : l'ancrage dans le monde occidental et la politique à l'est, ce qui finalement n'est que la bonne gestion du double héritage de Konrad Adenauer et de M. Willy Brandt. Au cours des quatre dernières années, les relations avec la RDA, un des principaux baromètres de la détente, se sont améliorées en dépit du report sine die de la visite du numéro un allemand, M. Erich Honecker. A l'ouest, on peut mettre à l'actif du chancelier une relance de la politique européenne de la RFA. Malgré les quelques ratés qui ont marqué la dernière période, la coopération franco-allemande, le chancelier semble avoir fait de cette dernière son affaire personnelle. Il cultive ses relations d'amitié avec M. François Mitterrand et tâche de s'accommoder pour le mieux de la « cohabitation », mot dont il a même enrichi son vocabulaire malgré son peu de familiarité avec la langue de Molière.

Reste à savoir dans quel état d'esprit le chancelier abordera les lendemains d'une victoire qui, contrairement à ce que l'on pouvait prévoir il y a un an seulement, semble devoir lui être apportée sur un plateau. On peut s'interroger de cette nouvelle arrogance qui s'est manifestée dans le feu de la campagne, aussi bien à l'égard de l'est que des partenaires occidentaux. Mais on peut faire confiance au chancelier Kohl pour tenir un compte rigoureux du poids relatif des différents courants constituant sa future majorité et du poids toujours important de l'opposition social-démocrate et écologiste.

HENRI DE BRESSON
et LUC ROSENZWEIG.Corsa : 499^F par mois.

Jusqu'au 28.02.87, Opel vous propose une location avec option d'achat sur tous les modèles Corsa. Exemple : Corsa LS - 3 portes - 4 CV - Dépot de garantie 6.335 F, premier loyer 10.560 F - 59 loyers mensuels de 499 F - Valeur de rachat en fin de contrat égale au dépot de garantie versé - Coût total en cas d'acquisition : 46.336 F - Prix clés en main 1.198.86 - 42.335 F. Sous-réserve d'acquisition du dossier par B.C.G.M. Tour Manhattan - 92095 Paris-La Défense Cedex 21.

OPEL
UNE MARQUE DE GENERAL MOTORS
F'CONSTRUCTEUR NORMAL

ENQUÊTE

en République fédérale d'Allemagne

Les Verts en campagne : la routine, déjà...



Kohl
Le chancelier Helmut Kohl, président du Parti démocrate-chrétien (CDU), et M. Franz Josef Strauss, ministre-président de Bavière et président de l'Union sociale-chrétienne (CSU).

Il y a quatre ans, il s'agissait de grignoter la République, aujourd'hui il s'agit de faire durer l'enchantement : la grande tournée électorale des Verts - mise sur l'attrait de la politique-spectacle, que le dernier rejeton de la scène politique ouest-allemande désigne la « chemise verte » de 1983, symbolisée par les chansons pacifistes du Bob Dylan local, Udo Lindenberg, a cédé la place à la « Magie verte » et aux pantomimes rythmées du groupe néerlandais Wilhelm Breuker Kollektief, dont les cuivres seraient capables de décaler la banque elle-même.

De ville en ville, la « Magie verte » fait salle comble, animant une campagne qui s'est quelque peu enfoncée dans les inévitables bagarres entre les deux ailes du parti : les « réalistes », partisans d'une coopération avec le SPD, et les « fondamentalistes », gardiens du dogme. Jusqu'au dernier moment, les deux camps se sont affrontés pour savoir qui les représenterait au grand débat télévisé auquel ont été conviés les leaders de tous les partis à trois jours du scrutin. Soutenu par la base, l'avocat Otto Schilly, qui comptait sur sa modération pour grignoter quelques voix de plus, a dû céder la place à la nouvelle égarée verte, Jutta von Dittfurth, qui, bien que membre du triumvirat dirigeant l'organisation fédérale du parti, n'a pourtant pas réussi à trouver une place comme candidate dans sa région de la Hesse, dominée par les « réalistes ».

Ces querelles de clocher n'intéressent cependant que les spécialistes. On ne vote pas Vert comme on voterait pour un parti que l'on voudrait voir demain au pouvoir. L'épouvantail de la coalition ouest-allemande, sans cesse agité par les partis conservateurs, vise bien d'avantage les électeurs sociaux-démocrates que ceux

des Verts. Quand ils ne révent pas tout simplement d'une société autre, idéale et plus humaine, ceux-ci se déterminent en fonction de leurs préoccupations immédiates et de leur peu de confiance dans la capacité des grands partis à leur apporter une réponse. L'environnement, l'égalité de la femme, la peur du nucléaire, la libéralisation de la société, restent les thèmes porteurs d'un parti qui compte bien dévaster sur son implantation au niveau local que sur une forte organisation centrale.

Il y a quatre ans, la perspective de l'entrée des Verts au Bundestag, avec en toile de fond la crise des missiles, déchiffrait les passions. Aujourd'hui on s'est habitué à leur présence renuante. L'assurance de voir la coalition actuelle reconduite au pouvoir a achevé de dédramatiser la question de leur maintien ou non au Bundestag. Celle-ci ne redeviendra d'actualité que lorsque le parti social-démocrate, obligé de compter désormais avec un nouveau parti fermement ancré à sa gauche, cherchera le moyen de sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve aujourd'hui.

Bilan d'une législature

Le bilan des Verts n'est pas de ceux qui se chiffrent par des réalisations concrètes. Leurs succès électoraux ont surtout eu pour conséquence de faire apparaître de nouveaux thèmes qui ont pris une extraordinaire importance dans le public. Il n'est pas un parti, de quelque bord qu'il soit, qui ne se soit senti obligé de faire de la défense de l'environnement l'un des thèmes centraux de sa campagne. Dans aucun domaine, que ce soit l'agriculture, l'industrie, les transports, on ne peut plus ignorer le phénomène. Les nouvelles mesures

imposées par le gouvernement Kohl contre la pollution atmosphérique coûtent déjà des milliards de marks d'investissements à l'industrie. Les déversements de produits toxiques dans les fleuves par l'industrie chimique ont obligé les autorités à réagir vivement pour éviter, à quelques semaines des élections, une sanction de l'électorat.

Les tentatives des Verts de forcer leur destin soit en s'associant directement aux responsabilités, soit, comme dans le domaine nucléaire, en appuyant l'opposition extraparlamentaire, se sont en revanche heurtées à une farouche opposition des partis traditionnels. Les manifestations antinucléaires de ces derniers mois, la multiplication des actions de sabotage par l'aile radicale du mouvement antinucléaire, ont semé le trouble dans le parti social-démocrate sans parvenir à entamer la résolution du gouvernement à poursuivre le programme nucléaire. L'expérience tentée par les Verts de Hesse, qui ont accepté l'offre du ministre-président Holger Boerner de prendre dans son gouvernement un ministre Vert de l'environnement n'a pas été tout bénéfique. Leur ministre, Joscha Fischer, l'une des figures les plus populaires du parti, y a gagné certes en stature, mais la coalition risque aujourd'hui d'éclater à tout moment en raison du refus du ministre-président de retirer l'autorisation d'exploitation de l'usine de combustibles nucléaires Alkem.

Le virage à droite pris dans les dernières semaines par la campagne des partis conservateurs a permis à Joscha Fischer de retrouver ses talents de tribun pour réclamer une démocratie plus tolérante, qui, au lieu de fermer les yeux sur son passé nazi, sache au contraire y puiser des forces pour se montrer exemplaire. Cela n'a pas suffi cependant pour sortir la campagne de sa routine.

H. de S.

Les intellectuels sur l'Aventin

MAIS où sont passés les intellectuels ouest-allemands ? Leur absence du débat public est une des particularités de cette campagne électorale. En 1983, ils étaient nombreux à signer des appels en faveur des sociaux-démocrates ou des Verts. MM. Heinrich Böll et Günter Grass apparaissaient aux tribunes des grands meetings. D'autres s'engageaient sans état d'âme dans la lutte contre le retour au pouvoir de la droite, contre le spectre d'une recrudescence de la RFA dans cette médiocrité petite-bourgeoise qui leur était devenue insupportable à la fin de l'ère Adenauer.

En 1980, la mobilisation de l'intelligentsia avait été encore plus spectaculaire. Tout ce que le pays comptait d'écrivains, de cinéastes, d'hommes de théâtre s'était rassemblé pour empêcher l'accession au pouvoir de la bête noire, M. Franz Josef Strauss, alors candidat des chrétiens-démocrates contre le chancelier Helmut Schmidt.

Aujourd'hui, on peut compter sur les doigts de la main les intellectuels qui prêtent leur nom ou leur notoriété à l'un ou l'autre des partis en lice. Si l'on met à part des écrivains comme Rudolf Augstein, directeur du Spiegel, et la comtesse Marion Dönhoff, codirectrice du Zeit, qui apportent publiquement leur appui aux libéraux et à M. Genscher pour empêcher la mainmise de M. Strauss sur les ministères des affaires étrangères, on ne trouve qu'un Rolf Hochhuth, auteur du Vicair, pour les accompagner dans cet engagement.

Le temps du populisme

Pour le reste, c'est le silence dans les rangs. M. Hans-Magnus Enzenberger, qui fut jadis l'une des figures de proue des intellectuels engagés à gauche, donne dans un entretien publié cette semaine par le Spiegel une explication de ce retrait sur l'Aventin.

Pour cet écrivain, le désintérêt à l'égard du débat électoral résulte du fait que « les processus sociaux sont de plus en plus autonomes du cirque de Bonn » et que « les sommets du pouvoir ressemblent maintenant à des taupinières ».

Mais cette analyse n'explique pas tout. D'autres éléments contribuent à éloigner les intellectuels de l'action militante. Parmi ceux-là, le fait qu'aucun des dirigeants des grands partis n'est en mesure de susciter aujourd'hui l'adhésion et l'enthousiasme de la couche cultivée de la population. Ni M. Kohl, ni M. Rau, ni M. Genscher ne font montre d'une particulière inclination pour le débat d'idées, pour la recherche de la qualité dans le discours, pour les références littéraires, historiques ou philosophiques.

M. Strauss, fin lettré et lettriste, est le seul à évoquer parfois Goethe et Schiller dans ses prestations électorales, sans espoir toutefois de conquérir ni le cœur ni la raison de ses adversaires diplômés. Figure respectée et admirée au-delà de sa famille chrétienne-démocrate, le président von Weizsäcker a vu beaucoup de mal à ne pas intervenir dans la mêlée, parhysé qu'il est par sa fonction. C'est dommage, car c'est la seule figure importante du milieu conservateur à pouvoir rivaliser avec les deux anciens chanceliers sociaux-démocrates, MM. Helmut Schmidt et Willy Brandt, dans cette pratique élevée du débat politique qui fut de règle dans les années 70.

L'heure est aujourd'hui au populisme, à gauche comme à droite. L'électeur allemand ne semble pas désireux d'écouter à nouveau les leçons des professeurs, à moins que ces derniers ne le caressent dans le sens du poil en contribuant à renforcer ce dont il a la nostalgie : une fierté nationale sans complexes.

L. R.

Celui qui a transformé l'image du chancelier

COORDIN de Mannstein est un homme heureux. Cet héritier d'une vieille famille aristocratique viennoise transplantée dans la Ruhr n'est peut-être ni le plus riche ni le plus puissant des publicitaires ouest-allemands (son agence est la 25^e de RFA), mais il a à son actif une performance que beaucoup de ses confrères lui envient : avoir changé l'image du chancelier. Le « Challenge », comme on dit dans le jargon du métier, n'était pourtant pas évident : la cote personnelle du chancelier était au départ de loin inférieure à celle de son parti, à l'inverse de son prédécesseur, M. Helmut Schmidt.

« Vous ne pouvez pas imaginer le mépris dans lequel le tenaient les grands patrons de la Ruhr que je fréquentais tous les jours », confie-t-il, dans le salon du château proche de Solingen qui sert de siège social à son agence de publicité. De fait, la grande bourgeoisie d'outre-Rhin s'est montrée souvent plus cruelle à l'égard du chancelier que ses adversaires de gauche. Coordin von Mannstein, bien qu'appartenant à ce milieu que seul un Visconti saurait fuir, a

à toujours cru en ce politicien belouard, un peu provincial, mais en qui il a senti une volonté de gagnier. Une confiance que lui rend bien le chancelier, qui lui a confié la publicité politique de la CDU depuis son accession à la tête du parti en 1978.

Pour la campagne électorale de ce mois de janvier 1986, il a voulu avoir un peu forcé la main aux conseillers politiques du chancelier en imposant ce pousse levé agrémenté du slogan « Weiter so Deutschland ! » (Allemagne, on continue comme ça !). « Ce geste familier du pousse en l'air n'est pas dans la culture des chrétiens-démocrates. Certains le trouvaient un peu trop « peuple », plus adapté à l'état d'esprit du SPD. » Autre changement : présenter un Kohl sérieux comme un pape sur la dernière affiche, celle qui vise les lecteurs indécis alors qu'on a couronné de le voir toujours avec un sourire jusqu'aux oreilles.

« Il faut maintenant qu'il apparaisse comme un homme d'Etat dans toute sa dimension... », explique-t-il.

L. R.

Un système qui produit des Assemblées « gouvernables »

UN système électoral n'est parfait : aucun n'est innocent. Forts de cette double conviction, les législateurs de 1949 (et sans doute plus encore ceux de 1956, année durant laquelle la loi électorale ouest-allemande a été remaniée à la lumière des premiers scrutins) ont tenté de mettre sur pied un système électoral combinant, autant que faire se pourrait, le

souci d'efficacité et celui de démocratie.

La République de Weimar avait été, du moins dans un premier temps, bégayée dans le respect des formes et des procédures électorales et parlementaires ; il s'agissait de fonder le nouveau régime sur des textes qui évitent les raz de marée dévastateurs tout en assurant une authentique représentation des choix populaires. Autrement dit, qui bénéficient des vertus démocratiques de la représentation proportionnelle tout en évitant les défauts : difficulté de dégager une majorité de gouvernement claire, toute-puissance des états-majors de partis, et pouvoir parfois tout à fait disproportionné conféré aux microformations charnières, dont l'appoint peut suffire à faire - ou à défaire - une majorité.

« Vous avez deux voix » : c'est ce que précise en exergue tout bulletin de vote pour les élections fédérales en RFA. L'une sert à désigner le candidat de son choix dans le cadre de sa circonscription, l'autre à se prononcer en faveur d'une liste présentée par un parti dans le cadre du Land, une des onze régions administratives de la République fédérale. Car sur les cinq cent dix-huit membres du Bundestag - la chambre des députés - réserve faite des vingt-deux élus berlinois, qui n'ont que voix délibérative du fait du statut particulier de l'ancienne capitale du Reich, deux cent quarante-huit sont désignés dans des circonscriptions, au scrutin majoritaire à un seul tour (le candidat qui a obtenu le plus de voix est élu, même s'il n'a qu'une majorité relative de suffrages) et deux cent quarante-huit autres le sont sur ces listes régionales soumises aux électeurs par les partis. De sorte que rien n'interdit aux citoyens particulièrement divisés en eux-mêmes (ou habiles tacticiens) de voter à droite localement et à gauche régionalement, ou l'inverse.

Ajoutons, pour les amateurs de subtilités institutionnelles, que, dans le cadre des Länder, la répartition des sièges s'effectue non pas selon l'un des deux grands modèles français (au plus fort reste ou à la plus forte moyenne, une fois établi le quotient électoral) mais en vertu du système inventé par le professeur

Niemeyer : on multiplie le nombre des sièges à pourvoir par le nombre de voix obtenues par chaque parti au scrutin de liste et on divise le résultat par le total des suffrages exprimés en faveur de l'ensemble des partis. Tout en garantissant à une formation qui aurait obtenu la majorité absolue des voix d'avoir aussi celle des sièges à pourvoir dans le Land, ce qui ne serait pas nécessairement le cas si l'on s'en tenait strictement à la « méthode Niemeyer »...

Autre correctif : aucune formation ne peut siéger au Bundestag si elle n'a obtenu 5 % des suffrages sur le plan national et/ou au moins trois élus dans le cadre des circonscriptions. Cette règle n'a pas suffi en 1983 à empêcher les Verts de siéger à l'Assemblée fédérale, mais elle a falli coûter leur représentation aux libéraux de M. Genscher.

Ce système, pour imparfait qu'il puisse apparaître à certains égards (notamment parce qu'il n'a aucunement réduit l'importance du choix des candidats par les états-majors de partis), a produit des Assemblées très constamment « gouvernables » depuis 1949.

On surprendrait beaucoup de jeunes Allemands en leur rappelant les craintes que pouvait inspirer alors la fragilité originelle de la nouvelle Allemagne. C'est sans doute un peu aussi à son système électoral compliqué que le doit la République fédérale.

B. B.

Kadett: 699F par mois.



Jusqu'au 28.02.87, Opel vous propose une location avec option d'achat sur tous les modèles Kadett. Exemple: Kadett LS - 3 portes - 5 CV - Dépot de garantie 8.100F, premier loyer 13.490F - 59 loyers mensuels de 699F. Valeur de rachat en fin de contrat égale au dépôt de garantie versé - Coût total en cas d'acquisition: 62.831F. Prix des mois à 14.088F: 53.955F - Sous réserve d'acceptation du dossier par B.C.G.M. Tour Manhattan - 92095 Paris-La Défense Cedex 21.

OPEL
LE MARQUE DE GENERAL MOTORS
LE CONSTRUCTEUR MONDIAL

PROMENADE CULTURELLE
ECS
ENSEIGNEMENT PRIVÉ À DISTANCE
A LA DÉCOUVERTE DU MONDE
pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...
Beaux-arts | Musique
Littérature | Cinéma
Histoire | Techniques
etc.
Documentation gratuite sur demande
ECS
1 rue Thénard - 75005 Paris
Tél. : (1) 46.34.21.99

Politique

Le remaniement du gouvernement Chirac

M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, a annoncé — en application de l'article 8 de la Constitution, — le mardi 20 janvier, peu avant 20 heures, le remaniement du gouvernement décidé par M. Mitterrand sur proposition de M. Chirac. Il a indiqué : « M. Jacques Valade est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur. Il est mis fin aux fonctions de M. Jean

Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi. M. Jean Arthuis est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence. » Le décret portant ces nominations a été publié au Journal officiel du 21 janvier. C'est la troisième fois que M. Chirac modifie le gouvernement qu'il dirige depuis le 20 mars 1986. En effet, le 25 mars, le cabinet était com-

plété par la nomination de deux ministres délégués, M. Georges Chavanes, chargé du commerce, de l'artisanat et des services, auprès de M. Edouard Balladur, et M. Michèle Barzach, chargée de la santé et de la famille auprès de M. Philippe Seguin. Le même jour, M. Jean-Jacques Descaings était nommé secrétaire d'Etat chargé du tourisme auprès de M. Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme.

Le mardi 19 août, M. Chirac procédait à un

autre remaniement de son gouvernement : M. Cabanis, ministre délégué chargé de la privatisation auprès de M. Balladur, devenait ministre délégué auprès du premier ministre chargé des réformes administratives M. Bernard Bosson, de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur chargé des collectivités locales, devenait ministre délégué chargé des affaires européennes auprès du ministre des affaires étrangères, et M. Gérard Loaguet, secrétaire d'Etat aux P et T, prenait le

De la difficulté de gérer les trop-pleins

L'idée d'un remaniement du gouvernement avait été examinée par M. Jacques Chirac après le conflit avec les étudiants et les lycéens, au mois de décembre dernier. Atteinte par l'échec du projet Devaquet, par la démission du ministre délégué aux universités et par les dissensions qui s'étaient fait jour, en son sein, sur la « gestion » de cette crise, l'équipe gouvernementale paraissait à certains nécessiter une recombinaison, afin de symboliser les enseignements tirés du conflit et de s'adapter au recentrage économique et social qui était, alors, décidé.

Le gouvernement avait été mis en échec sur ses projets de société et dans ses rapports avec la société. Trois ministres importants semblaient pouvoir ou devoir être remplacés : M. Alain Chabaud, auteur des projets sur les prisons privées, sur le code de la nationalité et sur la lutte contre la drogue, faisait savoir qu'il était prêt à donner sa démission ; M. René Monory avait raté sa tentative de prise en main du dossier universitaire ; M. Charles Pasqua était contesté pour les opérations de maintien de l'ordre menées sous sa direction et qui avaient été marquées par la mort d'un étudiant, dans la nuit du 5 au 6 décembre, à Paris.

Contre l'hypothèse d'un remaniement pesant, dans l'esprit de M. Chirac, l'étréoussie de sa majorité — qui imposait un jeu de compensations particulièrement complexe — et la crainte de provoquer, pour un effet médiatique de courte durée, des rancœurs et des mécontentements. Là-dessus sont arrivées les grèves de la SNCF, de la RATP, puis d'EDF.

Il était impossible de changer un gouvernement qui devait faire face à de tels mouvements sociaux. Le projet était donc abandonné dès la fin du mois de décembre (le Monde daté 4-5 janvier). Il n'était plus question de remplacer des ministres dont on affirmait, alors, que leur expérience de dix mois allait porter ses fruits, mais, seulement, de pourvoir le poste vacant par la démission de M. Alain Devaquet et de créer celui, souhaité par M. Edouard Balladur depuis l'automne, de secrétaire d'Etat à la consommation.

Il a fallu trois semaines à M. Chirac pour y parvenir. Pour les universités, le premier ministre souhaitait un homme capable de rétablir le dialogue avec les jeunes. Dans l'hypothèse initiale d'un remaniement important, il avait envisagé de confier à M. François Léotard une sorte de « superministère » de la jeunesse, puis, le président du Parti républicain souhaitant garder la culture et la communication, de nommer son secrétaire d'Etat, M. Philippe de Villiers, aux universités. Cette hypothèse étant abandonnée, le remplaçant de M. Devaquet devait appartenir, comme ce dernier, au RPR.

Au Sénat

M. Boyer-Andrivet remplace M. Valade

M. Jacques Boyer-Andrivet (UDF-R) est proclamé sénateur de la Gironde, en remplacement de M. Jacques Valade, nommé mardi 20 janvier, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

[Né le 21 février 1918 à Saint-Pey-de-Castets (Gironde), M. Boyer-Andrivet, ancien agriculteur, est maire de sa ville natale de 1949 à 1971. Maire de Castillon-la-Bataille (Gironde) en 1971, il est élu lors des élections municipales de 1977. Elu pour la première fois en 1970, il représente, depuis, ce canton au conseil général de la Gironde. Il siège à l'Assemblée nationale de 1966 à 1968, représentant (R) de la 9^e circonscription de la Gironde, en remplacement de M. Robert Boulin, appelé au gouvernement. Sénateur de ce département de 1971 à 1980, il est vice-président de la Haute Assemblée de 1977 à 1980.]

● Rectificatif. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions datées du 15 janvier, la Constitution des Etats-Unis a vu le jour le 17 septembre 1787 et non le 17 décembre.

Soif d'honneurs

Pour la consommation, après qu'il eut été envisagé de nommer un ministre délégué et après des interrogations sur l'intitulé de la fonction — convenait-il ou non de régenter la concurrence ? — le choix a dû être fait entre M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, dont M. Philippe Seguin ne voulait pas se séparer, et M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat à l'emploi, tous deux CDS, qui paraissent pou-

voir mieux s'entendre avec M. Balladur.

D'autres noms avaient été avancés — celui de M. Alain Lamassouze, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, mais concurrent de M. Michèle Alliot-Marie dans les Pyrénées-Atlantiques, dont il est député, et celui de M. Jean-Philippe Lachenaut (PR), dont l'entrée au gouvernement aurait permis à M. François Froment-Meurice (CDS) de devenir député du Val-d'Oise — mais le choix se fixait rapidement sur M. Arthuis.

Ce remaniement limité pouvait être l'occasion de distribuer quelques bons points, sous la forme de titre de ministre délégué pour certains secrétaires d'Etat, MM. Zeller, Arthuis et de Villiers, que le premier ministre souhaitait distinguer. Mais comment se vexer personne ? M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, faisait savoir que le Parti radical, dont il est le secrétaire général, ne supporterait pas de voir les autres formations récompensées sans qu'il le soit aussi.

Cette soif d'honneurs a convaincu M. Chirac de n'en distribuer, finalement, à personne.

P.J. et A.P.

M. Jacques Valade : le dauphin du duc d'Aquitaine

Dauphin désigné de M. Jacques Chabaud-Delmas à la mairie de Bordeaux depuis dix ans, M. Jacques Valade est entré en politique sur le tard, à quarante ans. C'était fin 1970, au Cap-Ferret. L'ancien professeur de chimie organique, doyen de la faculté des sciences de Bordeaux, lisait le *Parrain* dans le jardin de sa résidence secondaire lorsque la gendarmerie vint l'informer d'appeler Matignon d'urgence. A l'autre bout du fil, M. Chabaud-Delmas, alors premier ministre, lui demandait d'être son suppléant dans la deuxième circonscription de Bordeaux.

En quelques semaines, l'universitaire discret, quasi inconnu hors son milieu, se trouva plongé au cœur de la bataille de Bordeaux opposant le premier ministre à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Le choix de M. Chabaud-Delmas s'était porté sur un artisan du rapprochement université-entreprise en même temps que sur un scientifique réputé, directeur de l'Institut du Pin, cet organisme fondé en 1969 à la demande des industriels et des syndicats locaux.

Devenu député, M. Valade commença alors une carrière politique locale : conseiller municipal, premier adjoint au maire de Bordeaux, conseiller général puis sénateur de la Gironde. Conforté dans sa position de second à Bordeaux des les municipales de 1977, M. Valade a couronné, le 22 mars 1985, la place de premier à la tête du département de la Gironde. Cet homme ambitieux qui sait étendre son rôle de double du « député maire » de Bordeaux. Il a depuis encaissé quelques coups de griffe de la part de ses alliés.

RPR sans état d'âme, M. Jacques Valade a fait les frais d'une tentative de rééquilibrage de la majorité départementale au bénéfice de l'UDF. Longtemps, sa retenue naturelle, son humour caustique, son regard un peu hautain sur la vie politique, l'ont confiné dans le rôle d'émancipé gris ou de spectateur détaché. Bourreau de travail, mais qui dédaigne peu, il passe aujourd'hui pour donner libre cours à un goût prononcé du pouvoir. Et M. Jacques Chabaud-Delmas ne perd jamais une occasion d'adresser des louanges à son dauphin, dont la silhouette de proconsul romain fait désormais partie du paysage bordelais.

Avant de participer, le 21 janvier, à son premier conseil des ministres, M. Valade a rencontré, mardi 20 janvier à Paris, son prédécesseur, M. Alain Devaquet, à la mairie du onzième arrondissement, puis M. René Monory, afin de mesurer les contours de la

lourde succession qu'il assure désormais.

Il n'y aura pas de nouvelle mouture de la réforme des universités, a dit en substance le nouveau ministre à Bordeaux.

« Je vais essayer de faire fonctionner le mieux possible les deux secteurs dont j'ai la charge », a-t-il déclaré, en évoquant toutefois « les énormes problèmes de l'enseignement supérieur ».

En ce qui concerne la recherche, il souhaite travailler à son articulation avec l'industrie. Il pose la question de son financement.

« Par des fonds publics ou privés ». A son nouveau poste, M. Valade se sent en terrain connu, en raison de son passé universitaire (mais aussi de ses activités entrepreneuriales). Depuis son élection en 1980, il a été rapporteur au Sénat sur tous les budgets de la recherche, ainsi que sur la loi d'orientation et de programmation de M. Jean-Pierre Chevènement.

GINETTE DE MATHA.

[Né le 4 mai 1930 à Bordeaux (Gironde), M. Jacques Valade, docteur en sciences physiques, ingénieur chimiste, a été successivement assistant (1955), chef de travaux (1957), maître de conférences (1960), puis professeur de chimie organique à partir de 1963 à la faculté des sciences de Bordeaux, dont il fut le doyen de 1968 à 1970. Directeur de l'Institut du Pin de 1969 à 1980, membre de la Société chimique de France et de la Chemical Society, M. Valade entre à l'Assemblée nationale, où il s'apparente au groupe UDR, en octobre 1970, en sa qualité de suppléant de M. Jacques Chabaud-Delmas, premier ministre. Conseiller général depuis 1973, il avait été élu en 1971 au conseil municipal de Bordeaux, dont il fut le premier adjoint à partir de 1977. Vice-président de la commission régionale de Bordeaux depuis 1977, vice-président du conseil régional d'Aquitaine, M. Valade est élu sénateur RPR en 1980 et président de l'Assemblée départementale de la Gironde en 1985.]

« Programme bis » et pacte majoritaire

MM. Jacques Chirac et Edouard Balladur avaient programmé, à la fin du mois de novembre dernier, un « retour en France » du premier ministre — après la période des sommets internationaux, de la diplomatie proche-orientale et de la politique de défense — qui s'est fait dans la boussolade provoquée par la crise universitaire, puis par la grève à la SNCF et dans d'autres services publics. M. Chirac est parvenu à rétablir un calme qu'il met à profit, maintenant, pour achever la manœuvre.

Le 12 décembre dernier, le premier ministre avait demandé à tous les membres du gouvernement, réunis à l'hôtel Matignon, de lui soumettre les mesures, projets législatifs, actions de communication qu'ils entendaient inscrire à leur programme pour 1987. Les « devoirs » des différents ministres, ministres délégués et secrétaires d'Etat ont été étudiés par M. Chirac qui en a présenté une analyse d'ensemble, le mardi 20 janvier, au cours d'une nouvelle réunion du gouvernement. Ces propositions, a-t-il indiqué après la réunion, se situent « dans le cadre de la plate-forme commune adoptée par l'UDF et le RPR avant les élections », dont « de très nombreux engagements » ont déjà été traduits en dispositions législatives ou réglementaires.

Il s'agit donc de prolonger la plate-forme, mais en tenant compte d'avantage de la nécessaire recherche d'un consensus autour des mesures envisagées. Après s'être employé à faire passer dans les textes les projets forgés dans l'opposition, le gouvernement va se consacrer à résoudre les problèmes tels qu'ils se posent et sans conflit. A défaut de remanier son équipe (voir d'entre autres pages), M. Chirac, qui a souligné la « totale cohésion », veut la doter d'un programme bis, ordonné selon trois axes : le redressement économique, la participation et les libertés.

L'ensemble des propositions ministérielles, qui ont fait l'objet, mardi, d'une « étude détaillée », sont en « nombre trop important », a dit M. Chirac. La « synthèse », les

« choix », les « arbitrages » seront faits au cours d'une journée de travail du gouvernement, à l'hôtel Matignon, le 29 janvier. Les conclusions de cette réunion seront annoncées le soir même par M. Chirac, entouré des ministres, dans une conférence de presse qui sera organisée au ministère des affaires étrangères.

La date de ce « séminaire » gouvernemental a été choisie de sorte qu'il précède la convention nationale de l'UDF, le 31 janvier. Les alliés du RPR seront ainsi amenés à exprimer leur appui aux projets du gouvernement et à tenir compte de l'image qui aura été donnée d'une équipe soudée autour du premier ministre. Ce contexte n'empêchera pas la critique des erreurs passées, mais il sera plus difficile aux orateurs de l'UDF — ministres, parlementaires et même militants — de marquer des distances vis-à-vis d'un gouvernement auquel ils participent ou qu'ils soutiennent par leurs votes, et au sein duquel le contrat du 20 mars aura tout juste été renouvelé.

Dimension sociale

Après M. Chirac, M. Balladur a rappelé, mardi, les principes qui doivent guider le gouvernement. Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a insisté sur la « crédibilité économique », la « justice sociale » et, en matière de communication, sur la nécessité de « démontrer que beaucoup des actions menées favorisent les vraies libertés ». M. André Giraud a déclaré ensuite que le gouvernement doit « donner du souffle » à sa politique et être attentif aux « grandes causes extérieures » qui méritent l'engagement de la France. Le ministre de la défense pensait sans doute au Tchad, où, comme son collègue de la coopération, M. Michel Aurillac, il souhaiterait que la France s'engageât avec plus de hardiesse.

M. Giraud estime aussi que, replaçant son action dans un ensemble,

Les tâches multiples du secrétaire d'Etat à la consommation

La place du secrétariat d'Etat à la consommation devrait être fort limitée, si le jeu de la concurrence retrouvée tient les promesses de la théorie économique : les prix baissent, la qualité augmente. En cas de dérapages — et ceux sur la qualité des produits se sont déjà manifestés — manifestés depuis deux ou trois ans, — il faudra bien procéder à des contrôles, et rappeler aux consommateurs que la liberté des prix n'a guère gommé ni réduit les exigences réglementaires de la protection des consommateurs.

Quant aux tâches du secrétaire d'Etat, elles restent multiples. Devant la faiblesse des associations de consommateurs et leurs dissensions, il est sans doute indispensable que l'Etat serve de ciment ou à tout le moins de catalyseur dans les négociations avec les professionnels. L'affaire du chèvre payant n'est pas encore réglée avec les banques, et il faudra bien que la solution adoptée entraîne le consensus des usagers, dont la grogne peut n'être que momentanément calmée. La généralisation des cartes à puces et leurs inévitables ratés de fonctionnement peuvent aussi être la source de mécontentements justifiés : il importe là de convaincre les banques d'accorder la plus grande attention aux éventuelles victimes de dysfonctionnements.

De la même façon, la solution des litiges individuels, qu'on traite toujours de « petits litiges », même si les sommes en jeu sont considérables pour un budget familial, demeure du ressort de la trop lente, trop complexe et trop coûteuse justice : des systèmes de conciliation, paritaires ou non, devraient pouvoir fonctionner pour éviter l'injustice des dissuasifs et lourdes procédures.

Enfin, les projets de M. François Guillaume méritent qu'on réfléchisse au rôle des différents participants en matière de défense des consommateurs. La refonte de l'énorme droit de l'alimentation (« poussé » au fil du temps autour de la loi de 1905) d'ici à la prochaine session parlementaire et son insertion dans le projet de loi de modernisation agricole, alimentaire

et d'aménagement rural vont bien au-delà de la création des conditions de la compétitivité du secteur dans la perspective du marché unique européen en 1992. Elle se double de la réforme (actuellement en gestation) des structures du ministère de l'Agriculture.

Et si, sain, souhaitable, qu'une grande direction de l'alimentation regroupe l'actuelle direction de la qualité, celle des industries agricoles et alimentaires et, bien sûr, l'ancien service de la répression des fraudes, fusionné en 1985 (le Monde du 22 août 1985) dans le ministère de l'économie et des finances avec la direction de la concurrence et de la consommation ? Les anciens agents de la répression des fraudes, dont certains vivent assez mal le mode de fonctionnement des services du ministère des finances, y trouvent cependant de confortables compensations pécuniaires et se soucient peu d'un retour au ministère de l'Agriculture.

Cependant, derrière la bagarre corporatiste se posent le problème de la protection des consommateurs et celui des moyens du secrétariat d'Etat qui est chargé. En aucun cas celui-ci ne peut mener à bien sa tâche sans troupes et sans aides. Ensuite, la protection des consommateurs débordant largement la filière agro-alimentaire, les industries non alimentaires et les services nécessitent tout autant l'intervention d'agents chargés de la répression des fraudes. De plus, il paraît tout à fait surréaliste de marier dans une même direction ministérielle des services soucieux de l'efficacité industrielle agro-alimentaire et ceux chargés d'une mission de contrôle.

Enfin, la refonte de la loi de 1905, base du droit alimentaire français, est sans doute une œuvre de longue haleine, qu'il paraît présomptueux de vouloir mener à bien en quelques semaines. Elle mérite d'être harmonisée avec le reste du droit de la consommation dont elle reste solidaire.

Du pain sur la planche pour le nouveau ministre.

JOSÉE DOYÈRE.

ble, le gouvernement doit y faire figurer, parmi ses priorités, tout ce qui est de nature à « simplifier la vie des citoyens ». Cette préoccupation s'est retrouvée dans d'autres interventions, notamment celle de M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, qui a souligné la nécessité d'être « très attentif à la vie quotidienne de tous les Français ». M. Juppé estime qu'il convient particulièrement de « parfaire les actions de sécurité ».

La dimension sociale que doit avoir l'action du gouvernement a été évoquée par M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales, et par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, président du CDS. M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, délégué général du PR, a parlé, lui aussi, de la « générosité » qui doit s'ajouter au « courage », à « l'effort » et à l'« imagination ». M. André Rossinot, ministre des relations avec le Parlement, président du Parti radical, a observé que le gouvernement ne dispose plus que de deux sessions ordinaires du Parlement avant l'élection présidentielle, celle de l'automne devant être occupée par le budget de 1988. M. Rossinot estime que, après s'être montré « radical » dans son activité législative de l'année passée, le gouvernement doit introduire davantage de « dialogue » dans la vie parlementaire.

M. Chirac a demandé aux ministres de ne pas ébruiter leurs projets avant la réunion du 29 janvier. Pour ce qui est des réformes dites « de société », plusieurs membres du gouvernement estiment que celle du code de la nationalité, à laquelle le CDS est hostile, est pratiquement enterrée, au profit d'une politique mettant l'accent sur la lutte contre l'immigration clandestine et sur l'intégration des enfants d'immigrés. Le projet sur les prisons privées ne semble plus poser de problème. En revanche, le projet de M. Michèle Barzach sur l'organisation hospitalière nécessite, selon le premier ministre, un examen et une concertation approfondie.

L'avenir du plan Seguin

En matière sociale, outre des mesures en faveur des chômeurs de longue durée — expérimentées dans vingt départements et qui devraient être étendues à une cinquantaine d'autres — les suites du plan pour l'emploi des jeunes sont à l'ordre du jour. Les exonérations de charges sociales, prolongées jusqu'à la fin du mois de juin prochain, ont, déjà, permis de donner un emploi à huit cent trente mille jeunes.

On escompte, à l'hôtel Matignon, que les formules d'emploi, mises en place en 1983 et valorisées par ces exonérations, auront été, grâce à celles-ci, adoptées par les employeurs, qui les utiliseront au-delà de la période d'application du plan Seguin. Pour le reste, l'idée d'un salaire d'embauche inférieur au SMIC, défendue par M. Raymond Barre, ne semble pas être retenue parmi les projets législatifs du gouvernement, la voie étant laissée libre à un accord contractuel.

MM. Chirac et Balladur souhaitent, d'autre part, encourager la mise en œuvre des formules de participation ouvertes par ordonnance, l'an dernier. Il s'agit de favoriser, outre la diffusion du capital, l'association des salariés à la direction des entreprises, par l'intermédiaire d'un représentant au conseil d'administration. Le gouvernement espère, en outre, des sociétés privatisées qu'elles conserveront le régime introduit, sous la gauche, par la loi de démocratisation du secteur public.

Plus que sur une série d'entretiens officiels avec des dirigeants des confédérations syndicales, c'est sur les négociations que les ministres peuvent ouvrir, chacun dans son secteur, que M. Chirac compte pour établir le dialogue. Il n'est pas exclu que le premier ministre repoue les confédérations, comme cela avait été annoncé en décembre, mais rien n'est encore prévu. On souhaite, au moins, laisser passer un peu de temps, alors que s'ouvrent les discussions dans la fonction publique et que s'en préparent d'autres dans les banques.

Assurer la cohésion de sa majorité et occuper tout le terrain gouvernemental, tel est le programme du premier ministre pour les semaines à venir.

PATRICK JARREAU.

مكتبة من الأمل

Politique

et ses objectifs pour 1987

titre de ministre délégué. Deux nouveaux membres du gouvernement étaient nommés : M. Yves Gallaud comme ministre délégué chargé des collectivités locales et M. Jacques Boyon comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense. Enfin, M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et du Plan, recevait en outre le 23 octobre, la responsabilité de l'économie sociale. M. Alain Devaquet, ministre délégué

auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur présentait sa démission, qui était rendue publique le 8 décembre 1986.

An total, aujourd'hui, le gouvernement de M. Chirac, lui-même non compris, se compose d'un ministre d'Etat, de treize ministres, onze ministres délégués et de dix-sept secrétaires d'Etat. Soit, au total, y compris le premier ministre, quarante-trois membres.

Pessimisme record selon PIPSOS

81 % des Français estiment que « les choses vont plus mal qu'il y a un mois », 6 % pensent qu'elles vont s'améliorer. En décembre, 66 % avaient une vision pessimiste de l'avenir, 9 % se déclarant optimistes. Tel est le principal résultat du sondage réalisé par IPSOS et publié, le mercredi 21 janvier, dans le *Quotidien de Paris* (1). En outre, 43 % des personnes interrogées (au lieu de 45 % en décembre) déclarent « faire confiance » au chef de l'Etat « pour orienter son action dans le bon sens », 39 % (au lieu de 35 %) la lui refusent. Les décisions prises par M. Chirac suscitent, pour leur part, 20 % de satisfaits (au lieu de 25 %) contre 57 % de mécontents (au lieu de 49 %).

Sur le plan politique, 48 % des sondés (au lieu de 41 %) estiment que « M. François Mitterrand a gagné du terrain », 26 % (au lieu de 29 %) pensant le contraire. Selon 13 % des avis recueillis (25 % en décembre), le premier ministre tire un bénéfice politique de la situation, mais 64 % des personnes interrogées (46 % le mois dernier) estiment qu'il en sort affaibli.

(1) Sondage effectué du 7 au 12 janvier auprès d'un échantillon représentatif de 900 personnes.

La préparation du congrès socialiste : un groupe de travail intercorréntaire. — Dans le cadre de la préparation du congrès de Lille, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a accepté la formation d'un groupe de travail intercorréntaire pour débattre des éventuels désaccords, sur le plan des idées, entre les courants du PS. Cette procédure inhabituelle avait été demandée par M. Jean-Pierre Chevènement au mois de décembre dernier (*Le Monde* du 5 décembre).

M. Giscard d'Estaing devant les étudiants de l'ESSEC

« La cohabitation pourrait être mieux vécue »

M. Valéry Giscard d'Estaing a expliqué, le mardi 20 janvier, devant les étudiants de l'Ecole supérieure des sciences économiques et sociales (ESSEC) que « la cohabitation a un avantage et un inconvénient » : l'avantage est que « pour la première fois depuis longtemps cette situation habituelle les Français à vivre ensemble politiquement. (...) L'inconvénient est que l'action est moins homogène car il y a deux pôles d'action et on peut en effet regretter que la pulsion de l'action soit moins forte que quand les deux pôles agissent dans la même direction ».

Pour l'ancien président de la République, qui s'exprimait devant un amphithéâtre bondé, « la cohabitation pourrait être mieux vécue » si on cherchait à lui donner « un contenu plus positif ». « Sur des grands sujets comme la défense, l'Europe (...), nous allons vers un consensus (...). La cohabitation doit aider à dégager des solutions communes. Il y a beaucoup plus

d'accord entre les Français qu'on ne le dit et qu'ils ne le croient ».

S'agissant de son éventuelle candidature pour la prochaine élection présidentielle de 1988, M. Giscard d'Estaing a été catégorique : « J'ai déjà été candidat deux fois, en 1974 et 1981. On n'est pas candidat perpétuel ».

L'Europe a également occupé une place importante dans les propos du député du Puy-de-Dôme, qui a expliqué aux étudiants qu'il n'était pas normal, à ses yeux, qu'une collectivité de 320 millions de personnes continue de vivre plus longtemps sans visage, sans monnaie et sans sécurité ».

Evocant les Jeux olympiques de 1992, M. Giscard d'Estaing s'est prononcé pour que « le passage des Pyrénées soit totalement libre sans aucun contrôle d'aucune nature ». Il a souhaité également la mise en place en Europe d'une double monnaie, avec émission de cartes de crédit et de carnets de chèques en ECU.

Idylle et fausse note

Pour meubler l'inter-session parlementaire, le bureau du groupe RPR, à l'Assemblée nationale, avait décidé d'entendre le premier ministre. Celui-ci a accepté d'autant plus volontiers de se rendre mardi matin 20 janvier à l'Assemblée nationale que la petite heure de séance devait être suivie d'un déjeuner offert en l'hôtel de Lassay par M. Chaban-Delmas et son épouse.

Devant une vingtaine de parlementaires constituant le bureau du groupe, M. Chirac a exposé les lignes de la politique qu'il devait préciser ensuite devant les ministres à l'hôtel Matignon, insistant sur l'absence de « pause », mais aussi sur la nécessité d'une concertation accrue. Selon M. Pierre Messmer, président du groupe, le chef du gouvernement s'est montré « ferme et confiant ». Plusieurs questions ont été posées à M. Chirac. L'une concernait l'instauration d'un service minimum dans tous les services publics, perspective que M. Chirac n'a pas retenue.

A la table du président de l'Assemblée nationale, l'ambiance, au dire de tous les convives, était particulièrement amicale. Un verre de grand-luron 75 à la main, M. Chirac a porté un toast à son hôte pour le féliciter de son action à l'hôtel de Lassay depuis le 2 avril 1986 et pour le soutien qu'il avait apporté au gouvernement, ce qui lui a valu, en retour, les compliments chaleureux du maire de Bordeaux, qui, il est vrai, pouvait se féliciter de la promotion de son bras droit, M. Valade.

Quelques parlementaires ont suggéré une meilleure action en matière de communication. Cette ambiance idyllique aurait été sensée se poursuivre dans la cuisine de l'Assemblée, M. Claude Labbé, actuel vice-président de l'Assemblée, n'aurait exprimé sur le ton d'une profonde amertume quelques réflexions désabusées.

Il a ainsi affirmé qu'il avait refusé de devenir ministre en 1986 « pour ne pas avoir à servir

chaque semaine la main de M. Mitterrand ». Il a jugé que la situation « s'était dégradée depuis quelques mois ». Il a souligné que « l'opposition était virulente, que le Front national était antichiracien et qu'il y avait un vide RPR-UDF » pour ajouter : « Chirac a besoin du support du mouvement et il faut que les parlementaires aient l'impression de jouer un rôle, qu'ils puissent même émettre des critiques ».

Enfin, il a estimé que la journée d'études parlementaires qu'il doit être organisée par le groupe sénatorial avec les députés et les ministres serait du « temps perdu ». Ces algures ont provoqué une vive irritation de plusieurs collègues de M. Labbé, notamment de M. Chaban-Delmas et de M. Chirac, qui a convoqué, dans la soirée, à l'hôtel Matignon, le député des Hauts-de-Seine qui fut pendant sept ans, jusqu'en 1985, président du groupe RPR à l'Assemblée.

A. P.

Code de la nationalité

M. Chalandon vire de bord

M. Albin Chalandon n'est plus pressé de réformer le code de la nationalité. Plus du tout, apparemment. Recevant, le mardi 20 janvier, le président et le secrétaire général de l'Association France-Plus, MM. Arezki Dahmani et Sliman Macha, il leur a fait savoir que ses consultations pourraient durer... un an. Le garde des sceaux envisagerait de rencontrer, au cours des prochains mois, les responsables d'une dizaine d'organisations — dont l'Eglise catholique — avant de récrire un nouveau projet de loi.

Le président de France-Plus ne cache pas sa satisfaction. Selon lui, « M. Chalandon a tellement progressé dans sa réflexion qu'il se montre déjà, sur certains points, plus libéral que le code actuellement en vigueur ! ».

Le ministre de la justice envisagerait, par exemple, d'accélérer les procédures de naturalisation, de faciliter les acquisitions de nationalité par mariage, de protéger contre l'expulsion, jusqu'à leur majorité, les enfants d'étrangers nés en France, et de faire en sorte que la condamnation d'un jeune à plusieurs mois de prison ne lui interdise pas de devenir français.

M. Chalandon serait même prêt à étudier une extension du droit du sol, pour éviter deux poids et deux mesures, puisqu'actuellement seuls les enfants nés en France d'un parent né lui-même en France sont français à la naissance. Disposition qui profite aux Algériens, mais non aux Marocains, aux Tunisiens, aux Espagnols ou aux Portugais.

Tout cela reste à confirmer. Et il faudrait voir dans quelle mesure le gouvernement et les députés de la majorité suivraient le garde des sceaux dans cette voie généreuse. L'objectif initial du projet de loi n'était-il pas, au contraire, de rendre la législation actuelle plus sévère pour couper l'herbe sous le pied au Front national ?

« Nous resterons vigilants », affirme Arezki Dahmani. Son association continuera sa campagne sur le code de la nationalité en organisant plusieurs réunions publiques, à Beaufort et à Rouen. « Mais le bilan de toute cette affaire est déjà très positif, affirme le président de France-Plus. Les menaces pesant sur le code ont amené beaucoup de jeunes Maghrébins à aller réclamer rapidement leurs papiers français. Et, dans la foulée, un certain nombre se sont aussitôt inscrits sur les listes électorales. »

R.S.

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des Droits de l'Homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

Le libéralisme à l'œuvre

Avec notamment des articles de :

- P. JOYE
- M. DELEBARRE
- Ch. GOUX
- O. STRIN

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean Joliet, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).



OISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
agréée par le British Council
21 rue Théophraste Renaudier
75001 PARIS (1) 45 23 13 82
Ann. tel 1981 - Lits A 779

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Stages linguistiques :
• matin : 15 h de cours par semaine par groupes de 8 élèves maximum.
• après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

Le Monde
sur minitel

MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPPEZ **LEMONDE**



NOUVEAU :

Tous les Contes de Perrault dans un seul merveilleux livre d'art.

Voici dans sa perfection le texte complet des contes les plus célèbres du monde, suivi des 95 illustrations exécutées spécialement pour l'exemplaire destiné au Prince Impérial, fils de Napoléon III.

Il était une fois... un gentilhomme digne et respectable qui avait une charge importante auprès du Roi. Ce Monsieur adorait les enfants et, toutes les fois qu'il rentrait à la maison, les petits de son quartier accouraient autour de lui et le suppliaient :

- Racontez-nous une histoire !
- Encore une histoire !
- Encore une, Monsieur Perrault !

A lors, ce gentilhomme important et grave s'asseyait sur un banc et les enfants, serrés autour de lui, ouvraient de grands yeux et écoutaient, bouche-bée, les histoires extraordinaires qu'il racontait. Tout ce petit monde rêvait à Cendrillon et à son carrosse doré, à la Belle au Bois Dormant et à son Prince Charmant qui sortait vainqueur de mille dangers, au Chat Botté et au Petit Poucet si courageux. Lorsque Charles Perrault parlait du grand méchant loup et du Petit Chaperon Rouge, les yeux des enfants s'agrandissaient de frayeur et ils écoutaient, ravis et tremblant

d'angoisse. L'histoire s'étant terminée pour le mieux, les petits pouvaient aller se coucher, l'esprit peuplé d'extraordinaires personnages vivant dans des châteaux splendides dont les tours perçaient les nuages.

Depuis trois siècles, ces histoires merveilleuses nous fascinent car nous y retrouvons le goût pur et merveilleux de l'enfance. J'ai pu me procurer la série complète des 95 ravissantes illustrations gravées sur cuivre pour le Prince Impérial et je suis en train de réimprimer cet ouvrage pour un petit nombre d'amateurs.

C'est un fort volume in-octavo (14 x 21 cm), relié aux armes et doré à chaud sur le dos.

J'ai conçu et réalisé ce livre avec amour et tendresse, en utilisant ce qu'il y a de meilleur dans toutes les matières : du bon cuir, de l'or tiré 22 carats, du bon papier chiffon. J'ai posé le souci du détail jusqu'à découper les peaux non pas à la machine, mais avec le même tranchet que l'artisan, ce qui donne du « gonflant » à la couverture et fait le charme des livres anciens.

C'est un livre qu'on peut offrir aux petits comme aux grands en étant assuré de faire plaisir. C'est la plus charmante édition des Contes de Perrault, mais c'est aussi un merveilleux objet d'art qu'on est heureux d'avoir dans un salon raffiné.

Garantie à vie.

La garantie de Jean de Bonnot est unique : il veut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Goût du texte, goût de la belle impression, goût de la reliure. C'est alors que le livre prend sa vraie signification, car il doit provoquer des émotions de beauté et par son contenu et par sa présentation.

Mes ouvrages augmentent de valeur d'année en année, car en vieillissant, le cuir et l'or véritables prennent une patine inimitable. C'est pour cela que, sans crainte, je me suis toujours engagé, et je m'engage encore formellement, à racheter mes éditions aux souscripteurs pour le même prix et à n'importe quel moment.

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

Jean de Bonnot

Format grand in-octavo 14 x 21 cm



BON

OFFRE EXCEPTIONNELLE

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75382 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant le volume des "Contes" de Charles Perrault, en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, doré à l'or fin 22 carats. Veuillez trouver ci-joint mon règlement, soit 165 F (+ 14,60 F de participation aux frais d'envoi). Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénoms
Adresse complète
Code postal Commune
Signature

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

1

Société

La Haute Cour pour l'ancien ministre de la coopération ?

M. Jean-Pierre Michau fait état de « présomptions graves et concordantes » contre M. Christian Nucci dans l'affaire du Carrefour du développement

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé du dossier du Carrefour du développement, a transmis, mardi 20 janvier, son dossier au parquet afin que ce dernier prenne des décisions sur le « cas » Nucci. Selon le magistrat instructeur, il existe contre l'ancien ministre de la coopération « des présomptions graves et concordantes » de sa culpabilité. M. Nucci, selon le juge, aurait commis une série de délits dans l'exercice de ses fonctions de ministre, et il ne peut donc être jugé que par la Haute Cour composée de parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Conformément aux règles procédurales, le juge d'instruction demande au parquet, c'est-à-dire au garde des sceaux, et, en-dehors, au gouvernement, ce qu'il en pense. Selon des sources politiques, le parquet devrait conclure dans le même

sens que le juge d'instruction et estimer que ce dernier, compte tenu de la qualité d'ancien ministre de M. Nucci, est incompétent. Ce serait le premier pas vers une saisine de la Haute Cour.

Les faits reprochés à M. Nucci sont de plusieurs ordres. L'instruction aurait montré qu'il aurait couvert un mécanisme de fausses factures qui ont permis, selon des circuits labyrinthiques, de financer une partie du sommet franco-africain de Banjara en décembre 1984. Les mêmes artifices, faits sous le couvert de l'association Carrefour du développement, auraient également servi au financement partiel des frais de campagne électorale de M. Nucci, ainsi qu'à quelques dépenses privées. L'estimation des sommes dont aurait bénéficié M. Nucci varie de 2 à 3 millions de francs. Une vingtaine d'autres millions

auraient été détournés pour le sommet de Banjara et pour les dépenses personnelles de M. Chailier, ancien chef de cabinet et principal accusateur de M. Nucci.

Une autre partie du dossier, qui concerne les circonstances dans lesquelles M. Yves Chailier a pu prendre la fuite au Brésil, est toujours en cours d'instruction. C'est dans ce cadre que M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, ainsi que deux hauts policiers de son ministère, sont mis en cause par M. Chailier.

Les deux avocats de M. Nucci, M. Jean-Paul Lévy et Francis Szpiner, se montrent satisfaits de la procédure qui semble devoir être choisie. Rappelant qu'à deux reprises ils avaient demandé par lettres adressées au procureur de la République et au juge d'instruction que la justice ordonne que

« chaque député fasse son examen de conscience » avant de décider, éventuellement, de poursuivre M. Nucci, aujourd'hui député de l'Aisne.

Interrogé sur France-Inter, M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, a, de son côté, souligné que l'affaire « aille jusqu'au bout de la procédure engagée ». « Si des fautes ont été commises, a-t-il dit, elles doivent être sanctionnées ». M. Mauroy a ajouté qu'il « n'avait pas à accabler Christian Nucci mais que, comme tous les socialistes, il avait à demander que la justice soit rendue ». « Il est indigne que cette affaire saute son cours et que la lumière soit faite », a encore indiqué M. Mauroy, qui a estimé « normal, compte tenu des problèmes posés », un éventuel vote en faveur de la composition de M. Nucci devant la Haute Cour de justice.

L'introuvable Haute Cour

Voici donc M. Christian Nucci bien près et bien loin de la Haute Cour de justice. Bien près : un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation a été rendu le 12 août, précisant que « les faits qui lui sont imputés auraient, à la supposer établis, été commis par lui hors l'exercice de ses fonctions de ministre... ».

De là à conclure que c'est en tant que ministre que M. Nucci aurait alors agi, il n'y avait qu'un pas, aujourd'hui franchi. Si telle est l'hypothèse finalement retenue, la procédure se fondera sur l'article 68 de la Constitution, qui précise que les membres du gouvernement « sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés crimes ou délits au moment où ils ont été commis ». Leur sort dépend donc de la Haute Cour de justice (article 68 de la Constitution), « liée par la définition des crimes et délits ainsi que par la détermination des peines telles qu'elles résultent des lois pénales en vigueur au moment où les faits ont été commis ».

Du reste, M. Nucci lui-même indiquait dans une déclaration transmise le 10 août 1986 à l'AFFP : « Si ma responsabilité devait être mise en cause, il reviendrait à mes pairs de me juger conformément à l'article 68 de la Constitution ».

La question est donc posée. Si la justice « classique » constate dans les jours ou les semaines à venir son incompétence, ce sera au Parlement d'agir spontanément. Mais cette spontanéité... ne va pas de soi.

Car le chemin qui pourrait mener M. Nucci devant la Haute Cour est long et complexe, et force est de constater que, pour l'instant, il ne mène... nulle part.

Instituée, dans sa composition actuelle, par la Constitution de 1958

(article 67), la Haute Cour comprend vingt-quatre juges titulaires et douze juges suppléants, élus moitié par l'Assemblée nationale, moitié par le Sénat, en leur sein.

La procédure suivie par cette juridiction à composition politique est complexe. Un vote identique des deux assemblées au scrutin public et à la majorité absolue des membres la composant est nécessaire pour l'éventuelle mise en accusation du chef de l'Etat ou d'un membre du gouvernement (mais les juges ne prennent pas part aux votes).

Avant d'en arriver là, les propositions de résolution portant mise en accusation doivent être signées par le dixième au moins des députés (ou sénateurs). Si elles sont déclarées recevables par le bureau de l'une ou l'autre assemblée, une commission ad hoc les examine. Il est ensuite statué en séance plénière sur le rapport de la commission ad hoc.

Si la résolution portant mise en accusation est adoptée définitivement, une commission d'instruction, formée de magistrats du siège de la Cour de cassation désignés chaque année par le bureau de la Cour, se met au travail.

Une juridiction théorique

Au terme de l'instruction, la commission ordonne, s'il y a lieu, le renvoi devant la Haute Cour, dont les débats sont, sauf exception décidée par cette juridiction, publics.

Après les débats, la Haute Cour rend son arrêt, qui n'est susceptible ni d'appel ni de pourvoi en cassation. Le ministère public est exercé par le procureur général près la Cour de cassation (assisté du premier avocat général et de deux avocats généraux désignés par lui).

En vérité, toutes ces considérations sont, pour le moment, bien

théoriques, puisque la Haute Cour de justice n'est même pas constituée. L'Assemblée nationale élit en principe ses douze juges titulaires et ses six suppléants après chaque renouvellement, et le Sénat désigne les siens tous les trois ans, après chaque renouvellement partiel.

Au Sénat, après le renouvellement partiel d'octobre 1986, onze des douze juges titulaires ont été désignés. Candidat au douzième poste, le sénateur communiste Charles Lederman n'a pu réunir l'indispensable majorité absolue. « Puntition », sans doute, après l'obstruction pratiquée par le PC au Sénat. Du coup, l'élection des juges suppléants, qui doit être précédée par celle de tous les titulaires, n'a pu avoir lieu.

L'efficacité des juges-députés est pour le moment nulle : ils n'ont pas pu être désignés après les élections du 16 mars à cause d'un mode de scrutin très rigoureux. Ce scrutin est plurinominal, et il faut pour être élu obtenir, quel que soit le nombre de tours nécessaires, la majorité absolue des membres composant l'Assemblée. Comme les députés de vote ne sont pas admissibles (contrairement à ce qui se passe au Sénat), ces contraintes engendrent rarement un effectif au complet de juges-députés.

Après une première tentative infructueuse, en 1959, il fallut en effet attendre 1978 pour retrouver un effectif complet. En 1981, seuls les juges titulaires furent élus. Le 23 avril de cette année, les candidats les plus chanceux n'obtinrent que 266 voix, alors qu'il en fallait 289 pour devenir membre de la Haute Cour. Sans hypothétique et hasardeuse session extraordinaire de l'Assemblée convoquée à seule fin d'élire les juges de la Haute Cour, rien ne peut être fait avant le 2 avril, à condition qu'il soit désormais possible de désigner des magistrats suffisants pour désigner les magistrats issus de l'Assemblée.

M. Nucci n'est donc pas encore au seuil de la Haute Cour de justice, même si l'hypothèse est maintenant évoquée par d'autres que lui. Pour l'instant, il rejoint seulement la cohorte disparates des Charles Fiter-

man, Jack Ralite, Michel Poniatowski, Alain Peyrefitte, Christian Bonnet et... François Mitterrand, tous menacés, un jour ou l'autre, par leurs adversaires, dans le feu de l'action politique... verbale, de la Haute Cour de justice, version V^e République.

Seul M. Poniatowski avait connu, après l'affaire de Broglie, un commencement, vite interrompu, de procédure. Une proposition socialiste de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de l'ancien ministre de l'Intérieur avait été déclarée recevable en avril 1980 (une autre proposition émanant des communistes avait été écartée). Après adoption (en janvier 1981) par la commission spéciale des conclusions tendant au rejet de la proposition de résolution, l'affaire demeura en suspens après dépôt du rapport de M. Gérard Longuet... le 2 avril 1981.

En juin 1983, le bureau de l'Assemblée nationale prononça l'irrecevabilité d'une proposition portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Charles Fiterman.

En réalité, la Haute Cour de justice de la V^e République n'a, à ce jour, jamais siégé. Un ancien ministre de Vichy, Albert Bonnard, fut bien, à son retour d'Allemagne, jugé et condamné par une Haute Cour de justice en 1960. Mais il s'agissait d'une juridiction prévue et organisée par une ordonnance de novembre 1944 pour sanctionner les faits de collaboration commis par les responsables de l'Etat pendant la guerre.

Il faut, pour trouver une Haute Cour « active » — et si l'on excepte les conséquences de la Seconde Guerre mondiale, — remonter à la III^e République. Boulanger en 1889 puis Drouot en 1899 eurent à la connaissance. Après la guerre de 1914-1918, deux ministres, Louis Malvy et Joseph Caillaux, accusés d'avoir mené une politique favorable à l'Allemagne, furent traduits devant la Haute Cour de justice et condamnés pour forfaiture.

MICHEL KAMIAN.

Cadeau empoisonné

M. JEAN-PIERRE MICHAU vient de faire un cadeau empoisonné aux hommes politiques. Les voilà placés devant leurs responsabilités. Les voilà contraints de faire eux-mêmes le « ménage » chez eux, de quel ils pourraient tout dire dans le même sens par une option de RTL, a refusé de se prononcer sur ce point, expliquant simplement que « chacun sera amené à juger en conscience et honnêtement ». Par la voix de M. Pierre Mauroy, le même jour au micro de France-Inter, les socialistes ont non seulement dit qu'ils ne s'opposeraient pas à la réunion de la Haute Cour, mais qu'ils estimaient que c'était là le lieu normal de composition de M. Nucci. Mais, avant d'en arriver là, la procédure est longue et peut réserver des surprises.

Une commission de députés et — ou — de sénateurs va se réunir — peut-être longuement — pour examiner le dossier. Elle pourra être le lieu de bien des règlements de comptes. On l'a vu lors du précédent Poniatowski, où, à l'occasion, le RPR s'est allié au PS pour glisser quelques chaussettes sous les pas de l'UDF. Cette fois les socialistes peuvent espérer que les gauchistes et les barbares renverront la monnaie de leur pièce aux chiraquiens.

Le climat préélectoral alourdit les débats. Chacun, bien entendu, tentera d'utiliser les suites de cette affaire comme une bombe à retardement contre ses adversaires. Mais c'est toute la classe politique qui sera atteinte par ses effets.

THÉRIER BRÉVETÉ.

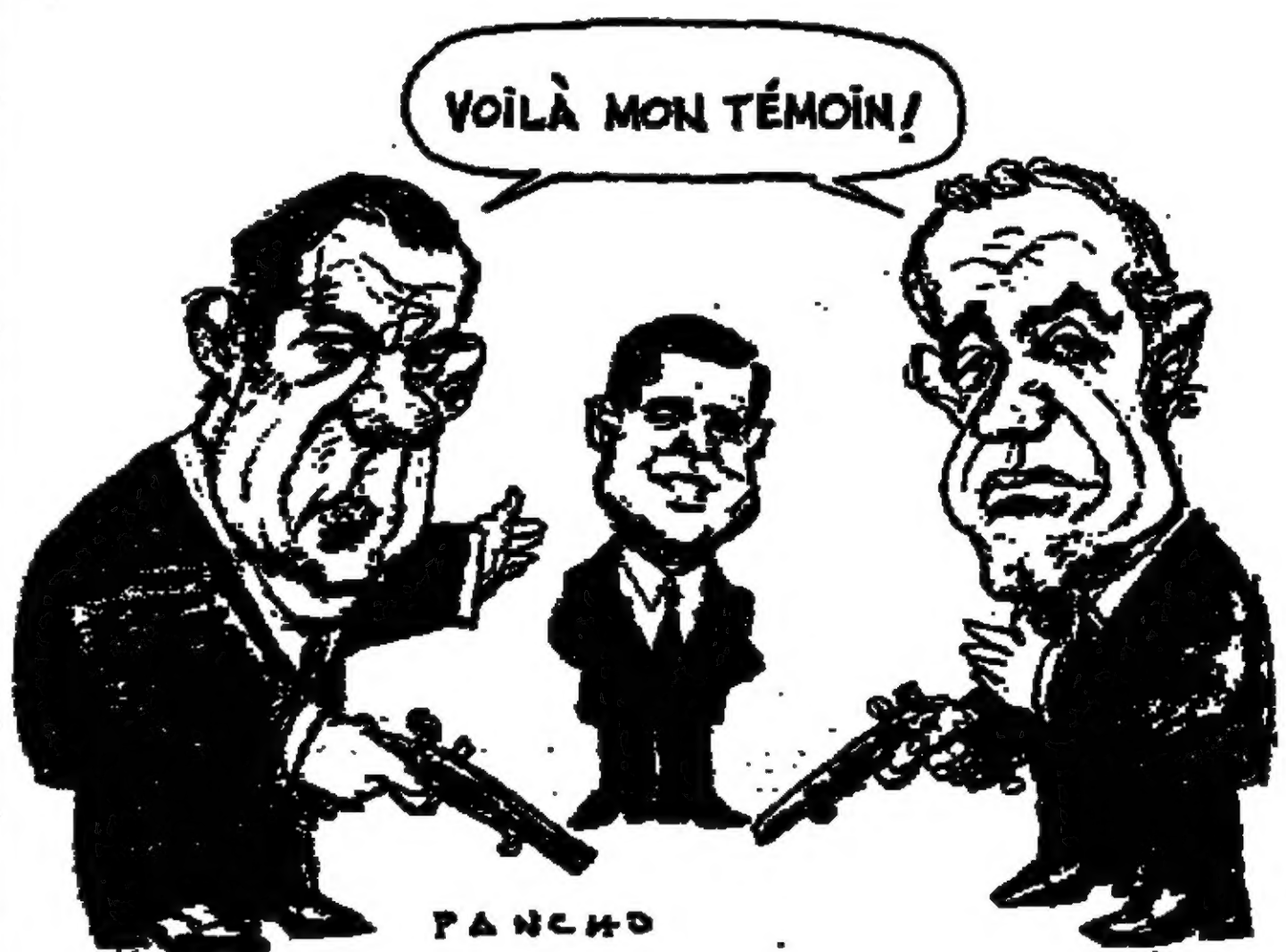
Une menace

(Suite de la première page.)

Restait à trouver la méthode : inculpation « ordinaire » en isolant les quelques faits commis en tant que simple citoyen, ou renvoi devant la Haute Cour en privilégiant ceux, plus sérieux, perpétrés en qualité de ministre. Depuis maintenant un mois, il attendait l'avis du parquet, c'est-à-dire celui du gouvernement, à qui le juge d'instruction, avant de prendre sa décision, et conformément à la procédure, demandait ce

C'était compter sans l'obstination d'un juge, sans la dynamique d'une enquête judiciaire devenue incontrôlable, et sans... la curiosité de la presse. Fuites, révélations et rebondissements ont rendu l'étoffement de plus en plus difficile. Et il y a longtemps qu'il ne suffit plus de démontrer par convaincre.

Sans doute, M. Chirac a-t-il pris acte de cette dégradation. Lundi 19 janvier, il confiait à des proches que les démentis de M. Pasqua ne



qu'il souhaitait. Prudemment, le parquet s'abstient de répondre, signe évident de l'embarras qu'une telle procédure soulève toujours parmi les dirigeants politiques qui doivent décider de l'action publique.

La transmission, par le juge d'instruction, du dossier au parquet, précédée par de multiples contacts oraux, montre qu'apparemment ce dossier est maintenant décidé à répondre. Les milieux autorisés confirment que les réquisitions du parquet tendront à demander au juge d'instruction qu'il se déclare incompétent. Sans-entendu : c'est à la Haute Cour de trancher.

Procédure lancée, conclusion incertaine

La procédure est lancée et sa conclusion incertaine. M. Poniatowski, dernier ministre à en avoir fait, en sait quelque chose. Pris dans les retombées de l'affaire de Broglie, notamment secouru par une commission où les parlementaires socialistes (mais aussi chiraquiens) ne le ménageaient pas, son cas fut prudemment oublié dès que l'Assemblée, en 1981, fut dissoute par M. Mitterrand. Ce qui paraissait essentiel à l'opposition de gauche devint, du jour au lendemain, désirable lorsque cette même opposition se fit majoritaire. C'est dire si le choix de la Haute Cour relève autant, sinon plus, de l'opportunité politique que de la technique judiciaire.

Le cas Nucci s'échappe pas à la règle. Parti comme une « bonne affaire » pour M. Chirac et sa majorité, le dossier Carrefour du développement est peu à peu devenu une « sale affaire ». Aux dilapidations initiales de fonds publics s'est ajoutée une manipulation politico-politique immonde, à la cour de M. Chailier, des comptes avec le million. Des socialistes semblèrent devoir être seuls colabonnés; voilà « mouillé » à son tour un ministre qui n'est pas pour le chef du gouvernement un allié de circonstance, mais l'un de ces vieux grognards dont la fidélité pèse lourd.

La justice pourra-t-elle, dans ces conditions, atterrir dans une direction tout en fermant les yeux culturels ? Jusqu'à ces derniers jours, plusieurs personnalités de l'entourage de M. Chirac et quelques hauts magistrats ne le pensaient pas. Mis en cause à travers l'un des siens, le gouvernement, pensaient-ils, ne pouvait se permettre le luxe d'étouffer d'un côté et de souffler sur les braises de l'autre. Ainsi proposaient-ils l'étoffement pour tout.

seraient bientôt plus nécessaires, comme s'il préparait une initiative susceptible de terrasser définitivement ceux qui s'obstinent à mettre injustement en cause son ministre de l'Intérieur.

Recentrage

« L'arbre ne doit pas cacher la forêt », répétaient, d'autre part, plusieurs de ses collaborateurs. Autrement dit : la dilapidation des fonds publics est plus grave que l'affaire du vrai-faux passeport remis à Yves Chailier par la DST. C'est donc à une opération de recentrage que vient de se livrer, par justice interposée, le gouvernement. La dramatisation par le choix de la Haute Cour a pour but de souligner la démonstration.

Cette dernière initiative suffirait-elle à relancer le Carrefour du développement la « bonne » affaire qu'elle était à ses débuts ? Éviterait-elle à M. Pasqua d'autres mises en cause ? On peut se poser la question. Sur M. Nucci l'opinion est faite, et l'on ne voit personne, même pas ses amis politiques, prêt à se lever pour le défendre. L'appel éventuel à la Haute Cour ne change rien à cette constatation : le dossier Nucci n'éveille guère aujourd'hui les passions pour cette raison simple que personne ne conteste les responsabilités de l'ancien ministre. Concernant M. Pasqua au contraire, Yves Chailier n'a sans doute pas dit son dernier mot, et M. Michau, à en juger par ses récentes déclarations, ne compte pas s'arrêter en chemin. Plusieurs responsables de la majorité ne cachent d'ailleurs pas l'embarras que leur cause cette affaire. Ainsi M. Juppé qui, récemment, regrettait le sens de l'amitié de M. Chirac, incapable de se séparer d'amis devenus un fardeau.

GEORGES MARION et EDWY FLENEL.

● Au cabinet du garde des sceaux. — M. Philippe Turquet de Beauregard, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommé directeur adjoint du cabinet du garde des sceaux, en remplacement de M. Philippe Léger, nommé récemment président du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

La nomination de M. Philippe Turquet de Beauregard est parue au Journal officiel du 21 janvier.

Procédure : un chemin tortueux

Le chemin qui peut mener M. Christian Nucci devant la Haute Cour est long et tortueux. Faute de précédent récent, et comparable, quelques éléments de la procédure qui doit être suivie ne sont même pas clairement établis. La Constitution et les règlements du Sénat et de l'Assemblée nationale indiquent, malgré cela, les étapes qui doivent être franchies.

Enclencher le mécanisme pour mener à la réunion de la Haute Cour n'appartient qu'aux parlementaires, et donc la décision prise par la justice n'a aucune influence juridique sur la suite des événements. Le gouvernement lui-même ne peut guère — officiellement — s'en mêler.

Au départ, il faut d'abord que le Parlement siège, ce qui impose soit d'attendre le 2 avril, ouverture de la session de printemps, soit que la majorité des membres de l'Assemblée nationale demande une session extraordinaire. Alors un dilemme des membres de l'une ou (et) l'autre des deux chambres (c'est-à-dire 58 députés ou 32 sénateurs) peuvent déposer une proposition de résolution, portant mise en accusation devant la Haute Cour, proposition qui doit préciser les dispositions législatives en vertu desquelles est engagée la poursuite. Le bureau de l'Assemblée saisie examine alors la recevabilité, sur un plan purement formel, de cette demande. Si elle est conforme, elle est renvoyée devant une commission ad hoc, élue spécialement sans qu'il y ait débat en séance publique.

Au Sénat, cette commission est de trente membres élus au scrutin pluriominal. A l'Assemblée nationale, elle est de quinze personnes désignées à la proportionnelle des groupes (soit

actuellement six socialistes, quatre membres du RPR, trois de l'UDF, un du PC et un du FN). Cette commission ne dispose pas de pouvoirs particuliers d'investigation contrairement aux commissions d'enquête parlementaires. Mais si ces réunions ont lieu à huis clos, des communiqués rendant compte de ses travaux peuvent être publiés (ce fut le cas dans l'affaire Poniatowski) et ses membres ne sont pas tenus au secret. Bien qu'ils n'y soient pas tenus, elle avait alors publié à la fin de ses travaux l'intégralité de ses procès-verbaux et des documents dont elle disposait.

Cette commission n'a aucun délai pour mener à bien ses travaux. L'affaire peut donc traîner, ou aller très vite. Quand elle est arrivée au terme de son examen du dossier, la commission ad hoc propose soit le rejet de la proposition de résolution dont elle a été saisie, soit un renvoi devant la Haute Cour. Alors seulement il y a un débat public en séance plénière. Au Palais Bourbon, cette discussion est restreinte. Ne peuvent intervenir que le rapporteur de la commission, le gouvernement, un créateur pour et un créateur contre. Si la résolution renvoyant devant la Haute Cour est adoptée, elle est transmise à l'autre Assemblée, qui met en branle une procédure identique. Les résolutions de renvoi devant la Haute Cour adoptées, par l'Assemblée et le Sénat doivent être absolument identiques.

Une fois toutes ses étapes franchies, et seulement alors, la procédure d'instruction de l'affaire par la Haute Cour est, enclenchée.

Th. B.

Société

JUSTICE

A la cour de Paris

Renvoi éventuel aux assises de Georges Ibrahim Abdallah : décision le 28 janvier

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Marcel Bellat, se prononcera le 28 janvier prochain sur le renvoi éventuel de Georges Ibrahim Abdallah devant la cour d'assises de Paris.

Chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises, FARL, pour l'Europe de l'Ouest, Georges Ibrahim Abdallah est inculpé de complicité dans l'assassinat de Robert Charles Ray, attaché militaire adjoint à l'ambassade des États-Unis à Paris, commis le 16 janvier 1982, et dans celui du conseiller d'ambassade israélienne en France, Yacov Barzani, tué le 3 avril de la même année. Il est également accusé de complicité dans l'attentat au cours duquel le consul des États-Unis à Strasbourg, M. Robert Onan Homma, a été blessé par balles le 26 mars 1984.

A l'audience de la chambre d'accusation qui a eu lieu à huis clos, mardi 20 janvier, M. Jacques Vergès, défenseur de Georges Ibrahim Abdallah, a estimé que les éléments permettant au parquet d'établir ses accusations avaient déjà été jugés par le tribunal correctionnel de Lyon, qui avait infligé quatre ans de prison à son client, le 10 juillet 1986, pour association de malfaiteurs.

L'avocat général, M. Jacques Collette, et M. Georges Kiejmann, conseil de l'ambassade des États-Unis, partie civile, ont considéré que les conclusions de M. Vergès devaient être rejetées par la chambre d'accusation, et que Georges Ibrahim Abdallah devait comparaître devant la cour d'assises de Paris.

M. P.

A la suite de ses propos sur la toxicomanie

Le procureur de Valence demande à être jugé par ses pairs

Le procureur de la République de Valence, qui avait provoqué récemment un mini-scandale par des propos sur la toxicomanie, a déclaré mardi 20 janvier à l'Agence France-press qu'il préférerait « être traduit devant la commission de discipline du parquet plutôt que d'être misé d'office ». M. Alphonse demandait ainsi à bénéficier d'une procédure contradictoire, une sorte de mi-procès il ne veut pas être contraint à changer de poste sans pouvoir s'expliquer.

Au cours de la séance de rentrée du tribunal de Valence, le 8 janvier, M. Apap avait en particulier fait valoir que la répression de la toxicomanie avait « les effets pervers de toutes les interdictions », à savoir de favoriser le trafic. Entendant ces propos, M. Régis Parent, député (RPR) de la Drôme avait quitté immédiatement la salle d'audience (le Monde daté 11-12 janvier).

A l'occasion d'une conférence de presse, jeudi 15 janvier, le syndicat de la magistrature, dont M. Apap est membre, avait pris la défense de celui-ci, convoqué quelques jours auparavant à la chancellerie et menacé alors, selon le syndicat, d'une mutation d'office dans l'intérêt du service. En même temps le

syndicat faisait valoir que les propos de M. Apap, le 8 janvier, avaient été très tranchés. Dans son discours, uniquement consacré à la toxicomanie, le procureur de la République avait imaginé une société ouverte aux stupéfiants, où le trafiquant se transformerait en homme importateur et le petit revendeur en ténancier de défilé sans reproche ; où le service des fraudes s'intéressait à la qualité des produits ; où le corps médical prendrait en charge les consommateurs excessifs et où il faudrait bien que la brigade des stupéfiants se reconvertisse.

En fait, les propos de M. Apap avaient été très tranchés. Dans son discours, uniquement consacré à la toxicomanie, le procureur de la République avait imaginé une société ouverte aux stupéfiants, où le trafiquant se transformerait en homme importateur et le petit revendeur en ténancier de défilé sans reproche ; où le service des fraudes s'intéressait à la qualité des produits ; où le corps médical prendrait en charge les consommateurs excessifs et où il faudrait bien que la brigade des stupéfiants se reconvertisse.

Anticonformiste

Pour sa défense, M. Apap invoque aujourd'hui l'article 33 du code de procédure pénale qui peut se résumer par l'adage « la plume est servie, mais la parole est libre ». Autrement dit, si les magistrats du parquet, dans leurs réquisitions écrites, sont tenus de suivre les instructions de leur hiérarchie donc éventuellement du ministre de la justice, ils peuvent, précise le code, développer librement les observations orales qu'ils croient « convenables au bien de la justice ».

La commission de discipline du parquet devant laquelle M. Apap demande à comparaître est présidée par le procureur général de la Cour de cassation et dix-huit autres magistrats choisis par le garde des sceaux à la suite d'élections qui ont lieu tous les trois ans dans la magistrature. C'est au ministre de la justice que revient la décision de saisir cette commission de discipline, laquelle peut exclure le fonctionnaire ou lui infliger toute autre sanction.

M. Apap est aujourd'hui âgé de soixante ans et est toujours comporté en anticonformiste. En 1962 il avait été éliminé au commissariat central de Valence à sa descente d'un TGV, après avoir légitimement refusé de présenter ses papiers à un contrôleur trop zélé. M. Apap est aussi le détenteur, à Valence, d'une politique pénale « alternative ». Il est à l'origine d'une expérience de conciliation préjudiciaire destinée à réparer les dommages causés aux victimes, tout en évitant les poursuites contre les petits délinquants.

B. L. G.

SPORTS

VOILE :

Coupe de l'America

« Kookaburra III » contre « Stars and Stripes »

C'est Iain Murray, le skiffier de Kookaburra III, qui affrontera à partir du 31 janvier à Fremantle, Dennis Comer dont le 12-mi Stars and Stripes s'est qualifié pour la finale de la Coupe de l'America.

En six jours Kookaburra III du syndicat de Kevin Parry a en effet battu cinq fois Australis IV du syndicat d'Alain Bond qui avait ravi la Coupe aux Américains en 1983. « Nous l'avons conquise, ne la perd pas », a lancé Bond à son rival Parry au cours d'une conférence de presse.

« Tel est bien notre objectif », a répliqué Parry dont le voilier va désormais faire des tests de vitesse avec Kookaburra II, qui doit être doté d'une nouvelle quille. Afin de mettre toutes les chances de son côté pour battre Comer qui dispose d'un atout appréciable grâce au procédé réduisant les remous autour de la coque, Parry a demandé aux Néozélandais d'élaborer par Stars and Stripes de faire aussi des tests de vitesse.

● **Aventure :** rallye Paris-Alger-Dakar. — La dix-huitième étape disputée le 20 janvier entre Nouadhibou et Nouakchott (485 km de spéciale) a été remportée par Tarmy sur Range-Rover et Nouvau sur Honda. Au classement général, Vatanen sur Peugeot 205 Turbo 16 dans la catégorie autos et Aurio sur Caviga dans la catégorie motos conservent respectivement une avance d'une heure vingt sur Zanardi (Range-Rover) et huit minutes sur Nouvau.

● **TENNIS :** Internationaux d'Australie. — Tête de série n° 3, le Français Yannick Noah a été éliminé le 21 janvier en quarts de finale des Internationaux de Melbourne, par l'Australien Pat Cash, tête de série n° 11 (6-4, 6-2, 2-6, 6-0). En demi-finale, celui-ci doit rencontrer le numéro 1 mondial, Ivan Lendl qui s'est qualifié aux dépens du Suédois Anders Jarryd (7-6, 6-1, 6-3). L'autre demi-finale doit mettre aux prises le Suédois Edberg, tenant du titre, vainqueur du Tournoi de Wimbledon (6-1, 6-4, 6-4) et l'Australien Wally Masur, tournoyeur du Néo-Zélandais Evertsen (6-3, 7-6, 6-4).

POLICE

A Forbach

Pour une voiture mal garée en police ouvre le feu sur le gérant d'un magasin

La Mercédès, certes, était mal garée : en sens interdit, devant une banque. Mais il n'y avait pas pour longtemps, juste quelques minutes, pour permettre au semi-remorque de livrer de la marchandise au magasin de vêtements HP, dans une rue commerçante de Forbach (Moselle). Comme la voiture était, on l'a déplacée et, comme ce stationnement n'était pas autorisé, les deux policiers du commissariat qui se sont approchés ont décidé de verbaliser, puis menacé de faire enlever le véhicule par la fourrière.

Le propriétaire du magasin, M. Henriette Madarand, et le gérant, M. Christian Richbourg, ont bien été protestés. La scène ne dure pas plus que quelques minutes. M. Richbourg est monté dans la voiture de son patron, les clés sur le tableau de bord, le moteur tournant toujours. Mais il n'a pas eu le temps de bouger : le sous-brigadier Bernard Obinger, trente-six ans, a ouvert le portière, dégainé son arme et tiré à bout portant une balle qui a traversé le cou de M. Richbourg avant de se ficher dans le tableau de bord.

Pourquoi avoir ainsi tiré sur un homme qui ne le menaçait pas ? Après avoir été désarmé par un employé du magasin, le policier ne s'en est pas remis à l'ordre du jour. Elles avaient été surprises par le froid au milieu de leur sommeil hivernal qui leur permet normalement de vivre au ralenti durant la mauvaise saison.

Hospitalisé, M. Richbourg a subi une trachéotomie et ses jours ne semblent pas en danger.

Pour le procureur de la République de Sarreguemine, M. Rémy Valli, « il est inadmissible qu'un fonctionnaire de police ait sorti son arme et l'ait braquée sur un intermédiaire qui n'était pas menaçant ». M. Valli a ajouté qu'une information judiciaire serait ouverte dans les jours prochains : « La police n'a rien à cacher, et il est de l'intérêt de tous que la lumière soit faite sur cette affaire ». L'IGPN a été chargée de l'enquête préliminaire. Le policier, placé en garde à vue, a été suspendu de ses fonctions. Jusqu'à là, il était, semble-t-il, bien noté.

« Bonne année »

L'association J'aime ma police, la France avec sa police souhaite « Bonne année » à la police dans une page publicitaire publiée lundi 19 janvier par le Quotidien de Paris.

M. Sylvain Garant, avocat au barreau de Paris, a l'origine de cette initiative. « La police, qui coûte 20.000 F par le quotidien, serait suivie à la fin de la semaine par une autre parution de cette publicité, cette fois dans le Figaro-Magazine ».

Cette organisation J'aime ma police, la France avec sa police, créée le 30 juin 1986 sous le nom Vive ma police, groupe, selon M. Garant, un millier d'adhérents.

M. Garant a indiqué que la création de cette association avait pour but de « répondre à la série d'articles dans la presse relatant des bavures, non pas pour justifier ces bavures, mais pour laisser la justice faire son travail ». « Plus la police française se sentira soutenue, moins elle sera agressive », a conclu M. Garant.

La vague de froid en Europe

Le léger redoux observé sur une grande partie de la France ne signifie pas le dégel généralisé. Brouillards verglaçants et grésil restent le lot de bien des régions, comme il est habituel en janvier. Mais l'on découvre encore de nouvelles victimes du froid oubliées dans des locaux mal chauffés ou dans des abris de fortune. Une centaine de personnes ont déjà succombé aux rigueurs de l'hiver.

D'ores et déjà, la facture des intempéries s'annonce lourde. En Italie, les dégâts matériels sont évalués à plus de 8 milliards de francs. Seuls les marchands de sel se réjouissent : ce tracas hivernal rigoureux leur permet de liquider les stocks qui s'accumulent en Alsace et en Lorraine. Les Sables du Midi ont pu aussi couler leur production. En Camargue, il a fallu l'hélicoptère pour apporter du fourrage aux troupeaux isolés dans la neige. Le plan ORSEC vient d'y être levé, mais les animaux souffrent encore, en particulier les oiseaux migrateurs.

L'hiver des oiseaux

La chape de froid qui s'est abattue sur l'Europe fait aussi des victimes dans la faune sauvage, et notamment parmi la gent ailée. En Camargue, déjà durément éprouvée en janvier 1985, on a retrouvé onze flamants roses prisonniers des glaces dans le parc ornithologique de Pont-de-Crau. Dans les Yvelines, les pompiers de Chateaufort ont délivré des cygnes lorsqu'ils sont intervenus le 13 janvier sur le lac de Croissy-sur-Seine en train de geler.

Mais il s'agit là encore de flamants roses, dont un petit nombre choisit d'hiverner en France, plutôt que de gagner des contrées plus clémentes comme la Tunisie ou le Kenya. En Allemagne, les pompiers de Munich ont même intervenus pour secourir des chauves-souris tombées du beffroi d'une église. Elles avaient été surprises par le froid au milieu de leur sommeil hivernal qui leur permet normalement de vivre au ralenti durant la mauvaise saison.

On a aussi observé d'importantes concentrations d'oiseaux migrateurs dans les zones humides épargnées par le gel, comme dans la baie de Varna, en Bulgarie, et le bassin d'Arcachon. Les ornithologues ont à chaque fois constaté l'extrême affaiblissement des oiseaux, obligés de passer toujours plus loin vers le sud pour trouver des plans d'eau ouverts.

Le Centre ornithologique Aquitaine-Pyrénées, qui a noté l'arrivée de nombreux canards, oies, bécasses et grues, a vu des oiseaux tomber à l'eau en voulant traverser le bassin d'Arcachon.

Devant cette situation, le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon — poussé par les associations et

notamment la Ligue pour la protection des oiseaux — a demandé aux préfets de suspendre la chasse dans leurs départements. « Le troisième vague de froid consécutif en trois jours », observe le ministre, « touche des populations qui, pour certains oiseaux (vanneaux, bécasses, bécassines et, à un moindre degré, les sarcelles d'hiver), étaient déjà affaiblies et ont donc des possibilités de renouvellement limitées ».

A l'Office national de la chasse, cependant, on se montre beaucoup moins inquiet. « Les oiseaux gibiers — colverts, sarcelles et plots — sont tous partis », affirme M. Jean Servat, le directeur de l'ONC. Les canards sont même les premiers à partir, car ils sentent le froid venir. Ce n'est pas tel qui fait interdire la chasse, mais dans les régions plus chaudes où sont rassemblés les migrants.

M. Servat reconnaît tout de même que les bécasses et les limoules — petit échassier qui fréquente les zones humides — sont particulièrement en difficulté. En Bretagne, notamment, où les bécasses passent habituellement l'hiver en se nourrissant de vers, cette espèce de « gibier » est surprise par la neige et incapable de reprendre son vol pour de grandes migrations.

Quant aux oiseaux sédentaires qui, de toute façon, passent l'hiver en France, ce sont surtout les petits passereaux qui souffrent, en particulier les insectivores — mésanges, rouges-gorges, grimpereaux — qui ne trouvent plus de provende même en l'absence de neige. Les amis des oiseaux recommandent de leur offrir des vivres de substitution à base de graines et de corps gras (lard, saindoux ou margarine), ou encore noix ou noisettes non salées.

ROGER CANIS.

ÉDUCATION

Grève des professeurs d'école normale le 27 janvier

Le Syndicat national des professeurs d'école normale (SNPEN-FEN) appelle les personnels des écoles normales et des centres de formation des PEGC à cesser le travail mardi 27 janvier, jour où les enseignants du SNI-PEGC (instituteurs et PEGC) et du SNES (second degré) seront eux-mêmes en grève (le Monde du 17 janvier). Le SNPEN entend ainsi « marquer son opposition à la politique gouvernementale en matière de formation des maîtres : 339 postes de professeurs d'étude des centres pour PEGC supprimés ». Le syndicat maintient sa participation à la journée d'action organisée le mercredi 28 janvier avec le SNI à propos de la formation des enseignants, qui doit donner lieu à des manifestations départementales et à un rassemblement à Paris.

D'autre part, les surveillants de collège et de lycée ont cessé le travail, mardi 20 janvier, à l'appel du SNES (FEN), qui estime à plus de 70 % le taux de grévistes. Ils protestent contre un projet de circulaire prévoyant que le recrutement et la carrière des surveillants dépendraient plus directement qu'aujourd'hui des chefs d'établissement et non plus des recteurs.

M. Benoît Lauras président de l'université de Saint-Etienne

de notre correspondant

M. Benoît Lauras, professeur de génétique, a été élu président de l'université de Saint-Etienne au cinquième tour de scrutin, avec 62 voix sur 119 bulletins. Il succède à M. Claude Longeon.

[M. Benoît Lauras, né le 27 mai 1939, père de sept enfants, est professeur de génétique à la faculté de médecine. Chef de clinique au centre hospitalier universitaire de Lyon en 1970, puis au CHU de Saint-Etienne en 1972, chef de service en pédiatrie depuis le 1^{er} septembre 1980. M. Lauras fut chef de service-président de l'université de Saint-Etienne, chargé des finances le 1^{er} février 1982.]

MÉDECINE

Traitement du SIDA

Le dossier de l'AZT

« examiné en urgence » à la demande de M^{me} Barzach

Une commission consultative du gouvernement américain dépendant de la Food and Drug Administration (FDA) a recommandé la semaine dernière l'autorisation de mise sur le marché de l'azidothymidine (AZT). Produit par la firme Burroughs-Wellcome, ce produit est actuellement testé aux États-Unis sur plus de trois mille patients victimes du SIDA.

Selon les premiers résultats d'une étude faite sous l'égide du National Institute of Health, sous la direction des docteurs Robert Yarchoan et Samuel Broder, l'AZT entraînerait une sensible amélioration de l'état des malades et une prolongation de leur survie. C'est chez les patients souffrants de SIDA s'accompagnant de pneumonie à *Pneumocystis carinii* que l'AZT semble être le plus efficace.

On notera que le comité consultatif a recommandé l'approbation de l'AZT alors que le dossier concernant ce médicament n'est pas entièrement « bouclé ». Le secrétaire américain adjoint à la santé, le docteur Robert E. Windom, avait en effet, le 19 septembre dernier (le

Monde daté 21-22 septembre), annoncé que l'AZT serait administré à plusieurs milliers de personnes atteintes du SIDA sans attendre les résultats définitifs d'un essai thérapeutique en cours.

Sans connaître exactement tous les effets secondaires provoqués par ce médicament, on sait que, dans un nombre non négligeable de cas, il provoque des anémies pouvant nécessiter des transfusions sanguines.

En outre, il semble que le stock d'AZT dont dispose actuellement la firme Wellcome soit insuffisant pour permettre à tous les patients atteints de SIDA d'être traités par ce produit. Il ne sera donc délivré dans un premier temps qu'à une relative poignée.

Certains analystes financiers estiment qu'il pourrait en coûter annuellement de 5 000 à 7 000 dollars par patient traité. A la fin de la semaine dernière, les actions de Wellcome étaient en hausse à la Bourse de Londres.

En France, l'AZT est actuellement expérimenté, précisément, chez Wellcome, « sur un minimum de soixante-deux malades, répartis dans quatre centres spécialisés (Pitié-Salpêtrière, hôpital Claude-Bernard, hôpital Tarnier, hôpital Saint-Louis) ». Le dossier d'autorisation de mise sur le marché sera déposé au ministère de la santé lundi 26 janvier.

A la demande de Mme Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, ce dossier sera « examiné en urgence ». Son examen par la commission d'autorisation de mise sur le marché devrait durer environ deux mois. Chez Wellcome, on indique que « tout ce qui est humainement possible est actuellement entrepris » pour que les plus grandes quantités d'AZT soient disponibles le jour où sa prescription sera autorisée.

FRANCK NOUËL.

ENVIRONNEMENT

● Douze personnes irradiées à Sellafield. — Douze employés ont été irradiés en début de semaine dans les installations de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de Sellafield (Grande-Bretagne). Une enquête a permis de montrer qu'ils avaient été exposés à des doses d'irradiation supérieures aux normes autorisées, en raison de la présence d'une petite quantité de matériel radioactif dans un des secteurs de l'usine. Bien que cette zone ait été depuis nettoyée et que la production de l'usine ait repris, cet incident survient au mauvais moment pour la société propriétaire (British Nuclear Fuels) sous le coup d'une menace de fermeture au cas où la sécurité de l'usine ne serait pas améliorée. — (Reuters.)

E.G.

SCIENCES

Le directeur général du CNRS se donne un comité exécutif

La réforme du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), engagée par l'ancien ministre chargé de la recherche, M. Alain Devaquet (le Monde daté 14-15 octobre 1986), a marqué le pas, pour cause de vacances de pouvoir rue Descartes. Toutefois, les nouvelles structures de la direction générale devraient être très prochainement installées.

Dans une lettre qu'il a récemment adressée aux principaux responsables de l'établissement, le directeur général du CNRS, M. Serge Feneuille, annonce « la mise en place d'un comité exécutif », destiné à assister « pour l'ensemble de ses tâches ». Ce comité, précise-t-il, est composé de MM. Jacques Demaille, Jacques Lautman, Jean-Claude Lehmann, directeurs scientifiques, Philippe Didier, secrétaire général, Gilbert Morvan, directeur du personnel et des affaires sociales, et de M^{me} Laurence Paye, directeur auprès du directeur général.

Toutes ces personnes font déjà partie de l'entourage du directeur général. Dans la pratique, cette nou-

velle organisation devrait cependant apporter quelques changements.

Anparavant, le CNRS comptait en effet autant de départements — dirigés chacun par un directeur scientifique — qu'il y avait de disciplines. En outre, existaient trois « directions horizontales » consacrées à la valorisation, à la communication et aux relations internationales. Désormais, cette structure sera allégée. Certes, MM. Demaille, Lautman et Lehmann restent responsables des départements dont ils avaient déjà la charge — respectivement ceux des sciences de la vie, des sciences de l'homme et de la société, et des mathématiques et physique de base — mais « ils délégueront une part de leurs responsabilités à un ou plusieurs directeurs scientifiques adjoints ». En outre, ils seront chargés de nouvelles missions : « l'élaboration du plan stratégique » pour le premier, celle « d'une politique de communication interne et externe » pour le deuxième, celle « de relations internationales et de programmation des très grands équipements » pour le troisième.

Pour compléter ce dispositif, il restera à nommer — comme cela

avait été prévu — un quatrième directeur scientifique, ce qui ne pourra être fait qu'avec l'assentiment et la signature du ministre de la recherche. Il restera à préciser aussi qui se chargera des relations avec les entreprises. Mais déjà cette réorganisation soulève quelques inquiétudes, certains chercheurs constatant que ce comité exécutif, chargé de conseiller le directeur général dans la définition de la politique de l'organisme, « compte autant d'administratifs que de scientifiques ».

Quoi qu'il en soit, l'ensemble de la réforme du CNRS, telle qu'elle a été projetée par M. Devaquet, est rejetée par les principaux syndicats des personnels de la recherche (affiliés à la CFDT, à la CGT, à la FEN et à FO), qui demandent son retrait. Pour cette raison, mais aussi parce qu'ils souhaitent « l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'organisme » et veulent obtenir « les moyens et les emplois nécessaires au développement du CNRS », ces syndicats appellent à des arrêts de travail et à des manifestations au siège de l'établissement, jeudi 22 janvier.

Le Monde

EDUCATION

Les entreprises allemandes sont aussi des écoles

A Hambourg, un bachelier s'est fait embaucher comme apprenti dans une boucherie en attendant d'être admis à l'école vétérinaire. Il travaille au magasin et suit des cours deux jours par semaine dans un établissement professionnel. A Ludwigshafen, le géant de l'industrie chimique BASF emploie 800 apprentis (sur 54 000 salariés), dont de nombreux bacheliers. Dans le Palatinat, 5 jeunes gens sortis de seize ans d'une école d'enseignement général apprennent le métier de chauffagiste dans une PME artisanale de 30 salariés (1).

Ainsi peut apparaître, dans sa diversité, le système allemand de formation professionnelle en alternance, qui a si peu d'équivalent en France qu'il vaut mieux s'en tenir à la traduction littérale de son appellation : « système dualiste ». Mariant le compagnonnage et les méthodes modernes d'enseignement professionnel, il combine, pour 1,8 million de jeunes Allemands, le travail en entreprise et l'apprentissage scolaire d'un métier.

Trois jours au bureau, à l'atelier ou au laboratoire, deux jours à l'école professionnelle : telle est la semaine-type de l'apprenti pendant ses trois années de formation. De nombreuses entreprises préfèrent décaler de plus longues périodes de travail, en concentrant l'enseignement scolaire sur quelques semaines. Ce système est, de loin, le plus important pourvoyeur de formation professionnelle, puisqu'il accueille 74 % des effectifs d'une classe d'âge. Un tiers des bacheliers y recourent, avant de poursuivre des études supérieures pour beaucoup d'entre eux. Il n'est donc pas assimilé à une voie de garage ou à un échec social, même si la majorité des apprentis sortent des filières les moins nobles d'un enseignement secondaire extrêmement hiérarchisé.

La gestion du système est entre les mains des partenaires sociaux, et en particulier des chefs d'entreprise, par le biais des chambres de commerce et d'industrie. L'intervention des ministères de l'éducation des Länder (régions) se limite à la partie scolaire de la formation — enseignement technique théorique et matières fondamentales, telles que l'économie et l'allemand. L'Etat fédéral se contente de fixer un cadre légal au système de l'apprentissage ; les entreprises doivent disposer des équipements nécessaires à l'apprentissage et de formateurs compétents ; elles sont soumises à un contrôle des chambres consulaires.

La formation ne constitue pas une obligation pour les entreprises, et celles qui choisissent de s'y impliquer (elles sont 500 000) sélectionnent à leur gré les candidats. Elles concluent avec l'apprenti majeur, ou ses parents, un contrat de droit privé, qui fixe la durée de la formation sur le lieu de travail et à l'école, celle des congés et le montant de la rémunération. L'organisation de la formation diffère selon les professions et fait l'objet d'« ordonnances » élaborées par les groupements patronaux et les syndicats. Mais les méthodes pédagogiques sont déterminées par chaque entreprise pour la partie pratique. Le pouvoir fédéral se contente de fixer la liste des

En Allemagne, le chômage frappe les jeunes trois fois moins durement qu'en France. C'est peut-être que les entreprises estiment qu'il est de leur responsabilité de leur assurer une formation.

tion professionnelle proprement dite. Mais leur prestige est moindre. Le passage dans certaines entreprises réputées constitue une référence comparable, dans un secteur donné, à certains diplômes universitaires.

La formation dualiste utilise peu le système scolaire. Ce sont les chambres consulaires (de

large. Notre système est desséchant. » « Le patronat pense que les apprentis perdent leur temps à l'école », conclut, amer, un responsable d'un établissement professionnel de Landau.

Mais ces voix semblent assez isolées dans le concert de louanges qui émanent des acteurs du « dualisme ». Celui-ci fait l'objet d'un consensus politique, car il est issu d'une longue évolution historique. Les sociaux-démocrates et les syndicats contestent cependant le contrôle exclusif par les chambres professionnelles, dominées par le patronat, et réclament une véritable gestion paritaire pour éviter les abus dans l'utilisation des apprentis. Ils réclament un renforcement de l'enseignement scolaire et l'instauration d'une contribution financière de toutes les entreprises à la formation professionnelle. Actuellement, le secteur privé consacre, volontairement, 20 milliards de marks à la formation initiale, soit près du quart des dépenses publiques d'enseignement.

Adaptation aux progrès technologiques

Cette prise en charge des entreprises est évidemment compensée par l'intérêt économique que constitue la présence d'apprentis. Mais cette « rentabilité » n'est pas immédiate. Selon le patronat, un jeune « coûte » plus qu'il ne rapporte, au moins durant la première année, mais la formation est considérée par bon nombre de chefs d'entreprise allemands comme un investissement à moyen ou long terme. Ainsi M. Peter Tschumacher, chef d'une PME de chauffage-climatisation, a pris 5 apprentis « parce que notre métier a besoin de jeunes et que nous ne voulons pas laisser à l'Etat la tâche de les former ». « Je ne les exploite pas, assure-t-il. Je me sens fier s'ils peuvent travailler de façon productive en troisième année, et je crois qu'ils aiment. Cela signifie alors que l'apprentissage aura été bon ».

Les apprentis de M. Tschumacher perçoivent 300 DM (environ 1 000 F par mois) en première année, soit à peu près le dixième du salaire moyen des ouvriers de l'entreprise. Leur rémunération progresse jusqu'à 470 DM en fin

de contrat. Sur la vingtaine de jeunes gens qui sont passés par là depuis dix ans, 5 ont été embauchés définitivement et quelques-uns ont continué des études supérieures. Aucun n'est au chômage.

Peu contraignant pour le patronat, le système allemand permet une excellente adaptation aux progrès technologiques : les jeunes sont assurés de travailler selon les méthodes et avec les matériels utilisés réellement par l'économie. Dans la dialectique formation-emploi, le système privilégie l'adaptation aux emplois existants et se trouve presque entièrement soumis aux aléas de la conjoncture. Il fonctionne en réalité comme un marché, avec une offre de formation qui ne correspond pas systématiquement à la demande des jeunes, soit qualitativement (les métiers les plus recherchés sont vite saturés), soit géographiquement (les apprentis doivent partir loin de leur domicile pour trouver une formation qui leur convienne).

Ainsi, cette année, près de 40 000 jeunes n'ont pas trouvé de contrat d'apprentissage. Ces exclus (6 % du total des contrats conclus) se recrutent principalement parmi les filles et les jeunes étrangers. Pour eux, les Länder et l'Etat fédéral prennent en charge des formations spécifiques qui doivent leur permettre d'attendre un contrat. Cet apprentissage pour recaler du « système dualiste » a souvent lieu dans les centres interentreprises mis en place par les chambres consulaires pour regrouper, durant leur première année de formation, les apprentis des PME trop petites pour l'organiser elles-mêmes.

Yvonne, vingt ans, apprend ainsi le montage électrique dans un centre interentreprise du Palatinat. Elle a quitté le lycée technique avant le bac et n'a pas réussi à décrocher un contrat d'apprentissage. C'est un programme fédéral spécial, destiné à initier des jeunes filles à des métiers réputés masculins, qui l'a repêchée. Elle ne perçoit que 250 DM (825 F) par mois de l'Etat, mais l'électricité lui plaît. Il lui reste à trouver un patron qui veuille bien d'elle.

Thomas, lui, a mis six mois à décrocher un contrat avec l'entreprise de joûets où il apprend la serrurerie. Il accepte son salaire (510 DM), modeste même pour un apprenti, car, dit-il, « j'ai beaucoup moins de rendement ». Mais il est à peu près assuré d'avoir un emploi après les trois années de formation... à moins qu'il ne la poursuive pour devenir contremaître.

Car les ratés du système ne doivent pas masquer son excellent rendement pour l'insertion professionnelle. Les statistiques fédé-

rales indiquent que l'apprentissage ne débouche sur le chômage que pour 9 % des jeunes. Tous les autres poursuivent une activité après cette période : un sur deux est embauché par l'entreprise qui l'a formé, 27 % poursuivent des études supérieures et 14 % effectuent leur service national. Et il est difficile de ne pas comparer l'efficacité du « système dualiste » au fait qu'en Allemagne le chômage des jeunes de moins de 24 ans (9,5 %) sévit avec presque trois fois moins de brutalité qu'en France (25,6 %).

PHILIPPE BERNARD.

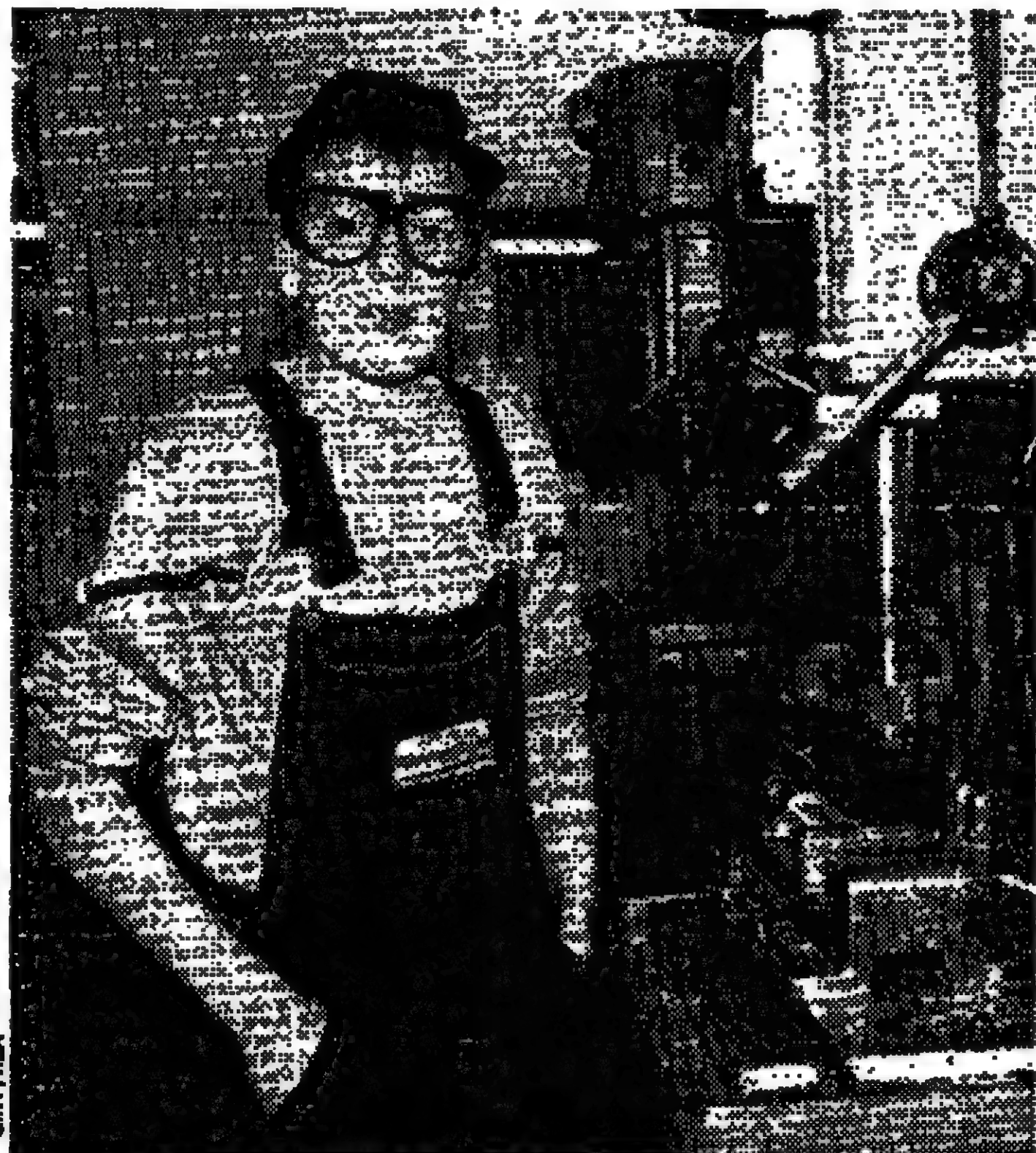
(1) Toutes les informations et tous les témoignages contenus dans cette enquête ont été recueillis lors d'un voyage d'étude organisé par l'Office franco-allemand pour la jeunesse à la demande de l'Association des journalistes universitaires.

L'apprentissage en France

L'APPRENTISSAGE est la formule française de formation professionnelle qui s'apparente le plus au système dualiste allemand. L'apprenti, sorti à seize ans de la scolarité obligatoire, apprend un métier pendant deux ou trois ans dans une entreprise, avec laquelle il est lié par contrat et sous la direction d'un maître d'apprentissage. Parallèlement, il fréquente un centre de formation d'apprentis (CFA), créé par convention entre l'Etat et une entreprise (entreprise, chambre de métiers, établissement scolaire, etc.). Le CFA lui dispense un double enseignement, général et technique.

Malgré la ressemblance avec l'Allemagne, l'apprentissage en France s'arrête là. Les apprentis français sont surtout des jeunes en difficulté scolaire qui quittent le collège pour préparer un CAP et entrer rapidement « dans la vie active ». En 1984-1985, les CFA ont accueilli 227 000 apprentis, contre 807 000 élèves dans l'enseignement technique court. La formule, en déclin, a cependant été réactivée depuis le retour de la droite au pouvoir, par des incitations fiscales et surtout par la possibilité de préparer des diplômes de niveau supérieur au CAP (BEP et bac professionnel) par la voie de l'apprentissage.

Annouçant ces mesures en septembre dernier, M. Monory avait rappelé que trois apprentis sur quatre restent dans leur place à l'issue de leur contrat ; le ministre avait souligné un doublement des effectifs de cette filière en un an. Une autre formule, proche du système allemand, a été mise en place en 1983 avec la « formation en alternance » instituée dans des secteurs non touchés par l'apprentissage ; elle concerne aujourd'hui 300 000 jeunes.



Oliver, seize ans, arbore fièrement le bleu de travail fourni par l'entreprise de peaux qui l'emploie près de Landau.

440 métiers agréés, dont la préparation est sanctionnée par un diplôme d'Etat. Un institut fédéral, situé à Berlin et à Bonn, harmonise les situations locales et régionales, et joue un rôle d'animation et de recherche, notamment pour l'adaptation des « ordonnances » à l'évolution des techniques et à la situation économique.

Puisant ses racines dans les corporations du Moyen Age, le système se nourrit de l'expérience accumulée par les entreprises allemandes depuis la révolution industrielle. Des filières de forma-

commerce et d'industrie, des métiers ou d'agriculture) qui organisent les examens et en constituent les jurys, composés de représentants patronaux et syndicaux, mais où les enseignants de l'école professionnelle n'ont qu'une voix consultative.

« Les notes scolaires ne jouent pas le moindre rôle pour l'examen, regrette l'un de ces professeurs. Pour être pris au sérieux, nous tentons de cacher cette évidence aux élèves. » « Tout le monde se plaint que les écoles professionnelles donnent une culture générale trop faible, rattachée à un responsable de la télévision scolaire de Francfort. Seules les grandes entreprises ont les moyens de donner une formation

Les « classes Villette »

LA Cité des sciences et de l'industrie (CSI) de La Villette n'est pas un musée comme les autres. Conçue pour permettre la participation active des visiteurs, elle est équipée pour accueillir les enfants à partir de trois ans et en particulier le public scolaire.

Les « classes Villette », conçues sur le modèle des classes vertes ou de neige, constituent la forme la plus avancée d'initiation scientifique proposée par la CSI aux élèves de l'enseignement primaire et secondaire. Les séjours avec ou sans hébergement durent deux semaines et peuvent être subventionnés au titre de « classes de découvertes » ou de « projet d'action éducative ». Les classes ont accès à tous les espaces de la CSI (expositions, médiathèque, Géode, planétarium...) et bénéficient de l'assistance d'animateurs scientifiques. Les enseignants intéressés doivent présenter au préalable un projet pédagogique au service « éducation » de la Cité.

D'autres modalités de visite scolaire sont proposées : visite indépendante (pour les plus de douze ans)

annoncée au moins dix jours à l'avance, visite avec un attaché scientifique (dix à quinze ans) ou ateliers (pour les trois-douze ans). Ces deux formules nécessitent une inscription au moins cinq semaines avant la date prévue. Les élèves de l'Académie de Paris bénéficient de conditions d'accès avantageuses, grâce à une convention passée entre le rectorat et la Cité.

Les enseignants peuvent suivre une formation à l'utilisation pédagogique de la Cité pour préparer une visite avec leurs élèves. Cette initiation peut durer un jour (inscription libre), trois jours (dans le cadre du plan académique de formation de Paris, Créteil et Versailles) ou quatre jours, pour les enseignants préparant une classe Villette.

Enfin, la Cité propose aux instituteurs et professeurs de tester tous ses logiciels pédagogiques et de rencontrer les informaticiens qui les ont conçus.

★ Renseignements par téléphone : 40-05-70-00 (pour visiter), et 40-05-74-11 (pour préparer une classe Villette).

ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Au cœur de Montparnasse

PLUS DE 60 STAGES ASSURÉS TOUTE L'ANNÉE en GESTION, INFORMATIQUE, LANGUES

Pour recevoir gratuitement notre catalogue, adressez ce coupon-réponse à : ECCIP - Département formation continue 3, rue Armand-Moisant, 75015 Paris

M. M^{me} M^{lle}
ou Entrepreneur
Adresse
Code postal Ville

Cocher la ou les domaines de formation qui vous intéressent

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> GESTION GÉNÉRALE | <input type="checkbox"/> PRÉPARATION AU C.P.E.C.F. ET AUX ÉPREUVES 11 ET 12 DU D.E.C.S. |
| <input type="checkbox"/> GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE | <input type="checkbox"/> GESTION ET INFORMATIQUE |
| <input type="checkbox"/> GESTION ADMINISTRATIVE | <input type="checkbox"/> MICRO-INFORMATIQUE |
| <input type="checkbox"/> GESTION COMMERCIALE | <input type="checkbox"/> PLAN INFORMATIQUE ET SÉCURITÉ |
| <input type="checkbox"/> GESTION COMMERCIALE ET MARKETING | <input type="checkbox"/> LANGUES |

3i FORMATION

donne accès à une double compétence aux diplômés 2^e cycle de l'enseignement supérieur en accédant aux formations de pointe de février à juillet 1987.

FORMATEUR POUR L'OPTIMISATION DES RESSOURCES HUMAINES
TECHNICIEN D'INFORMATIQUE APPLIQUÉE
TECHNICIEN DE COMMERCIALISATION DIRECTE

Conditions d'admission :
diplôme de l'enseignement supérieur (Bac + 4)
ou une expérience professionnelle de plus de 5 ans,
avoir développé un véritable projet personnel.

Pour participer à la sélection des prochaines sessions de février 1987, envoyer lettre manuscrite de candidature, C.V. et photo à : 3i Formation, 72 B, rue de Lourmel, 75015 Paris. Tél. : 45 78 65 75

سكزا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

XV^e Festival du cinéma fantastique

Les inconnus d'Avoriaz

Pour ceux qui aiment la neige, les vedettes, le cinéma fantastique et d'épouvante, les « nanars », le Grand Guignol, le suspense et les talents à découvrir : Avoriaz.

L'ÉPOUVANTE et le fantastique n'effraient plus les stars ni les cinéastes présumés ambitieux. Le XV^e Festival d'Avoriaz présente quinze films en compétition, dont *Blue Velvet* de David Lynch, *La Mouche* de David Cronenberg, *Gothic* de Ken Russell, *Dead of Winter* d'Arthur Penn, *Vamp* de Richard Wank avec Grace Jones (joyeuse ringardise baroque)... plus quatre autres hors compétition : *Labyrinthe* de Jim Henson avec David Bowie, *Terminus* de Pierre William Glenn avec Johnny Hallyday, *Massacre à la tronçonneuse 2* de Tobie Hooper, *Transformers*, un dessin animé qui reprend la série télévisée. Il y a aussi de l'épouvante pure

avec, entre autres, *Bava* fils et quelques *Creeps* (sous-Gremlins encore plus mal embouchés), plus un hommage au fantastique français.

Forcément, parmi tous ces films, il n'y a pas que des chefs-d'œuvre. *Dead of Winter*, par exemple, ferait honte à « Thriller », la série la plus kitsch de la cinquième chaîne. Quant à *Terminus*, cette coproduction franco-allemande tournée en Hongrie, et qui bénéficie de la coopération du Centre national de la cinématographie, d'Antenne 2 et de quelques autres, a bien besoin d'un fort lancement publicitaire. Comme Johnny Hallyday fait partie du jury et que le réalisateur est présent, l'accueil sera sans doute courtisé... Mais ça ne change rien à la triste réalité du rating. Il y a pis d'ailleurs : *Born of Fire* de Jamil Dehlavi, onirisme poético-babe cool, musique et paysages turcs... La panoplie du désastre.

Mais le Festival d'Avoriaz, ce n'est pas seulement une suite d'avant-

premières publicitaires complétées par le tout-venant des surdoués de l'ordinateur et des savants fous. On peut y découvrir d'insolites talents. C'est là que Spielberg est apparu avec *Duel*, David Lynch avec *Eraserhead* — et à l'époque la distribution de ces films n'était pas évidente.

Dérèglement sur un air mélancolique

Cette année, l'obligatoire production russe, les *Lettres d'un homme mort*, de Constantin Lopouchansky — la fin de l'humanité après une guerre atomique, — mis à part son pesant moralisme, trébale une inquiétude troublante, touchante, dans de beaux décors d'époques.

Et il y a *Schmütz*, de l'Autrichien Paulus Manker, déjà présenté à la Quinzaine des réalistes 1986. L'horreur de l'absurde. *Schmütz* est vigile dans une usine en ruine. Son compagnon se fait renvoyer après une orgie sordide. Lui demeure et construit un système, aussi

imparable qu'inutile, de surveillance. Il s'y enferme et refuse d'en sortir quand, du dehors, la hiérarchie décide de se débarrasser de lui... *Schmütz*, c'est le cercle vicieux de la solitude, la spirale infernale d'une folie qui se fige dans la conscience du devoir accompli. Paulus Manker n'évite pas toujours le maniérisme, mais il sait mener progressivement jusqu'au fond de l'angoisse étouffante, la faire dériver sur un rêve de beauté, sur un air mélancolique.

Encore une histoire d'homme seul : *L'Aiguilleur* du Néerlandais Joe Stelling, avec Jim Van der Woude — déjà vu à Avoriaz dans *l'illusionniste*. On a pu le voir également au théâtre, à Saint-Denis et salle Gémier, avec les Hauser Orister, une troupe entièrement masculine, à l'humour éhémement dévastateur. Lui, sa spécialité, c'était de se distancer le visage en feignant de le transpercer et d'y passer une ficelle. Dans *L'Aiguilleur*, il est à ce point solitaire qu'il a perdu l'habitude de parler. Un jour d'hiver, il

neige, une femme genre vamp sophistiquée se trompe, descend du train, se retrouve avec ce muet qui tue les regards. Il s'est construit tout un rituel de vie — comme *Schmütz*, — mais lui ne sombre pas dans l'infamie spirale, et garde une sorte d'innocence répulsive, farouche, qui le préserve de toute mièvrerie.

Il y a lui, cette femme équivoque, un facteur, un conducteur de train, il y a un amour sans tendresse, quelque chose d'animal et d'enfantin. Il y a la nature et quatre saisons, une biocose, des rails qui vont trop loin... Les hommes de la ville sont en accord bizarre avec la terre. Naturellement, on pense à Beckett, à son monde stérile, à ses sarcasmes, à son désespoir songeur. Le film donne en plus une impression de fragilité, quelque chose comme un regret. Pas le regret du paradis perdu, plutôt la fuite irréparable d'un souvenir, d'un espoir, et, menant le mouvement, la force de l'ironie.

COLETTE GODARD.

« Blue Velvet », de David Lynch

Au vrai chic assassin



Isabella Rossellini

Musique douce, noirceurs et violences à côté, juste à côté du monde calme, trop joli. David Lynch soulève la trappe d'une réalité à double fond.

Le rideau du générique, ondulant, bleu paillard, se lève sur un ciel bleu cru où se découpent une barrière blanche et des tulipes rouges, dans un contraste criard. Le bercement sirupeux d'une rengaine entêtante, *Blue Velvet* (par Bobby Vinton) (1), M. Beaumont qui arrose bonnement sa pelouse : nous sommes à Lumberton, une petite ville de forêts américaines où la radio FM locale annonce gaiement : « Au quatrième arbre qui tombe, il sera huit heures ! Et crâââ ! nous avons du pin sur la planche ! ». Dans la maison de M. Beaumont, un télé montre un revolver en gros plan. M. Beaumont, dans le jardin, s'écroule aussitôt sur son jet d'eau, traitreusement noué comme un serpent. Bizarre. Comme si la télé avait tiré. Comme si ce cadre idyllique et douillet n'était que le paravent (les couleurs, les clichés « rassurants » le soulignent) d'un univers parallèle, affreux, juste sous la peau des choses. On commence à frémir quand la FM lance : « Amis bucheurs, tous à vos tronçonneuses ! ».

Le fils de M. Beaumont (ce dernier reste impotent, muet, à l'hôpital jusqu'à la fin du film, blessé on ne sait comment, ni par quoi ni par qui), Jeffrey (Kyle MacLachlan), trouve dans un terrain vague près de la maison une oreille humaine où bourdonnent les mouches. Il dépose cet objet éminemment bunnélien entre les mains de l'inspecteur Williams, mais cette oreille explorée par la caméra ne cessera de le hanter, de l'attirer vers le monde horrible qui palpite sous l'apparence paisible du quotidien. Il apprendra de la bouche de Sandy, la fille blonde de l'inspecteur, qui écoute

aux portes, que le nœud de l'affaire pourrait se nommer Dorothy Vallens, une chanteuse de cabaret (Isabella Rossellini). C'est de ce côté que la vie penche, Jeffrey le sent très vite. Par là et par cette femme, que tout peut basculer, car ce brave garçon comprend confusément qu'il a besoin d'être initié de quelque façon à l'aspect obscur de la vie pour être un homme, peut-être.

Suspense et poison

A l'affût dans le placard de Dorothy, il observe des fragments d'une vie passablement violente et désespérée. Dorothy supplie au téléphone, se roule par terre — son appartement est d'un lugubre absolu — sous une lumière blafarde, implore le prénom d'un enfant. Puis, découvrant Jeffrey qui l'espionne, l'oblige à se débattre sous la menace d'un couteau de boucher (va-t-elle les lui couper ? Elle en serait bien capable...), se ravise, se penche pour une douceur, hélas tôt abrégée par l'irruption de l'intempêtif Dennis Hopper, dans le rôle de Frank, le grand méchant loup survolté. Il est au max, Frank, il vocifère, gifle la chanteuse à toute volée (Jeffrey s'est planqué vite fait), hurle « *Ta gueule, salope !* » dès qu'elle ose crier sous les coups qui pleuvent. Elle reste au sol, il s'agenouille (tout à l'air d'un rituel entre eux, convenu depuis longtemps), sort un masque qu'il se colle sur le nez pour aspirer on ne sait quel drôle de gaz d'une petite bombe (vapeurs de poppers ? Pas de gaz hilarant, c'est sûr) et, tout rouge, gémit comme un bébé devant le trésor intime de la donzelle, avant de s'y précipiter, furibard, en un viol rapide, mordant un bout de velours bleu arraché à la robe de sa victime. Jeffrey, médusé, constate que la fille s'attendait à tout cela, voit le cher Frank se rajuster et partir, le visage crispé, très homme du monde.

Que monde ? Tout ce début du film, où les éléments de l'intrigue, du problème, nous sont donnés dans le désordre (c'est la règle du genre) est d'une vigueur, d'une beauté malsaine très séduisante. Comme rarement, on sent le double fond de la réalité, la présence cachée d'une trappe où le héros fragile peut disparaître à tout instant.

On ne dira pas la clé de l'énigme, du reste si facile à trouver qu'il serait plus équitable de dire qu'il n'y en a pas. Aucun feuilleton policier ne retiendrait ce scénario sans piège, où le suspense ne naît pas des méprises et des surprises, des allées et venues de l'enquêteur, mais surgit sous ses pas à mesure qu'il avance dans le cauchemar, sourd comme une eau, un poison du décor planqué ou fénestré sous par Patricia Norris, éclairé par Frédéric Elmes avec un soin qu'on trouve peu souvent dans ce type de production.

C'est là le pari de David Lynch, l'auteur de *Eraserhead*, *Elephant Man*, *Dune* : faire un polar, une série B, qui ne doive rien à l'élucidation d'un crime, d'une vérité (ici, elle est escamotée avec une désinvolture manifeste) et tout au style. Celui de Lynch est raffiné, dénotant, oscille entre le ralenti mou, comme ces conversations maïses entre Jeffrey et la blonde Mille Williams (« Ah ! que le monde est étrange... — Ah ! oui... »), et l'obscurité, le frénétique, dans l'admirable scène où Frank, amphetamine à bloc, rend visite dans un bordel perdu à son copain Ben (Deau Stockwell), un mac fardé qui se met à chanter la suave romance du marchand de sable (une de ces euphoriques louches qui précèdent l'épouvante, comme chez Kubrick).

MICHEL BRAUDEAU.

(Lire la suite page 14.)

(1) Sur disque « Blue Velvet », STV 81292.

« La Mouche », de David Cronenberg

L'étrange beauté

La métamorphose d'un homme insecte. Comme dans un temps accéléré, corps qui se déforme, se transforme, sans que change la conscience.

C'EST en réussissant une expérience de téléportation dans son loft que la chose est arrivée. Jeff Goldblum, jeune savant, consacre toute son existence à des recherches. Même pour un savant, il est vraiment distrayant, à côté de la plaque, et, en plus, il vient de rencontrer une de ces journalistes ambitieuses mais pas tout à fait cyniques, déléguées et libérées en tout cas, jolies naturellement, qui grouillent dans le cinéma américain, chargées de prouver qu'il s'agit bien d'une histoire d'aujourd'hui. Ici, c'est Geena Davis, et le film de David Cronenberg *La Mouche* est à la fois contemporain et classique.

Le jeune savant devient fou d'amour, sa distraction empire, rien d'étonnant à ce qu'il ne voie pas la mouche.

La mouche a pénétré dans l'espèce de grande chaudière vers laquelle il se téléporte. Il en ressort tout à fait normal... Pas tout à fait, à vrai dire. Qu'il se montre un amant infatigable peut encore se comprendre. Mais sans la moindre dope, toute sensation de fatigue en général semble l'avoir fui. De plus, il est agressif, se bagarre pour un rien, à peine étonné de sa force herculéenne. Il est bien bâti, mais quand même... Plus grave, des drôles de poils raides poussent sur son dos, sur ses mains ; des taches brunes se répandent sur sa peau rêche. Un matin, en voulant tirer un de ces poils qui lui abîment les doigts, il voit son ongle tomber en laissant couler un liquide blanc, épais. A partir de là, le film montre la transformation progressive du jeune savant. Au cours de sa téléportation, il a en somme intégré les caractères biologiques de l'insecte. Il ne se métamorphose pas en homme à tête de mouche, comme dans *la Mouche* notre de Kurt Neumann (1) première version de l'histoire. Il devient autre chose, l'exemplaire unique d'un être hybride, réduit à la plus atroce des solitudes malgré la compassion de la jeune femme et son amour. Il n'y a pas de place en ce monde pour cette créature somptueusement hideuse, plus étrange, plus effrayante encore que les gargouilles hallucinées des cathédrales.

A l'université, David Cronenberg a étudié le Moyen Âge, l'imagerie des terreurs, ses superstitions. « Mais il n'y a rien de religieux là-dedans, dit-il, c'est complètement ancré dans le siècle. Je ne raconte pas un cas de possession. Un corps étranger s'introduit dans le corps de l'homme. Vous n'avez jamais eu peur d'avaler quelque chose qui

vous ferait mal ? Qui vous détruirait ? Ici c'est un insecte. Je n'y tiens pas beaucoup. Parfois, à la campagne, je les regarde, j'observe leur comportement. Ils se tiennent hors de nos normes. Les chats aussi d'ailleurs. Ne serait-ce que parce qu'ils ne voient pas les couleurs. Mais ils se prêtent plus facilement à nos fantasmes d'anthropomorphisme ».

Un gouffre mystérieux

Avec les précédents films de Cronenberg déjà, l'intérieur du corps est un gouffre mystérieux. Dans *Vidéodrome*, le torse de James Wood était comme une armoire où il cachait des revolvers. Dans *Frissons* — avec Jeff Goldblum aussi — des sortes de tiques visqueuses s'introduisaient dans les tuyauteries, et, par l'intermédiaire de l'eau, dans les vaisseaux et les viscères. Après quoi les gens devenaient obsédés sexuels. « Le paradoxe du corps et de l'esprit est un grand mystère que l'on cherche sans cesse à élucider, et qui n'a rien à voir avec les notions du bien et du mal. Il n'y a pas de jugement moral. Le sexe ne porte pas le mal, son déséquilibre est le symptôme d'un mal ».

« Avec la Mouche, ce qui m'intéresse, c'est la fable. La métaphore de l'amour qui pourrait durer quarante ans. Mais le temps se contracte. Au lieu de voir l'objet de son amour vieillir peu à peu, on assiste à une dégradation rapide, donc violente. Comme dans une maladie, et la maladie oblige cette femme à prendre conscience de la nature de son amour. Mais quel qu'elle fasse, elle s'éloigne de lui puisqu'elle reste saine, jeune. Belle ».

« C'est quoi, la beauté ? Si vous pensez à ce qui se cache sous la peau d'une femme très belle... c'est répugnant. Si vous pensez à ce que la vieillesse fait de votre corps, à ce qu'en fait la mort... J'ai filmé en somme une répétition de mon enterrement... ».

David Cronenberg a la chevelure abondante, le teint lisse d'un adolescent, et la vieillesse l'obsède. La déchéance, la pourriture des chairs. Il prétend qu'il n'est pas obsédé, il dit qu'il se sent proche de Lovecraft « parce qu'il a inventé une mythologie ». Et il conclut : « Il faut accepter l'étrange beauté de l'horreur ».

C. G.

(1) Le film de Kurt Neumann date de 1938. On suivit en 1959 le Retour de la mouche, d'Edward Bernds, et en 1965 *Curse of the Fly* de Don Sharp.

THEATRE DE L'EUROPE		JANVIER FEBVIER	
CARTES BLANCHES AUX COMEDIENS ALLEMANDS en collaboration avec le GOETHE INSTITUT			
21 JANVIER	OTTO SANDER - PETER FITZ	quent Beckett MERCIER UND CAMIER • OHIO IMPROMPTU	
24 JANVIER	ANNE, DAVID, HEINZ BENNETT	issent Müller, Höpferlin, Waiser	
26 JANVIER	EVA MATTES	Chansons, poèmes, textes anticlassiques Van Ulm nach Meitz, von Meitz nach Mähnen	
THEATRE DE LA TAGANKA • MOSCOU			
4-5-6-7-8 FEBVIER	LA CERISAIE	Tchekhov, Anouï Eros	
10-11-12-13 FEBVIER	LES BAS-FONDS	Gorki, Anouï Eros	
14-15 FEBVIER	LA GUERRE N'A PAS UN VISAGE DE FEMME	Alexievitch, A. Eros, B. Glagoline	
7 FEBVIER 18h	RECITAL SERGUEI YOURSKI	Pouchkine, Maïakovski, etc.	
LOCATION OUVERTE POUR TOUTES LES REPRESENTATIONS			
ODEON THEATRE NATIONAL Tél. 43.25.70.32			

ENTRETIEN

1986 aura été pour Gérard Depardieu l'année glorieuse : 16 millions de spectateurs en trois films. Devenu pour les Américains « le seul comédien contemporain à ne reculer devant rien », il tourne *Sous le soleil de Satan*, mis en scène par Maurice Pialat. Et jure qu'il va s'arrêter. Un peu.

Gérard Depardieu au carrefour des énergies

PUISSANT, prodigue, considérable : tous les adjectifs soulignent l'appétit, la profusion, l'opulence, conviennent à Gérard Depardieu. En matière de rôles, on le sait, il pratique avec une boulimie volupté le mélange des genres, et il est bien le seul à pouvoir célébrer sans dommages pour sa carrière les épopées de Marguerite Duras et de Claude Zidi.

Mais jamais sans doute depuis ses débuts ce pur-sang bûti en percheron n'avait-il vécu une année marathon comparable à celle qui vient de s'achever. 1986, la glorieuse Depardieu. En trois films, *Tenue de soirée*, de Bertrand Blier, Jean de Florette, de Claude Berri, et *Les Fugitifs*, de Francis Veber, il a rassemblé, en France, seize millions de spectateurs. Cependant qu'il avait encore le temps — mieux encore, le désir — de partager l'aventure de *Lily Passion*, aux côtés de Barbara, et d'emmener le spectacle du Zénith de Paris en tournée, jusqu'en Belgique et en Italie.

Avec *Tenue de soirée*, qui vient de ressortir, il a aussi opéré une solide percée américaine. Le film, rebaptisé *Ménage*, a fait aux Etats-Unis l'unanimité de la critique. Une critique qui a salué « Gérard Depardieu, son poids presque préhistorique », « Depardieu forçant droit sur Mimi Mimi et Michel Blanc, tel l'iceberg implacable traquant le Titanic », ou « Gérard Depardieu, probablement le seul comédien contemporain à ne reculer devant rien. Chargé dans ce film, aveuglément, comme un taureau monté sur patins à roulettes debout sur ses pattes de derrière, sans jamais faire un faux mouvement ».

Triomphe, sommet, apothéose... Et pourtant, soudain, une légère brume de frustration vient brouiller le paysage. *Tenue de soirée* ? N'est-ce pas finalement Michel Blanc qui a fait sauter la banque, remportant à Cannes le Grand Prix d'interprétation ? Jean de Florette ? Depardieu y tenait le rôle titre, mais ses partenaires, le papa Yves Montand et Daniel Auteuil, n'ont-ils pas nettement ramassé la mise ? *Lily Passion*, superbe histoire d'humilité pour une vedette que rien n'obligeait — si ce n'est l'antité — à reprendre la route, n'a-t-elle pas été, pour des raisons qui ne tiennent pas à son succès public réel, un échec commercial ? Enfin, même dans les *Fugitifs*, on ne peut pas dire

que Depardieu tire à lui sa couverture de star. Faisant preuve d'une générosité presque masochiste, ne partage-t-il pas l'affiche et l'affection du public, non seulement avec Pierre Richard, mais encore avec une adorable voleuse de scènes, une minuscule petite fille ?

Une vitalité de camionneur

Gérard Depardieu est encore et toujours au labour. Dans le Nord, où il achève le tournage de *Sous le soleil de Satan*, de Georges Bernanos, adapté et réalisé par Mau-

rice Pialat. Il a beaucoup grossi, ce ne se voit pas trop, la soutane râpée de l'abbé Dorissan estompe son provisoire embonpoint. Il est fatigué. Ça ne se voit pas. Il a toujours des rires déferlants et des accolades de bulldozer. Un tyranisme de prophète et une vitalité de camionneur. Il sait très bien où il en est.

« Des blessures, des échecs, des déceptions, j'en ai eu. Si j'enlève mon tee-shirt, là, c'est pas Rambo que tu as devant toi, c'est un grand brûlé... Mais ce n'est certainement pas de partager le succès qui peut m'atteindre ou me blesser. Au contraire. Comment être déçu ? Il est advenu ce que j'ai

voulu. En fait, je n'ai pas tellement envie d'être dans la lumière, et, si j'y suis, en aucun cas je ne veux m'y trouver seul. J'aime travailler avec les autres, c'est ma chance. L'expérience m'a apporté une patience, une immense disponibilité au service du cinéma, pas à mon propre service. A mes débuts, j'étais un peu comme un petit singe, c'est souvent ce que les acteurs sont. Quand j'ai été à peu près sûr qu'on pouvait m'aimer, j'ai pu commencer à donner. Je ne vais pas le regretter.

» Tout ça, peut-être, parce que j'ai vu ma mère tout le temps

rien ! (Rires.) Et qu'on ne vienne pas me dire que je ne sais pas choisir. Duras, Zidi, Veber, Pialat, pour moi même combat, parce que même rigueur.

La volonté de bien faire

» Mais il faut savoir que j'ai une ambition qui dépasse largement les seize millions de spectateurs engrangés. Quand tu es un enfant, et seul, ce que tu rêves, comment tu le vois et t'espères, la vraie ambition, elle est là : et, pour moi, c'était d'essayer de faire bien. Quand je ne savais pas

scier. Je sais que j'y ai plus qu'un rôle, une part. Il faut dire que je m'étais un peu éloigné de Bertrand Blier après les *Valeuses*. Normalement, il avait une préférence marquée — professionnelle — pour Patrick Dewaere ; sa mort l'a beaucoup secoué. Lorsque je l'ai retrouvé, il sortait d'une déception. Notre histoire, avec Delon, n'avait pas très bien marché. Il travaillait à un film qui devait s'appeler *Le gangster va faire un tour*, un thriller en argot ancien, style « haro sur la joncaille... ». On a bifurqué vers *Tenue de soirée*, intitulé dans un premier temps *Rimmel*. Je lui ai présenté son producteur, René Chetani. Tout s'est fait très vite, écriture, tournage, en moins de quatre mois : un sentiment d'urgence. C'était beau de revoir, douze ans après les *Valeuses*, l'œil de Mimi-Mimi, d'évaluer la force des petites nostalgies qu'on éprouve à notre âge, plongés que nous sommes entre deux eaux de jeunesse, la trentaine bien grignotée... Bernard Giraudieu avait refusé le rôle que Michel Blanc a accepté. Il y est génial. Et on voudrait que je ne m'en réjouisse pas ?

Retrouver les grands sentiments

» Si les critiques mitigées qui ont d'abord accueilli *Jean de Florette* m'ont agacé ? Même que Claude Berri, qui en était contrarié pour moi. Mais je sais mieux que personne ce qui manque à la famille Florette, un certain mystère, ce n'est pas à moi de le dire, mais à vous. L'essentiel, c'est que le film ait marché, prouvant que les gens avaient envie de retrouver les grands sentiments. Moi aussi. Je rêve d'un Racine à Bercy, un montage. Avec Higelin dans Oreste, Barbara dans Phèdre, moi dans Hippolyte...

» Voilà, mon année 86 n'a été frustrante en rien. La frustration, je l'ai éprouvée au moment de *Tartuffe*, le film qui n'a été que la mise en images du travail que nous avions fait au théâtre et qui n'a pas été jusqu'au bout ce que nous voulions. Pour moi, l'idolâtre, ça voulait dire que l'amour était tellement fort qu'il jaillissait de l'être avec des écoliers.

» Rien n'a changé. L'amour est toujours aussi fort, et la volonté de bien faire. C'est François Truffaut qui me disait : « Tu devrais profiter de ton côté proxénète, entremetteur, pour faire se rencontrer les gens. » J'en profite. Ainsi, je me sens tout à fait impliqué dans l'aventure de *Tenue de*

soirée. Je sais que j'y ai plus qu'un rôle, une part. Il faut dire que je m'étais un peu éloigné de Bertrand Blier après les *Valeuses*. Normalement, il avait une préférence marquée — professionnelle — pour Patrick Dewaere ; sa mort l'a beaucoup secoué. Lorsque je l'ai retrouvé, il sortait d'une déception. Notre histoire, avec Delon, n'avait pas très bien marché. Il travaillait à un film qui devait s'appeler *Le gangster va faire un tour*, un thriller en argot ancien, style « haro sur la joncaille... ». On a bifurqué vers *Tenue de soirée*, intitulé dans un premier temps *Rimmel*. Je lui ai présenté son producteur, René Chetani. Tout s'est fait très vite, écriture, tournage, en moins de quatre mois : un sentiment d'urgence. C'était beau de revoir, douze ans après les *Valeuses*, l'œil de Mimi-Mimi, d'évaluer la force des petites nostalgies qu'on éprouve à notre âge, plongés que nous sommes entre deux eaux de jeunesse, la trentaine bien grignotée... Bernard Giraudieu avait refusé le rôle que Michel Blanc a accepté. Il y est génial. Et on voudrait que je ne m'en réjouisse pas ?

» Après, me sont venus l'idée de Dieu et l'esprit du bien et du mal. Je n'ai pourtant pas été élevé religieusement. Chez moi, j'ai toujours été considéré comme un mauvais agneau ; j'étais à l'écart du troupeau, même quand j'ai voulu faire ma communion. Je n'ai pas pu le faire le jour dit, et après, dans la famille, ils ont oublié. Ils ont même oublié de baptiser les autres ; ils ont essayé d'être normaux jusqu'au deuxième, au troisième enfant, puis ils ont lâché. Maurice, lui, est complètement athée. Un athée et un agnostique pour Bernanos... Ça fonctionne. Pialat, c'est sa force de ne pas croire, et moi, c'est mon métier d'croire.

» Mais, maintenant, c'est vrai, la fatigue est là. Tout s'est passé si vite en 1986 que j'avais, en tournant, l'impression d'écrire mon testament. Ma fatigue s'apparente à celle du sportif qui roule à 300 à l'heure et qui n'a plus peur. Si tu perds le sentiment du danger, tu deviens carrement con.

» Alors, je vais arrêter. Arrêter, en tout cas, l'acte de jouer. J'ai refusé tous les scénarios qu'on m'a proposés. Comencé, Monicelli, Wojtyla... Je vais essayer de faire autre chose : la télévision, cet effacement d'images, pourquoi pas ? Il doit y avoir quelque chose à explorer dans cette direction-là.

» Organiser des rencontres, nouer des dialogues, me trouver au carrefour des énergies, être un peu contagieux, c'est tout ce que je désire. Je ne suis pas un frénétique, ceux qui me touchent ne se brûlent pas, mais je chauffe très fort. Je suis un tour à micro-

DANIEL HEYMANN.



G. MURRAY/VOYAGE

« Blue Velvet », de David Lynch

(Suite de la page 13.)

Sans oublier le grand guignol : un homme tué net d'une balle reste debout, raide planté comme un géranium en plastique au milieu du salon.

On peut s'irriter d'un tel maniérisme, peu orthodoxe. A tort. Ces bizarreries, ces lenteurs, ces accélérations sont délicieusement

angoissantes, exaspérantes et subtiles. Elles sont la marque de fabrique de Lynch, incapable de s'emparer d'un genre sans le détourner, le transfigurer. Lynch ouvre ici les portes dangereuses du rêve, pour un voyage d'Alice au pays des horreurs, une traversée du miroir brisé de l'innocence dont *Blue Velvet* est un éclat splendide, une des perles les plus baroques et véritablement fantastiques. Isabella Rossellini est magnifique, belle sans mièvrerie, tour à tour effrayante, apeurée, masochiste. Dennis Hopper, en maniaque camé jusqu'aux sourcils, est irrésistible. Et Lynch, à défaut d'une morale, d'une leçon, nous suggère une inquiétante tension : une fois quitté ce tunnel mortel par une autre oreille, vivante celle-ci, celle de Jeffrey, bienheureux dans la bonbonnière de son nouveau ménage (avec la blonde, bien sûr, le luxe d'une Isabella ce n'est pas pour les petits peignards), son happy end, aussi tapageusement sucré que les premières images du film, est parfaitement irréel. Ce monde est plus qu'étrange, décidément, il est truqué.

MICHEL BRAUDEAU.

GAITE-MONTPARNASSE

« 2 Fabuleuses Comédiennes »
FRANÇOISE CATHERINE
CHRISTOPHE RICH
BONSOIR MAMAN

mise en scène
LAURE SCHMIDT

PROLONGATION
en raison
du triomphe

Loc. 43.22.16.18

6^e rendez-vous chorégraphiques de Sceaux

du 23 janvier au 11 février 1987

Océide Duboc
Philippe Découfle
C.O.D.A.
Vendredi 23 et samedi 24 janvier à 20h30
C.A.C. LES GEMEAUX 44 - 107 - 92130 Sceaux - Tél. 01 47 47 47 47

Les Pêches de Bagnolet
Son et Lumière
Vincent COLIN
Gudrun von MALTZAN
Alain SOLOVITCH
Lundi 31 janvier
Réservations : FNAC et 43 63 77 11
« Une friandise de trente-cinq minutes à déguster... » LE MONDE

GALERIE DEBRET
28, rue La Boétie, 75008 PARIS - Tél. (1) 45-83-46-55
SERGIO TELLES
SOLEIL ET COULEURS DU BRÉSIL
Peintures
du 21 janvier au 20 février

THÉÂTRE AMANDIERS
VIENNE POUR MEMOIRE
(La trilogie de WELCOME IN VIENNA)
d'après AXEL CORTI
4 WEEK-ENDS
24-25 janvier • 31 janvier - 1^{er} février
7-8 février • 14-15 février
1^{re} partie : DIEU NE CROIT PLUS EN NOUS 19h
2^e partie : SANTA FE 17h30 • 3^e partie : WELCOME IN VIENNA 20h30
THÉÂTRE DES AMANDIERS - NANTERRE
7, avenue Pablo Picasso 92000 NANTERRE
Location : 47.21.18.81 - Minitel 3615 Code COM 21
Nantes 859 Nantaise Université • Théâtre de la Région • Nantes 859

A PARTIR DU 27 JANVIER
Nanterre Théâtre des Amandiers
Dans la solitude des champs de coton
de Bernard-Marie KOLTÈS
Mise en scène de Patrice CHÉREAU
avec Laurent MALET et Isach de BANKOLÉ
Location : 47.21.18.81 • FNAC • Minitel 3615 Code COM 21
Nouvelle RER Nanterre-Université à Théâtre et Librairie et restaurant sur place

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
55, RUE DE RICHELIEU, PARIS (7) 47-43-41-10
REMBRANDT
La figuration humaine
Tous les jours, de 10 à 19 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures
DU 23 JANVIER AU 3 MAI

LES ANTIQUAIRES A BALTARD
25-26 janvier
18h-20h
entrée gratuite
salle chauffée
NOGENT SUR MARNE

CREIEL
Maison des Pêches
et le Théâtre Contemporain de la Danse
présentent
du 27 janvier au 1^{er} février
ELINOR AMBASH
du 23 janvier au 4 février
MOMIX DANCE THEATER
du 6 au 11 février
JACQUES PATAROZZI
Tél. : 48.99.94.50
42.74.44.22
Maison Créiel Production

CHAILLOT
THÉÂTRE NATIONAL
LES DESOSSES
Louis-Charles Sirjacq-Sophie Loucachevsky
THÉÂTRE GÉMIEY - Du 22 JANVIER AU 14 FÉVRIER
LA FOLLE JOURNÉE
OU LE MARIAGE DE FIGARO
BEAUMARCHAIS - JEAN-PIERRE VINCENT
GRAND THÉÂTRE - Du 5 FÉVRIER AU 4 AVRIL - Soirée à 20h
GRAND FOYER
RÉCITATIONS & CONVERSATIONS. Mélodies. Dominique Michel, les 26 et 27 JANVIER à 20h30. LECTURE de pièce. ANTOINE VITEZ lit ARSENAL ET ASSOMPTION de Raymond Lepoutre le 2 FÉVRIER à 20h30.
RENSEIGNEMENTS - RÉSERVATIONS - 47.27.81.15.

HOMMAGE

L'intégrale de Frederick Wiseman

Le documentaire scalpel

Aux frontières du documentaire et de la fiction, Frederick Wiseman observe l'Amérique telle qu'elle va, mal, avec parfois des oasis de pureté... ou des poussées de folie. Il est à la Cinémathèque jusqu'au 10 février.

FREDERICK WISEMAN n'est certes pas le seul cinéaste qui, après des études de droit et un commencement de pratique, ait opté pour l'art des images et des sons. Mais il offre le cas unique d'un juriste utilisant dans son nouveau métier les armes et la technique d'abord mises à l'épreuve en tant que membre du barreau américain.

Le choix, la transition, ne sont pas immédiats. En 1967, dans une prison d'Etat du Massachusetts réservée aux fous, où il avait précédemment effectué des recherches, il tourne *Titicut Folies*, en collaboration avec John Marshall. Il crée le scandale maximum en montrant en épingle l'obscurité du traitement réservé aux pensionnaires par l'administration. Non seulement John Marshall, étroitement associé à la réalisation, n'est pas d'accord avec lui, mais il voit son film interdit par la plus haute juridiction de l'Etat où ils ont tourné, et retiré de l'affiche au moment où il allait entamer sa carrière, après un brillant passage au Festival de New-York.

Visiblement Frederick Wiseman a choisi de frapper fort, de heurter les sensibilités. La folie des prisonniers gagne par moments les gardes-chiourme. Il faudrait vérifier ce qu'il reste aujourd'hui de cette tentative extrême que réussit complètement, à l'époque, un Jean Rouch. Le metteur en scène avait donné

le coup de pouce indispensable pour magnifier l'horreur, au risque d'attenter, pour certains, au droit de garder ses misères pour soi seul.

Après ce coup d'éclat, Frederick Wiseman va s'atteler à une série de documentaires sur la société et les institutions américaines. Il remet en question tout l'établissement, stigmatise la disproportion béante entre les objectifs poursuivis et la réalité vécue. Il a découvert, un peu à travers les films de Richard Leacock, les possibilités de ce qu'on appelle désormais cinéma-vérité ou cinéma direct.

L'accent sur le verbe

Il n'attache pas une importance spéciale au rôle tenu par la caméra, dont il n'attend rien d'autre qu'une simple fonction d'enregistrement mécanique. En revanche, il met l'accent sur la parole, le verbe cueilli en enfilade, en longues plages de similitudes, comme si personne ne filmait. De 1968 à 1975 le cinéaste passe au peigne fin, tour à tour, l'école, la police, l'hôpital, l'armée, la justice, la recherche scientifique.

Un film de cette série atteint les sommets, *Welfare* (1975), qu'on pourrait traduire par « sécurité sociale ». Il nous révèle un aspect des Etats-Unis totalement anti-réagien, le contraire exact de la libre entreprise, laisse s'exprimer tous ceux qui, pour raisons professionnelles, de santé, de malchance, se retrouvent au bas de la société. Face à cette pitoyable *struggle for life* (la lutte pour la vie), l'administration offre ses bonnes intentions, ses labyrinthes,

son côté dame patronnesse. Lentement, implacablement, la toile d'araignée se tisse, enveloppe les fonctionnaires eux-mêmes. *Hospital* (1970), comme *Primate* (1974), sur une recherche scientifique qui devient par moments une forme avancée de fascisme, avaient déjà orchestré en mineur les mêmes thèmes : la déshumanisation des rapports humains, le massacre de la vie. Le noir et blanc, la controverse permanente, ajoutant à la grisaille, à la barbarie.

Et puis, comme une parenthèse, l'image renversée de tant de monstruosité : *Essene* (1972), la vie quotidienne d'une communauté anglicane dans le Michigan. L'institution, aux visées purement spirituelles, sorte de couvent protestant, nous apparaît d'abord dans toute sa grandeur, avec son goût de l'ascèse, sa recherche d'une autre forme de rapports entre les individus. Un père supérieur d'une qualité exceptionnelle règle la vie. Parfois un moine s'adapte mal ou pas du tout.

Une démarche plus policée

Ici, on a envie de faire le rapprochement avec la *Thérèse* d'Alain Cavalier, qui, sur le mode de la fiction, traite pareillement de la difficile adaptation à une existence en marge. La vision d'Alain Cavalier nous touche plus droit au cœur, et pourtant c'est Frederick Wiseman qui a saisi à la loupe cette résistance de l'individu, ce refus, même dans un environnement religieux, de se laisser briser, de renoncer au particularisme incoercible de tout être.

Titicut Folies et *Essene* marquent les deux points extrêmes de

la recherche du cinéaste, à égale distance de la démarche trop clairement sociologique et « libérale » (au sens américain, c'est-à-dire avec une forte connotation de gauche) qu'on peut discerner dans les autres œuvres de la même période. Le réalisateur tourne en 16 mm, exclusivement en son synchrone, découvre la réalité sur le terrain même et dégage le sens dans la salle de montage. La proportion de matériau impressionné est d'environ 40 heures pour un film de 90 minutes.

A partir de 1978, Frederick Wiseman choisit une direction sensiblement différente, quitte les Etats-Unis pour aller observer ses compatriotes à l'étranger, Panama, le Sinaï, l'Allemagne. Il revient dans son pays en 1980 pour filmer une agence de mannequins, un champ de courses, un grand magasin de Dallas. La démarche est plus policée, moins « contestataire » ; l'intéressé se refuse, encore plus que dans ses œuvres antérieures, à toute forme de propagande. Sa toute dernière réalisation, *Deaf and Blind* (1986), nous décrit en quatre chapitres la rééducation de handicapés. Ce sera pour le moins une curiosité. Avec ces derniers sujets, le sociologue à la caméra se trouve parfois en concurrence avec des ouvrages similaires de cinéastes classiques, comme Werner Schroeter ou Jana Bokova. Occasion de constater les limites de la démarche.

LOUIS MARCORELLES.

* Cinémathèque Chaillot, du 21 janvier au 10 février.

* Le lundi 10 février à 16 h 30, à la salle Lotte-Bissner de Chaillot, rencontre-table ronde entre Frederick Wiseman et le documentariste hollandais Johan van der Kolk.

THÉÂTRE

« La Princesse blanche », de Rainer Maria Rilke

« Comme si aujourd'hui venait l'heure de chanter... »

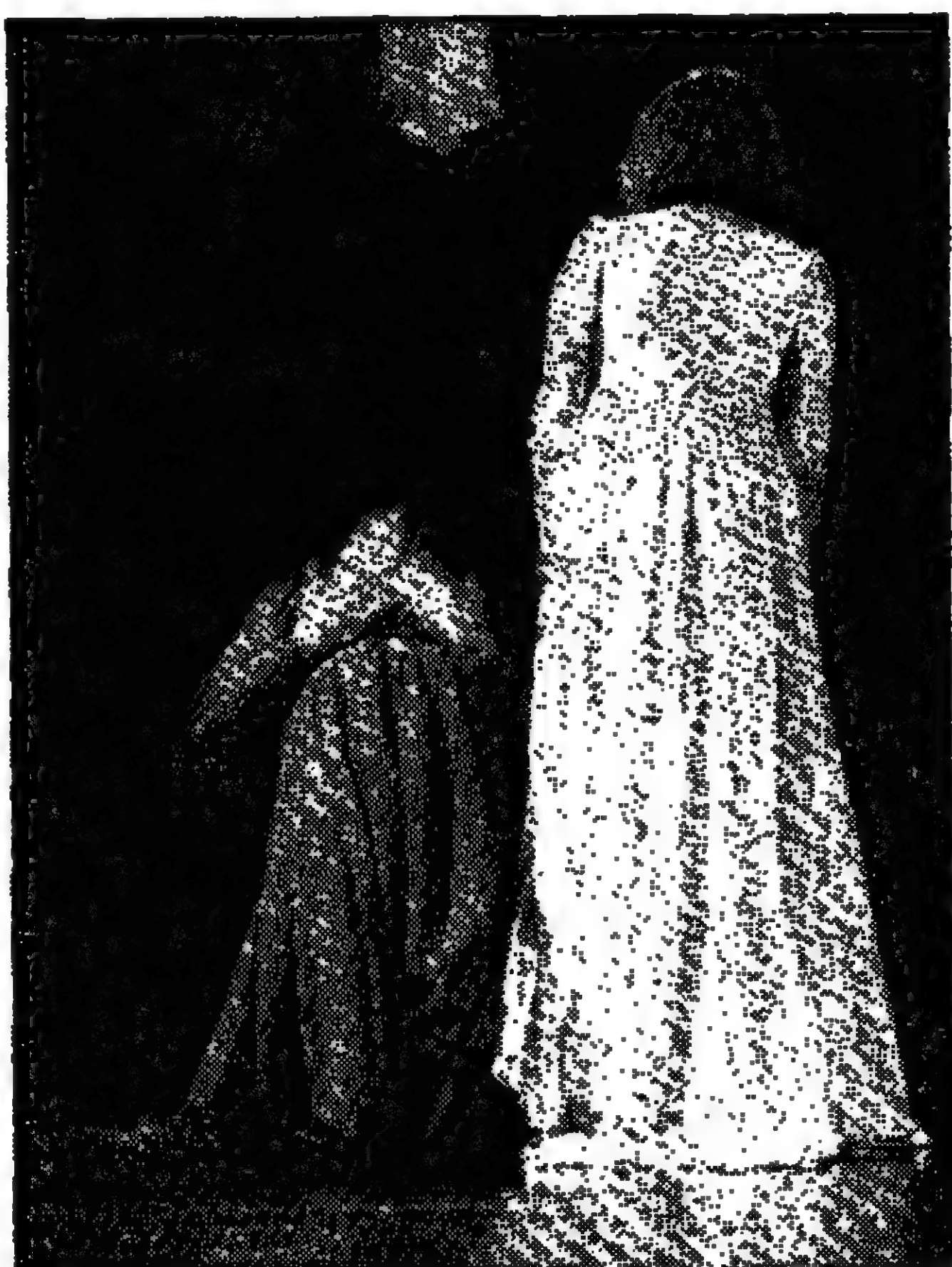
Et voici, tenons-nous bien, un chef-d'œuvre. « La Princesse blanche », de Rainer Maria Rilke, « scène au bord de la mer », comme il l'écrivait en sous-titre, en 1904, est jouée pour la première fois en France, divinement mise en scène par Yannis Kokkos.

CELA se passe en Italie, en Toscane, sur le haut d'une plage, car le grand parc, devant le palais de la princesse, descend jusqu'au bord de la mer Tyrrhénienne.

Assise dans sa robe de soie blanche, la princesse a les yeux sur la ligne d'horizon, dans le silence. S'approche le valet Amadeo, majordome qui prend soin de la princesse depuis son enfance : « Lorsque les ombres froides descendent sur le front des enfants, ombres qui sont déjà celles de la couronne de noces, ces enfants deviennent des reines », rappelle la princesse, qui prie le vieux serviteur de faire le vide dans le palais, de chasser tout le monde car elle veut être seule, et même de s'en aller, lui, rendre visite à sa famille, à Pietrasanta. « Partez, lui dit-elle, et dès votre retour venez me raconter de quoi est fait le bonheur d'un enfant. »

La jeune sœur de la princesse, Monna Lara, refuse de s'éloigner. Les deux sœurs échangent des paroles sur le rêve et sur la mort. Le rêve qui, « comme un fou, galope, après quoi il s'arrête, il n'est pas plus loin », mais « il est en nous tissé pour toujours ». Et la mort « qui est tant de choses » : « C'est quand quelqu'un vit et l'ignore, c'est quand il est impossible à quelqu'un de mourir. »

La princesse révèle à sa sœur que ce soir va venir enfin « celui auquel elle pense », qui s'est formé en elle, une nuit, autrefois, « et depuis en moi il a grandi comme grandissent les garçons, et le voici un homme ». Et ce soir il va s'approcher du bord de la plage, dans une barque, et la princesse, de la main levée, lui fera signe. Signe qu'il peut venir à terre, qu'elle est seule, que le prince n'est pas là, ni personne, « comme



si aujourd'hui pour moi venait l'heure de chanter. » Mais un message se présente, il apporte une lettre de celui qui va venir : « Regarde bien, j'arrive. »

Des messages, dit la princesse, « j'en ai reçu aujourd'hui cent, silence et chant, roulement de voiture, vapeur et vent, un cri d'oiseau ». Mais cet homme, là, en vêtements couverts de poussière, apporte surtout des nouvelles des villages qu'il a traversés, villages touchés par la mort, par la peste, les femmes enceintes hurlant sur le pas de leur porte, et les hommes et les enfants hurlant aussi, dans les cathédrales, « ils criaient, on aurait dit que Dieu les traitait par l'extrême supériorité de leurs longues voix. »

« Vous êtes si mal gardée, ajoute le message avant qu'il se

retire, sur la plage n'importe qui peut venir... Les chiens rôdent déjà tout près d'ici, ils viennent et prennent dans les maisons tout ce qui est mort. »

La jeune sœur de la princesse fond en larmes : « Laisse-nous les secourir ! Laisse-nous prendre dans tes armoiries les draps de lin si doux, et ce qui est préparé pour les accouchements, chemises, bandes, amulettes, pansements... » « Nous allons faire que ce qui est si nouveau soit à eux, dit la princesse. Je vais m'installer à côté de ceux qui ont froid. Je vais prendre en main le front des mourants... A partir de demain ce sera mon travail du jour — et le travail de mes longues nuits... Aujourd'hui, c'est à lui que j'appartiens, à lui qui vient. »

Mais lorsque le soleil sera entré dans la mer, lorsque la princesse

entendra, dans la pénombre, le choc du bois des rames contre l'eau, deux hommes masqués de noir, deux Frères de la Miséricorde, s'approchent, sortant de l'allée de platanes. La princesse n'achève pas le signe qu'elle doit faire de la main. Elle s'immobilise, comme si la barque disparaissait de sa conscience. Et, à l'une des croisées du palais, au-delà des arbres du parc, une petite fille apparaît, qui fait des signes d'adieu.

Ecrivain la *Princesse blanche*, Rainer Maria Rilke faisait, lui, un signe de reconnaissance (et, un petit peu, d'adieu) à deux auteurs en qui il communiait alors, Jacobson (*La Peste à Bergame*) et Maeterlinck (*La Mort de Tintagiles* entre autres choses). Mais Rilke sonde bien plus profond qu'eux l'abîme du cœur, la familiarité de la mort, et l'incertitude de l'âme.

Tout, sur la scène du théâtre animée par Yannis Kokkos, atteint le sublime. Le texte de Rilke, miraculeusement devenu français par les soins de Maurice Regnaud (miraculeusement car la voix unique de Rilke est là, et le chant des vers, et les ailes des paroles). Le décor de Nicolas Sire, où dans l'ombre du bord de la mer s'unissent inégalement les ombres et les lumières des morts et des vivants. La musique de Georges Aperghis, qui n'est qu'une rumeur des âges, des signaux de pressentiments. Et les quatre acteurs, admirables, conduits par Kokkos comme par un magicien : Edith Scob, princesse blanche désincarnée-illuminée par l'espérance ; Bruno Semmona, vieux serviteur plus fidèle que l'éternité, qui sait et qui ne dit pas ; Serge Maggiani, le message, ambassadeur de l'au-delà qui raconte les pas de son chemin en très grand acteur qu'il est ; et Mireille Perrier, la jeune sœur, celle en qui la vie est « encore toute entière ».

Que vive toujours un si beau théâtre qui fait se lever de grandes choses en nous !

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de l'Escalier d'Or, 20 h 45.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des solles lde 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés! Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

AUBERVILLIERS GROUPE TSE

ROLAND BLANCHE L'ETOURDI MOLIERE

Mise en scène: Jean-Louis THAMIN Une création du Centre Dramatique National de Bordeaux-Aquitaine

THEATRE DE LA COMMUNE Location: 48.34.67.67 et FNAC

L'OPERA DE QUAT'SOUS

de Bertolt Brecht et Kurt Weill mise en scène Giorgio Strehler

DERNIERES CHATELET

Co-production Théâtre de l'Europe TOP n°1 Location ouverte au TMP CHATELET 42.61.19.83 et par téléphone 42.33.00.00 informations 42.33.00.00

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE DU ROND-POINT

DERNIERE LE 22 THEATRE DE FOIRE

MISE EN SCENE JEAN-LOUIS BARRAULT AVEC LA COMPAGNIE

LES SALONS

DE BERNARD MINORET ET CLAUDE ARNAUD

MISE EN SCENE JEAN-PIERRE GRANVAL

MADELEINE RENAUD NICOLE COURCEL

MICHEL DUCHAUSSOY JACQUES FRANÇOIS

EN ALTERNANCE

A PARTIR DU 29 JANVIER

MON FAUST

DE PAUL VALERY

MISE EN SCENE PIERRE FRANCK

PIERRE DUX ROBERT HIRSCH

FANNY DELBRICE JEAN MARTIN XAVIER FLORENT

COPRODUCTION THEATRE DE LOUVAIN-LA-NEUVE

A PARTIR DU MARDI 10 MARS

RICHARD DE GLOUCESTER

D'APRES RICHARD III DE SHAKESPEARE

ECRIT ET MIS EN SCENE PAR

FRANCIS HUSTER

MUSIQUE COMPOSEE ET DIRIGEE PAR DOMINIQUE PROBST

PETIT ROND-POINT

ENCHAINES

DE EUGENE O'NEILL

MISE EN SCENE FRANÇOISE PETIT

ANNA PRUCNAL JEAN-CLAUDE DURAND

MARTINE LOGIER PROSPER DISS

COPRODUCTION CORREDE DE SAINT-ETIENNE

à 18h30 une heure avec...

VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT

DE LOUIS-FERDINAND CELINE

PAR FABRICE LUCHINI

LOCATION OUVERTE POUR TOUS LES SPECTACLES

AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT PARIS 8^e

42 56 60 70

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-42-33).

JAPON DES AVANT-GARDES 1910-1970

Arts de la sculpture, arts de l'architecture, arts de la gravure et de l'estampe. Grande galerie, 5 étages. Jusqu'au 2 mars.

RIDEAU DE SCÈNE DU BALLET

Parade, rétrospective de l'œuvre de Jean Béraud. Jusqu'au 28 janvier.

TULIAN SCENABEL, RICHARD RAQUEL, MARCEL ODENBACH

Jeune école contemporaine du MNAM. Jusqu'au 22 mars.

KOSCHIKO. Dessins de 1906 à 1926

Salles d'art graphique (4 étages). Jusqu'au 22 mars.

LE JAGUAR DE DARTWOOD

Quatre œuvres en bois d'un créateur d'art brut, un loup anglais, part à la conquête d'un trésor au fond de l'Amazonie. Musée des enfants. Rue de Châteauneuf.

Musées

LA FRANCE ET LA RUSSIE AU SÈCLE DES LUMIÈRES

Exposition de la collection de la Galerie nationale, au Musée de la Ville de Paris. Jusqu'au 31 janvier.

LE TROISIÈME CIEL DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE

Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill. Jusqu'au 22 février.

LES DOSSIERS DU MUSÉE D'ORSAY

La vie de bohème : l'ouverture de l'Opéra ; la carrière de l'architecte au dix-neuvième siècle ; l'industrie textile ; les journaux au dix-neuvième siècle ; les monuments sacrés ; l'art d'une sculpture de Rodin. Musée d'Orsay, 1, rue de la Légation. Jusqu'au 22 février.

HOMMAGE À ANDRÉ DEL SARTO

Musée du Louvre. Salles du pavillon de Flore (entrée par la Cour). Jusqu'au 22 février.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS

Art et création textile. Jusqu'au 22 février. Rétrospective ART (1960-1986). Jusqu'au 8 février. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue de la République. Jusqu'au 22 février.

LOTHAR BARKMANN, PHILIPPE CAZAL, RICHARD TUTTLE

Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 février. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue de la République. Jusqu'au 22 février.

LA STATUE DE LA LIBERTÉ

L'exposition de la statue. Jusqu'au 1^{er} février. L'ARCHÈVE DE NOÛ. Jusqu'au 4 février. Musée d'Orsay, 1, rue de la Légation. Jusqu'au 22 février.

JEAN-MARC ZAOUSKIS

22 janvier. DONTAGAN CUMING. Jusqu'au 2 mars. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. de

LES ONS HELLÉNISTOQUES DE TARENTE

Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 février.

LA VOIE ROYALE. 9 000 ans d'art au Royaume de Jordanie

Musée du Louvre, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F ; la samedi 15 F. Jusqu'au 25 janvier.

PAÏS-TOKYO-NEGAMA. Hommage à Joseph Tsuda (1896-1941)

6, place d'Alsace (42-71-61-65). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h 45. Jusqu'au 2 mars.

DESSINS DE RODIN

A l'occasion de la présentation du troisième volume de l'œuvre de Rodin, 77, rue de Valenciennes (42-01-34). Jusqu'au 16 mars.

R. X. PRINCE (1869-1946)

Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 1^{er} février.

RÉTROSPECTIVE GEN PAUL

Musée de Montmartre, 12-14, rue Cortot (46-06-61-11). Sauf mardi, de 14 h à 18 h ; le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

COÛTE FEMMES

Musée de l'Homme, Palais de Chaillot (45-57-00-60). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 15 février.

CENT CINQUANTE ANS DE RESTAURATION EN PICARDIE

Musée des monuments français, Palais de Chaillot, place du Trocadère (42-77-35-75). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 16 mars.

FRANÇOIS DESPAIN et CHRISTIAN GORELL

Jusqu'au 24 janvier ; REMBRANDT, les dessins de la création. Du 22 janvier au 3 mars. Musée d'Orsay, 1, rue de la Légation. Jusqu'au 22 février.

LA TÊTE À CINQUANTE ANS

Jusqu'au 15 mars. LES ALLUMES DE LA TÊTE. Jusqu'au 22 février. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mardi jusqu'à 21 heures. Clôt des réservations et de l'inscription, 30, avenue Corentin-Carlier (42-78-00-00).

CRÈCHES ET TRADITIONS DE NOÛ

Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (47-47-69-80). Sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Entrée : 11 F (9 F le dimanche, l'exposition permanente). Jusqu'au 16 février.

GISE TEINTURES TUNISIENNES CONTEMPORAINES

Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30. Du 21 janvier au 23 mars.

AUGUST SANDER

Antiquaire de l'art, 101, rue Rambuteau (43-33-65-50). Jusqu'au 25 janvier.

LE TRÉSOR DE GABONNE

1^{er} étage. Musée de la Ville de Paris, 13, av. de la République. Jusqu'au 22 février.

Centres culturels

MOBIER MINIATURE-ORFÈVRES DE MAÏREUX

2^e place du Palais-Royal (42-97-24-00). Jusqu'au 1^{er} mars.

LA VOIE DES ANCIENS

Exposition de la collection de la Fondation Delpy, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 février.

L'ART AMÉRICAIN DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES

Northrup Artington, 59, av. Foch (45-56-15-88). Samedi et dimanche, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 1^{er} mars.

SIMPLICISSIMUS

100 caricatures des années 1910-1930. Jusqu'au 10 février. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Italie (47-71-44-50). Jusqu'au 22 février.

QUATRE AMÉRICAINS À LA MANUFACTURE DE SEVRES

Américan Center, 261, boulevard Raspail (43-35-21-50). De lundi au samedi de 12 heures à 19 heures. Du 23 janvier au 21 mars.

CECI N'EST PAS UN CARRÉ BLANC

Centre national des arts plastiques, 11, rue Beryer (45-63-90-55). Sauf mardi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

NEGROPOLIS

L'usage des Nègres dans la publicité depuis un siècle. Bibliothèque François Mitterrand, 1, rue de la Harpe (42-78-10-10). Sauf mardi, de 13 h 30 à 20 heures. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

Galerie

LES SOURCES JAPONAISES DE L'ART OCCIDENTAL

Galerie Jeanette Oudin, 26, place des Vosges (48-87-28-57). Jusqu'au 28 février.

ARTE POVERA

1965-1971. Galerie L'Esprit et l'Image, 3, rue des Archives (48-04-86-86). Jusqu'au 31 janvier.

NEMOURS 1986

Galerie Maximaline Guizot, 22, rue de Poitou (42-71-60-06). Jusqu'au 31 janvier.

DIX PHOTOGRAPHES AMÉRICAINS CONTEMPORAINS

Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 14 février.

BASQUIAT, COMBAS, LOUIS CANE

Librairie Beaumont, 23, rue de la Harpe (42-71-20-50). Jusqu'au 31 janvier.

BASELITZ, LUPERTZ, FENCK

Deutscher Kunstverlag, Galerie Göttinger-Lang, Salomon, 57, rue de Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 7 février.

POÈMES À VOIR

Jeune Toulon, Pierre Alcazar, Galerie La Hune, 14, rue de l'Alcazar (42-55-54-00). Jusqu'au 15 février.

LITTÉRATURE : Les débuts (1944-1966)

Galerie Rambert, 4, rue des Beaux-Arts (43-28-34-00). Du 22 janvier au 14 février.

LES MUSULMANES FUMANTES

Peintures, sculptures, Galerie Foca, 10, rue de la Vierge (43-73-63-00). Jusqu'au 21 février.

EXPOSITION DE GROUPE pour le 9 novembre de la galerie Alain Oudin

28, boulevard de Sébastopol (42-71-83-65). Du 22 janvier au 21 février.

LE NOIR EST UNE COULEUR

(App. Doreau, Harung, etc.). Galerie L'Alcazar, 14, rue de la Vierge (43-73-63-00). Jusqu'au 31 mars.

FONTANA, HARTUNG, MATTA

Galerie Di Mei, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-05-98). Jusqu'au 28 février.

VALERIE POCCO, KOUAD BELLA-MINE

Galerie Niki Diana Marguerite, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Du 21 janvier au 28 février.

MICHAEL BASTOW

Galerie Jeanne Oudin, 26, place des Vosges (48-87-28-57). Jusqu'au 28 février.

MORIS GONTAR

Galerie Erval, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Du 22 janvier au 21 février.

ROBERT GROBNER

Galerie Benadon, 10, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'au 14 février.

SLAVKO KOPAC

Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 31 janvier.

JOSEPH KOSUTH

Galerie Croux-Hennessy, 5, rue des Harpistes (48-67-60-81). Jusqu'au 12 février.

WILFRED LAM

Galerie Maeght, 15, rue de Téhéran. Jusqu'au 21 février.

ANGE LECIA

Galerie Montmartre-Delol, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 31 janvier.

JOAN MIRO

Galerie L'Esprit et l'Image, 3, rue des Archives (48-04-86-86). Jusqu'au 31 janvier.

MICHAUX

Galerie Patrie Triguano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 28 février.

JOAN MIRO

Galerie Remy, Le Lézard, 20, rue de Temple (43-34-94-29). Jusqu'au 9 février.

ANNE MOREAU

Galerie Jaso, 28, rue Jacob (46-33-66-60). Jusqu'au 7 mars.

KACEM NOUA

Galerie Lucien Durrant, 19, rue Mazurine. Jusqu'au 15 février.

ANDREAS PFEIFFER

Galerie Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 28 février.

JEAN-PIERRE PINCEMIN

Galerie Beaumont, 23, rue de la Harpe (42-71-20-50). Jusqu'au 31 janvier.

ROLAND SABATIER

Galerie Michel Broomhead, 46, rue de Seine (43-25-34-70). Du 22 janvier au 14 février.

ALAIN SYGERS

Galerie JJ Dugny, 57, rue de la République (47-00-10-94). Jusqu'au 24 janvier.

JEAN TINGUERY

Galerie Marie Ponce, 3, rue Jacques-Callot (40-46-03-08). Jusqu'au 31 janvier.

TIROULET

Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 28 février.

THIERRY SIGG

Galerie Doreau, 14, rue de la Vierge (43-73-63-00). Jusqu'au 21 février.

BERNARD TURBOT

Galerie G. 19, rue de l'Abbaye-Gregoire (45-48-10-22). Jusqu'au 31 janvier.

JAMES TURKELL

Galerie Yves Lambert, 108, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 19 février.

ALAIN SYGERS

Galerie JJ Dugny, 57, rue de la République (47-00-10-94). Jusqu'au 24 janvier.

FLORENCE VALAY

Sculptures. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 28 février.

LA DÉFENSE

Un siècle de vêtements allemands. Galerie de l'Épave, 41, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'au 14 février.

IVRY

Vladimir Skoda, CREDAC, Galerie Fernand Léger, 89 bis et 93, avenue Georges-Clemenceau (46-70-15-71). Jusqu'au 25 janvier.

JOUY-EN-JOAS

Donatien Gaudier, Jérôme Mazart, Steven Pollack, Jean-Philippe Astaldi, Paul Collin, Fondation Cartier pour l'art contemporain, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Jusqu'au 22 février.

MONTREUIL

30 ans de théâtre vu par les yeux d'André Gide. Centre des expositions, Place Beuchef-Foch (48-57-57-72). Jusqu'au 25 janvier ; BRYETEN, Rétrospective. Bibliothèque municipale R. Doreau, 5, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'au 22 février.

PONTONNE

Hommage à Serge Chermayne, Peintures d'André Gide. Jusqu'au 22 février. Musée de la Ville de Paris, 13, av. de la République. Jusqu'au 22 février.

SAINT-DENIS

Deutscher Kunstverlag, Galerie Göttinger-Lang, Salomon, 57, rue de Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 7 février.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

La Lorraine d'après Pissarro. Musée des antiquités nationales (34-51-33-45). Jusqu'au 23 février.

En province

ANTHÈS. Tournesols (Coy, Pissarro). Château Grimaldi. Jusqu'au 30 janvier.

ARLES. Alain Chénant

Abbaye de Montmajour (90-54-64-17). Jusqu'en avril 1987.

ARRAS. Bernard Montaudou

Noirrot, 6 et 9, rue des Capucins (21-71-30-12). Jusqu'au 1^{er} mars.

AUBUSSON. Daniel Hamon

Centre culturel et artistique. Jusqu'au 12 février.

BORDEAUX. Wolfgang Loh

Art contemporain. Entrepôt Loh, 1, rue de la République (76-34-09-52). Jusqu'au 22 février.

CAEN. Les graveurs de Venise au XVIII^e siècle

Une collection de gravures. Musée des beaux-arts, dans l'annexe du château. Jusqu'au 24 avril.

CLUSES. Pierre Baudouin

Centre d'art de Flaine (30-60-43-64). Jusqu'au 22 février.

GRENOBLE. Magali

Art contemporain. Musée de la culture, 4, rue Saint-Jean-de-Port (46-41-51-79). Jusqu'au 7 février.

L'ESLE-GUR-LA-SORGUE

Exposition et perspectives. Hôtel Donatien de Camprodon, 20, rue du Docteur-Falck. Jusqu'au 1^{er} mars.

LYON. Collection Ludwig

Musée d'Art contemporain, 16, rue de la République (78-30-50-66). Jusqu'au 24 février ; Antea, Pissarro, Tintoret, Elia, centre d'écritures de l'écriture (78-42-37-39). Jusqu'au 22 février.

MARCOEN-BAREUIL

Le groupe de Rodin (1946-1986). Fondation Souterrain (20-46-26-37). Jusqu'au 30 janvier.

MARTIGUES. Jean Pissarro

Estampes 1923-1984. Musée J. B. de 14 juillet (42-80-66-06). Jusqu'au 15 février.

MULHOUSE. Marc Ribaud

Photographies. Musée de la Ville de Mulhouse, 7, rue A.-Sagot. Jusqu'au 1^{er} février.

NANCY. Gaudier

Dessins originaux et de l'album des dessins et estampes. Musée des Beaux-Arts, place Stanislas. Jusqu'au 2 mars.

NANTES. Jean Chastrol

Musée départemental de Loire-Atlantique, Musée T. Doreau, Place Jean-V (40-89-34-32). Jusqu'au 28 février.

NEMOURS. « Comme Archéologie »

Shane Noll et Jean-Paul Kiechler. Musée de la Préhistoire, avenue de Stalingrad (64-28-40-57). Jusqu'au 28 février.

NICE. François Diderot

Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola (93-30-83-87). Jusqu'au 9 février ; Henri Matisse, Ajaccio-Toulon. Une collection de peintures 1898-1899. Musée Matisse, 164, avenue des Arènes (93-81-59-57). Jusqu'au 1^{er} février.

OULHES. Le retour de la peinture

sculptée en France au XIX^e siècle. Henry Doreau. Musée Saint-Croix. Entrée rue Simplicien. Jusqu'au 9 mars.

RENNES. François Diderot

Peintures et œuvres sur papier. Musée des Beaux-Arts, 20, quai E.-Zola (93-28-55-85). Jusqu'au 9 février ; Dessins français du dix-neuvième siècle. Collection F. de la Mairie de Rennes d'Assurance. Du 21 janvier au 27 avril.

ROANNE. Joseph Diderot et l'Égypte

Collection d'antiquités égyptiennes du musée. Musée Joseph-Diderot, 22, rue Anatole-France (77-71-47-41). Jusqu'au 29 mars.

TOULON. Charles de Tournes

Jusqu'au 15 mars ; Daniel Meyer. Jusqu'au 15 février. Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc (94-93-15-54).

VILLEURBANNE. Daniel Borel

Le Nouvel Art. 11, rue du Docteur-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 15 février.

CINEMA

Les films nouveaux (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
MERcredi 21 JANVIER

16 h, *Le Pêcheur* de R. L. Lemaire ; 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

JEUDI 22 JANVIER

16 h, *Howard de Silva* ; les Amants de la nuit, de R. L. Lemaire ; 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

VENDREDI 23 JANVIER

16 h, *Paul Steward* ; *Twelve O'Clock High* (Un homme de fer), de H. King ; 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

SAMEDI 24 JANVIER

Hommage à la Cinéma-thèque des Américains : 15 h, *Flam* ; 17 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

DIMANCHE 25 JANVIER

15 h, *Gaston Biju* ; 17 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LUNDI 26 JANVIER

20 h 30, *En avant-première et en présence d'E. Klinev et A. Petrov* : les Affiliés à Mattar.

MARDI 27 JANVIER

16 h, *Broderick Crawford* : *Deux la grande du jour*, de R. Parvillat ; *Hommage à Fred Wiseman* ; 19 h, *Ensemble* ; 21 h, *Ensemble*.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

MERcredi 21 JANVIER

15 h, *Hommage à la Cinéma-thèque des Américains* : 15 h, *Flam* ; 17 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

JEUDI 22 JANVIER

15 h, *Hommage à la Cinéma-thèque des Américains* : 15 h, *Flam* ; 17 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

VENDREDI 23 JANVIER

15 h, *Hommage à la Cinéma-thèque des Américains* : 15 h, *Flam* ; 17 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

SAMEDI 24 JANVIER

15 h, *Hommage à la Cinéma-thèque des Américains* : 15 h, *Flam* ; 17 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

DIMANCHE 25 JANVIER

15 h, *Hommage à la Cinéma-thèque des Américains* : 15 h, *Flam* ; 17 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LUNDI 26 JANVIER

15 h, *Hommage à la Cinéma-thèque des Américains* : 15 h, *Flam* ; 17 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

MARDI 27 JANVIER

15 h, *Hommage à la Cinéma-thèque des Américains* : 15 h, *Flam* ; 17 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; *Nightfall*, de J. Tourneur ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Cinéma et littérature au Japon

MERcredi 21 JANVIER

14 h 30, *Toussie de printemps*, de Kiyuna Seijiro ; 17 h 30, *La chambre de la nuit*, de T. Oshida ; 20 h 30, *L'Amour à vingt ans*, de T. Oshida ; 21 h 30, *Passions juvéniles*, de Nakahara K.

JEUDI 22 JANVIER

14 h 30, *La fleur pâle*, de Shinoda Masahiro ; 17 h 30, *Le tombeau des fleurs*, de T. Oshida ; 20 h 30, *L'Amour à vingt ans*, de T. Oshida ; 21 h 30, *Passions juvéniles*, de Nakahara K.

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMIE MORTELLE, film américain de Wes Craven (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

LA MOUCHE, film américain de David Lynch (v.a.) : 19 h, *Carte blanche à Pierre-William Glém* ; 21 h, *Hommage à Fred Wiseman* ; *High School*.

EN DIRECT DE L'ESPACE (A. v.) : La Gode, 19 (42-05-06-07).

L'ÉTAT DE GRACE (Fr.) : Forum Arc-en-ciel, 19 (42-05-06-07).

DOWN BY LAW (A. v.) : Gaumont Opéra, 19 (42-05-06-07).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : UGC Berrin, 19 (42-05-06-07).

LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Opéra, 19 (42-05-06-07).

LA REINE DES NEIGES, LE DÉSEPT ET L'ENFANT (Sov. v.) : Cosmos, 19 (42-05-06-07).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.) : Grand Pavois, 19 (42-05-06-07).

LA SACRIFIÈRE (Franco-Sov.) : Cosmos, 19 (42-05-06-07).

SALE DESTIN (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LA VIE DISSOLUE DE GÉRARD FLOU (Fr.) : Forum Horizon, 19 (42-05-06-07).

LE PASSAGE (Fr.) : UGC Normandie, 19 (42-05-06-07).

PEQUY SUE S'EST MARIÉE (A. v.) : Gaumont Opéra, 19 (42-05-06-07).

LA TRAVIATA (Il. v.) : Grand Pavois, 19 (42-05-06-07).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) : Cosmos, 19 (42-05-06-07).

VOUS NE L'EMPORTERIEZ PAS AVEC VOUS (A. v.) : Cosmos, 19 (42-05-06-07).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.) : Cosmos, 19 (42-05-06-07).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Cosmos, 19 (42-05-06-07).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 21 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

BONNE AFFAIRE SINGER

MACHINE A COUDRE SAMBA 2

- Bros libre
- Point zigzag jusqu'à 5,8 mm
- Point droit

99F

PAR MOIS OU

1595F - 300F = **1295F**

AU COMPTANT

* 15 versements de 99F. Coût total ordi. SFRAC 190F (fig. 17,83% + frais forfaitaires et courants).

600 magazines, 1500 crins élastiques

SINGER

Fast sewing

20.35 Série : Marie Perenchio. Avec Danielle Bréhenne.

21.35 Documentaire : Autoportraits : François Mitterrand. De Pierre Jouve et Ali Magoudi. Après Jacques Chirac, la semaine dernière, c'est au tour du président de la République de se livrer à une introspection. Il parle de la mort, de l'antéité, du pouvoir et de la religion.

22.35 Paris-Dakar : résumé.

22.40 Journal.

23.00 Ciné-club : le Mur ■ Film de Yılmaz Güney (1983), avec Tuncel Kurtiz, A. Emel Mezi, Malik Berrichi, Nicolas Hoeslin, Isabelle Tassier. Dans une prison de côté d'Ankara, des enfants de dix à dix-sept ans, jeunes délinquants brisés et traités en esclaves, finissent par se révolter.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.35 Variétés : Le grand échiquier. Emission de Jacques Chancel.

CE SOUP AU GRAND ÉCHÉQUIER

ERIC LELANN

NOUVEAU FILM 1987

MALAVOY

AU CINÉMA

Jeudi 22 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

13.50 Série : La croisière s'amuse.

14.40 Feuilletton : Issara (14^e épisode).

15.15 Quarté à Vincennes.

15.30 Ravi de vous voir.

16.00 Série : Alfred Hitchcock présente... 16.30 Ravi de vous voir (suite).

17.00 Variétés : La chance aux chansons.

17.25 La vie des Botes.

18.00 Arrivée du Paris-Dakar.

19.05 Feuilletton : Santa-Barbara.

19.40 Cocorocoboy.

20.00 Journal.

20.30 Questions à domicile. Emission de Pierre-Luc Séguin, Anne Sinclair et Alexandre Turtu. Chez Laurent Fabius, ancien premier ministre, député de Seine-Maritime.

21.50 Série : Colombo.

22.25 Paris-Dakar : résumé.

23.30 Journal.

23.55 Magazine : C'est à lire. Emission de Lucie Perrot.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

13.45 Feuilletton : Le riche et le pauvre.

14.35 Magazine : Ligne directe.

15.35 Feuilletton : Lili, petit à petit.

16.05 C'est encore mieux l'après-midi.

16.35 Récit A2.

18.05 Série : Ma sorcière bien-aimée.

18.30 Magazine : C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.15 Actualités régionales.

19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.

20.00 Journal.

20.25 D'accord, pas d'accord.

20.35 Cinéma : S.O.S. Titanic ■ Film britannique de Billy Hale (1979), avec David Jansen, Cloris Leachman, David Warner, Sean Schemm, Ian Holm, Helen Mirren. Le film est bien une catastrophe par son budget réduit, son scénario et ses personnages inconvaincants, ses effets spéciaux mal fichus.

22.20 Magazine : Résistances. De Michel Housier, présenté par Noël Mamère. Thème : « Les sans-abri » : Les sans-abri aux USA ; Les sans-abri de la guerre en Thaïlande ; Les sans-abri des cathédrales ; Les architectes sans frontières au Cameroun ; La santé des sans-abri en France ; Journal des droits de l'homme ; Le carrefour des volontaires.

23.35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

14.00 Magazine : Thalassa (diff.).

14.30 Magazine : Horizon.

16.00 Documentaire : Architecture et géographie sacrées.

17.00 Feuilletton : Demain l'amour.

17.25 Dessin animé : Lucky Luke.

17.30 Dessin animé : Belle et Sébastien.

18.00 Inspecteur Gadget.

18.20 Feuilletton : Flipper le dauphin.

18.50 Juste ciel, petit horoscope.

19.00 Le 19-20 de l'information (et 19.35).

19.15 Actualités régionales.

19.55 Dessins animés : Ulysse 31.

20.05 Les jeux à Mulhouse.

20.35 Cinéma 16 : Le prix d'un homme. Téléfilm de Guy Joré.

Invités : Henri Salvador, le groupe autillais Malevol, Jean Le Poultin, Laurent Voulzy, Diane Toll, Raymond Gimenez, Alain Chamfort, Christophe Lantier, Raymond Doves, Jean-Pierre de Barba, Richard Anconina, les frères Hadjadj, François Dorin, Paul Miski, Fabienne Thibaut, Sabine Fattori, Yves Dattell, Ivry Gitis, Eric Le Lun, Maurice Vander.

23.30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20.35 Variétés : C'est aujourd'hui demain. Emission de Guy Lux.

21.55 Magazine : Thalassa.

22.45 Journal.

23.15 Variétés : Bleu outre-mer. Avec Frédéric Lodolci, violoncelliste, Georges Rabol, pianiste, et Alain Jean-Marie, pianiste de 0.05 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Catch 22 ■ Film américain de Mike Nichols (1970), avec Alan Arkin, Anthony Perkins, Paul Prentis, Orson Welles, Jack Gifford, Martin Balsam. 1944. Un camp de bombardiers américains en Italie. Un colonel porte les hommes au bord de la folie en multipliant les missions. Féroce satire de la vie militaire avec un humour noir proche de MASH, tourné la même année. 22.55 Flash d'information. 23.00 Valley-hall : Coupe d'Europe. Montpelliér-Parme (en direct de Montpellier). 1.00 Cinéma : Une femme en Afrique ■ Film français de Raymond Depardon (1985), avec Raymond Depardon, François Permet. 2.30 Magazine : Hollywood stars.

LA « 6 »

20.30 Téléfilm : Rumeurs de guerre. 22.25 Série : Supercopier. 23.25 Série : Les Grands. 0.15 Téléfilm : Rumeurs de guerre. 2.10 Série : Supercopier.

TV 6

20.30 Séries : La grande vallée : Les chevaliers du ciel ; Destination danger ; Au cœur du temps.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antiquités. La vie culturelle à Alger, 1900-1950. 21.30 Musique traditionnelle. Guila Beshari, directrice de la tradition du chant religieux yéménite. 22.30 Les nouvelles. La nuit et le moment ; Fretail d'acier. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 janvier à la Grande Halle de La Villette) : Le touban de Couperin, de Ravel ; Concerto pour violoncelle et orchestre (d'après le Concerto pour clavier en ré mineur, de Mozart), de Schoenberg ; Les tableaux d'une exposition (orchestration Maurice Ravel), de Moussorgski, par l'Orchestre national de France, dir. Ebluhabu ; sol. Maurice Godreau, violoncelle. 22.30 Les nouvelles. Le France-Musique. Yvonne Lefebvre raconte... ; 23.05. Jazz-Club.

Invités : Bernard Haller, Pascale Roberts, Gabriel Castand, Paul Rieger.

22.05 Journal.

22.35 Magazine : Montagne.

23.00 Sports et Loisirs.

Arrivée du Rallye de Monte-Carlo.

23.40 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : P.R.O.F.S. ■ Film français de Patrick Schmitz (1985), avec Patrick Bruel, Fabrice Luchini, Christophe Bourseiller, Laurent Gancelon, Martine Sarcey, Yolande Gilot. 15.45 Cinéma : Philadelphie Experiment ■ Film américain de Stewart Raffill (1984), avec Michael Park, Nancy Allen, Eric Christmas, Bobby Di Cicco. 17.25 Série : Triangle en hermine. 18.00 Flash d'information. 18.05 Dessin animé. 18.15 Les 15 affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.55 Flash d'information. 20.05 Starquest. 20.30 Les trépassés. 20.35 Cinéma : Grizzly, le maître de la forêt ■ Film américain de William Girdler (1975), avec Christopher George, Andrew Prine, Richard Jancsek, Jean McCall, Joe Donay. Un grizzly géant menace les visiteurs d'un parc national américain. On assiste de l'extérieur. Cartes, fantasme d'un ennemi de la civilisation dans une méditerranée d'été des Dents de la mer. 22.00 Flash d'information. 22.10 Cinéma : L'homme qui en savait trop ■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1956), avec James Stewart, Doris Day, Daniel Gelin, Brenda de Banzo, Bernard Miles, Christopher Olsen, Reggie Nadel (p.n.). 0.05 Cinéma : Massacre dans une tralle fantôme ■ Film américain de Tobe Hooper (1981), avec Elisabeth Berridge, Cooper Huckabee, Miles Chapin, Largo Woodruff, Sylvia Miles. 1.40 Jeu : Shanghai-Paris.

LA « 5 »

13.20 Série : Les Grands. 14.20 Série : Kojak. 15.20 Série : Chica. 16.15 Série : K 2000. 17.15 Série : Sésame, fais-moi peur. 18.15 Série : Supercopier. 19.10 Série : Les heures de la nuit. 20.30 Téléfilm : Les heures de la nuit. 23.15 Série : Les Grands. 0.10 Série : Supercopier. 1.05 Série : Kojak. 2.50 Série : Les Grands.

TV 6

14.00 6 Tonic. 17.00 Systèmes 6. 18.50 NRJ 6. 19.40 Série : Max la meute. 20.10 Feuilletton : Le temps des copains. 20.30 Cinéma : Casablanca, nid d'éspions ■ Film français d'Henri Decoin (1963), avec Sara Montiel, Maurice Ronet. A Casablanca en 1942, un groupe de résistants français lutte contre le Gestapo. Rien à voir avec le film mythique de Michael Curtiz, Bogart et Bergman. Primitif à l'extrême et à l'atmosphère exotique. La mise en scène est assez mauvaise. Sara Montiel en chanteuse de cabaret espionne est la véritable attraction. 22.05 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Malte, de Lazarus Korymbi. 21.30 Musique : éducation. Free rock au Festival Chantay-Villeneuve, le 29 août 1986 : Night and day. 22.30 Nuits musicales. La nuit et le moment ; Ruis du monde. 0.10 Du jour au lendemain.

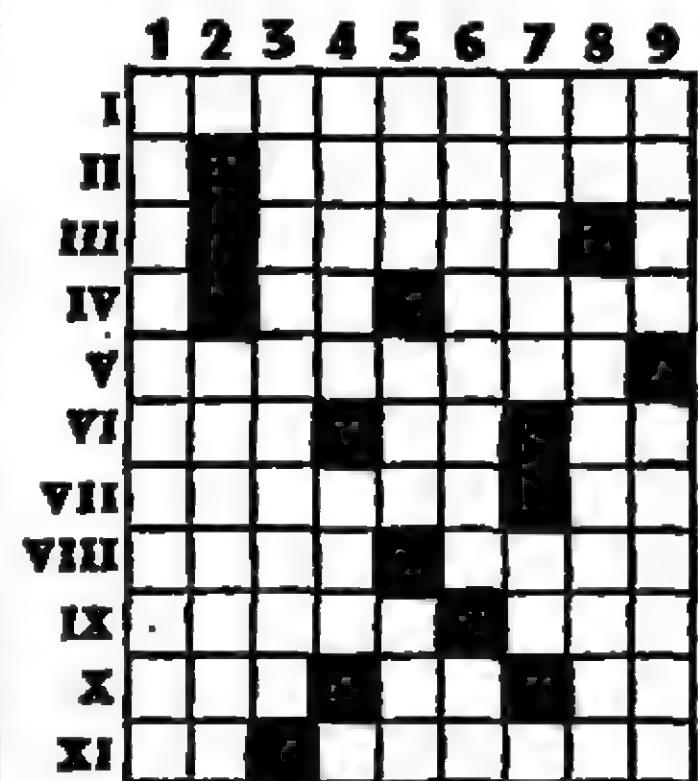
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Suite n° 2 de Clémenceau ; Toccata, adagio et fugue en ut mineur, BWV 564, de Bach ; Suite gothique, op. 25, de Beethoven ; Prélude et fugue n° 1 en si majeur, op. 7, de Dupré, par Jacques Taddéi, orgue. 23.00 Les séries de France-Musique.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4404



HORIZONTALEMENT

1. Une manière de remercier peu amicale. - II. Respectable ou clownesque. - III. Travailleurs égarés. - IV. Abréviation. - Doublés. - V. Passer à l'action. - VI. Peut se dire en chariot. Note. Entament un ultimatum. - VII. Bâtiment accueillant des brebis. Lettre grecque. - VIII. Fait son apparition. N'est pas à ranger parmi les lieux communs. - IX. Ville du Péloponnèse. La marque des rois. - X. Aux Pays-Bas comme au Nigéria. Chef de rayon. Certains se suivent en formant une colonne. - XI. Personnel. Bien disposé.

VERTICALEMENT

1. Opérations à cœur ouvert. - 2. N'a donc pas beaucoup de présence d'esprit. - 3. Dans les affaires, c'est une sécurité. - 4. Est connu pour sa petite taille. Fin de service. - 5. Dédoublement de la personnalité. Sans effets. Spécialité médicale. - 6. Superstructures de navires. D'un auxiliaire. - 7. Une fin ou un moyen. Personnel. - 8. Conjonction. Fait bourgeoiser en toute saison. - 9. Piège. Bombardeur partagé.

Solution du problème n° 4403

Horizontalement
1. Abdiquer. - II. Bois. Roua. - III. Roua. Agnel. - IV. Elbe. SI. - V. Vol. Out. - VI. Héritage. - VII. AT. Ace. - VIII. Team. San. - IX. Raceuse. - X. Orage. An. - XI. Naze. Tout.

Verticalement

1. Abréviation. - 2. Boulot. Râ. - 3. Diable. Aret. - 4. Le Ramage. - 5. OAS. Se. - 6. Urgente. Est. - 7. Eon. Tism. - 8. Rues. East. - 9. Alignement.

GUY BROUTY.

Solidarité

La crèche des lépreux

Mal très ancien (une momie égypte datant du cinquième siècle avant notre ère en porte les traces), la lèpre a toujours suscité l'horreur par les terribles mutilations qu'elle entraîne et sa contagion. Considérée comme impur aux Indes, isolé dans des maladreries au Moyen Âge et obligé de signaler sa présence par une crocette, le lépreux est au banc de la société.

On n'en est plus à nos jours. Il n'en reste pas moins qu'il y a encore, au vingtième siècle, quinze millions de lépreux dans le monde. Si la maladie est, à l'heure actuelle, essentiellement tropicale (Afrique, Asie et Amérique latine), il y a environ trois mille lépreux en France, et le service de l'éprouvette de l'hôpital Saint-Louis, créé en 1932, est toujours en activité.

Or il est maintenant possible d'ériger la maladie par un dépistage précoce grâce à des tests immunologiques et à une vaccination des sujets sains dans les pays à risque. Enfin, le traitement par poly-chimiothérapie, appliqué rapidement, s'il n'empêche pas la survenue de toutes les infirmités liées à la lèpre, peut protéger des atteintes les plus graves. Les œuvres hospitalières de l'ordre de Malte et la Fondation Raoul-Follereau feront appel à la générosité du public le dimanche 25 janvier, journée mondiale de la lèpre. 150 F. prix d'un vaccin, permettent de sauver un être humain de la lèpre.

★ Fondation Raoul-Follereau, 31, rue de Dantzig, 75015 Paris. Tél. : 48-28-72-42. CCP 2929 P Paris.

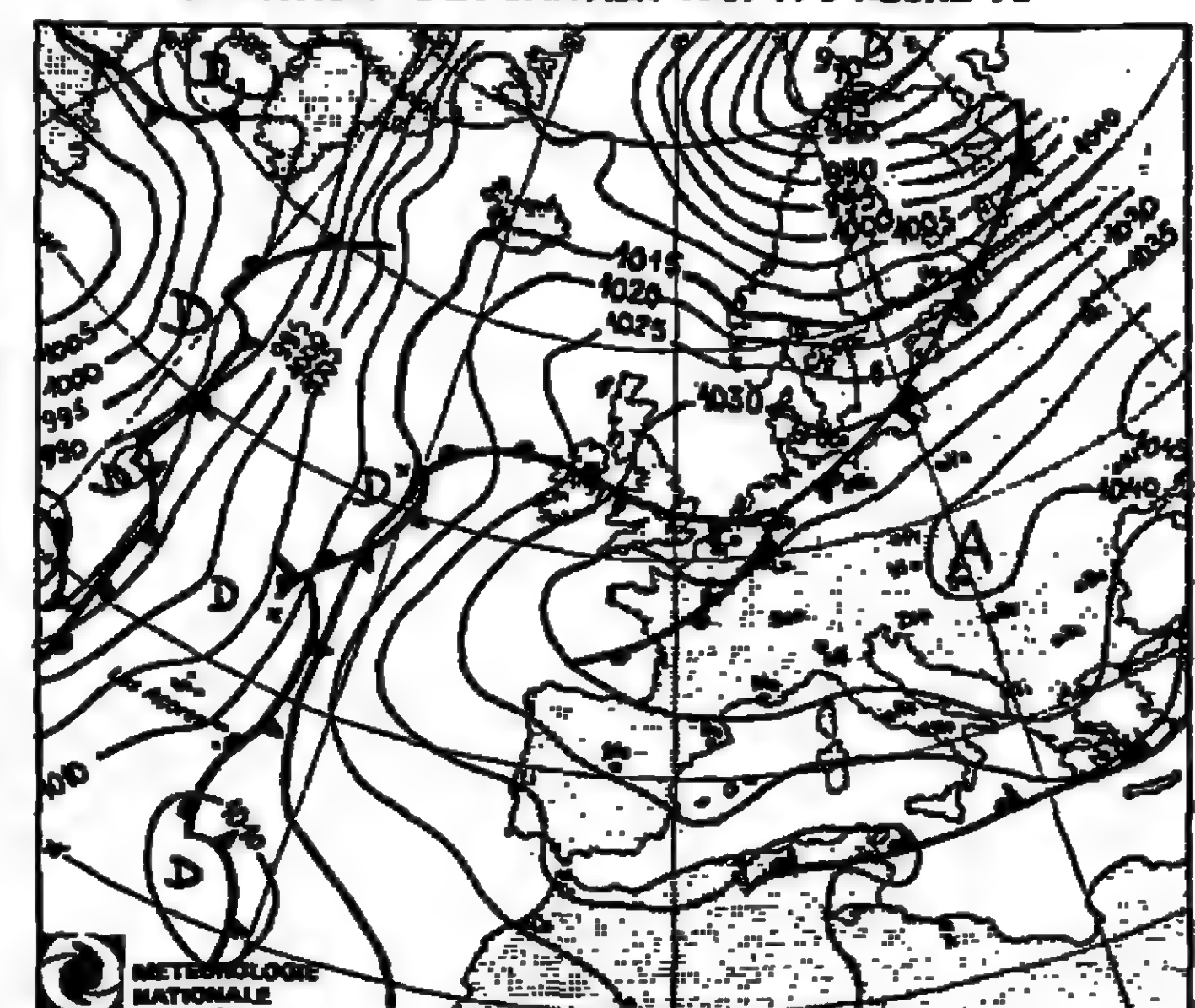
★ Œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte, 92, rue du Ranelagh, 75787 Paris Cedex 16. Tél. : 45-20-60-20.

● FRANCE-QUÉBEC : dialogue entre associations. - Pour favoriser la coopération internationale, l'Office franco-québécois pour la jeunesse organise des échanges entre membres d'associations poursuivant des buts semblables. L'Office se charge notamment de trouver des partenaires. Le séjour, d'une dizaine de jours, de part et d'autre, à partir de la découverte et de l'intégration au milieu. Les candidatures doivent être déposées avant le 6 février.

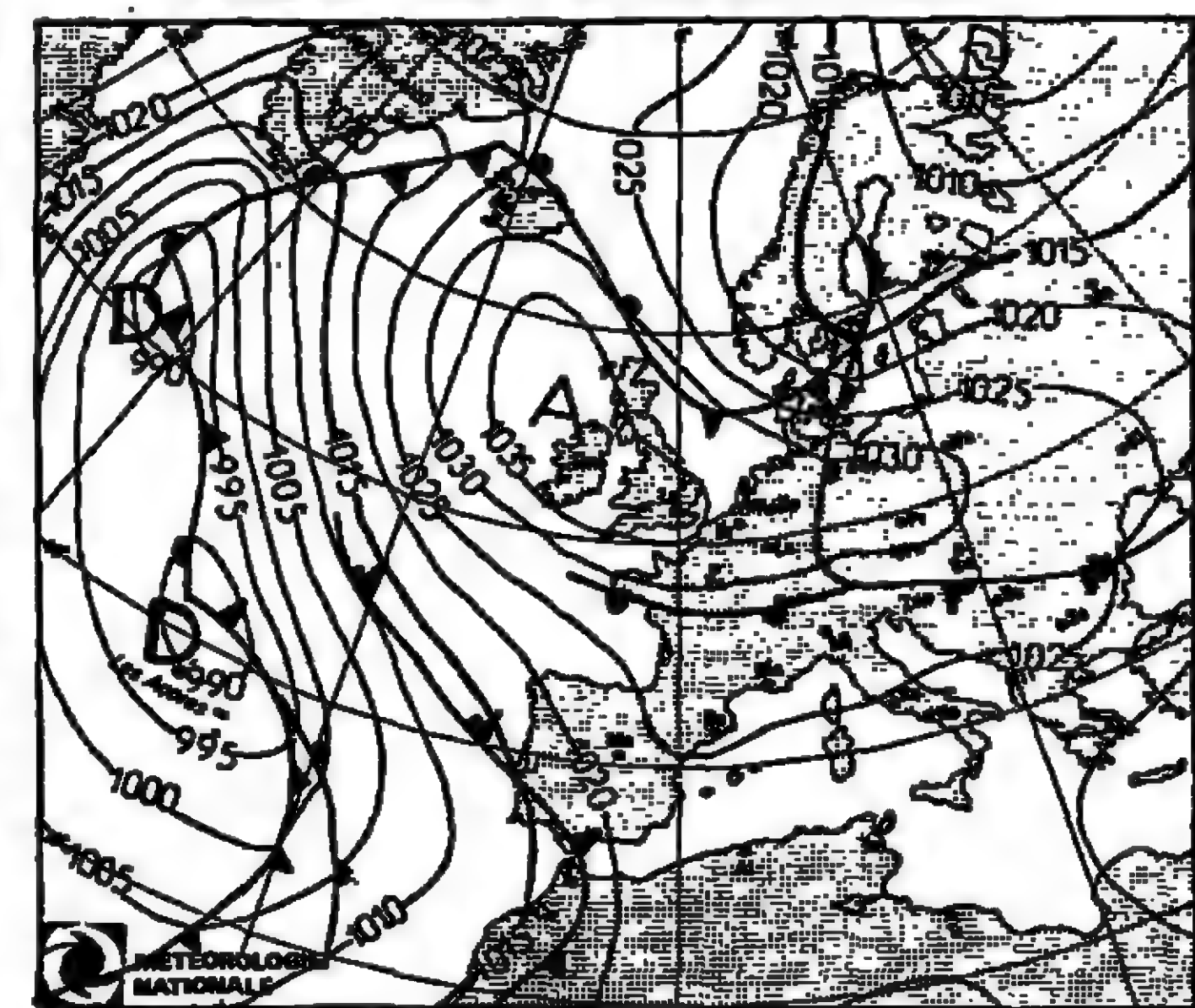
★ Renseignements auprès de l'Office, 5, rue de Logelbach, 75047 Paris Cedex 17. Tél. : (16-1) 47-66-04-76.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 JANVIER 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 JANVIER À 0 HEURE TU



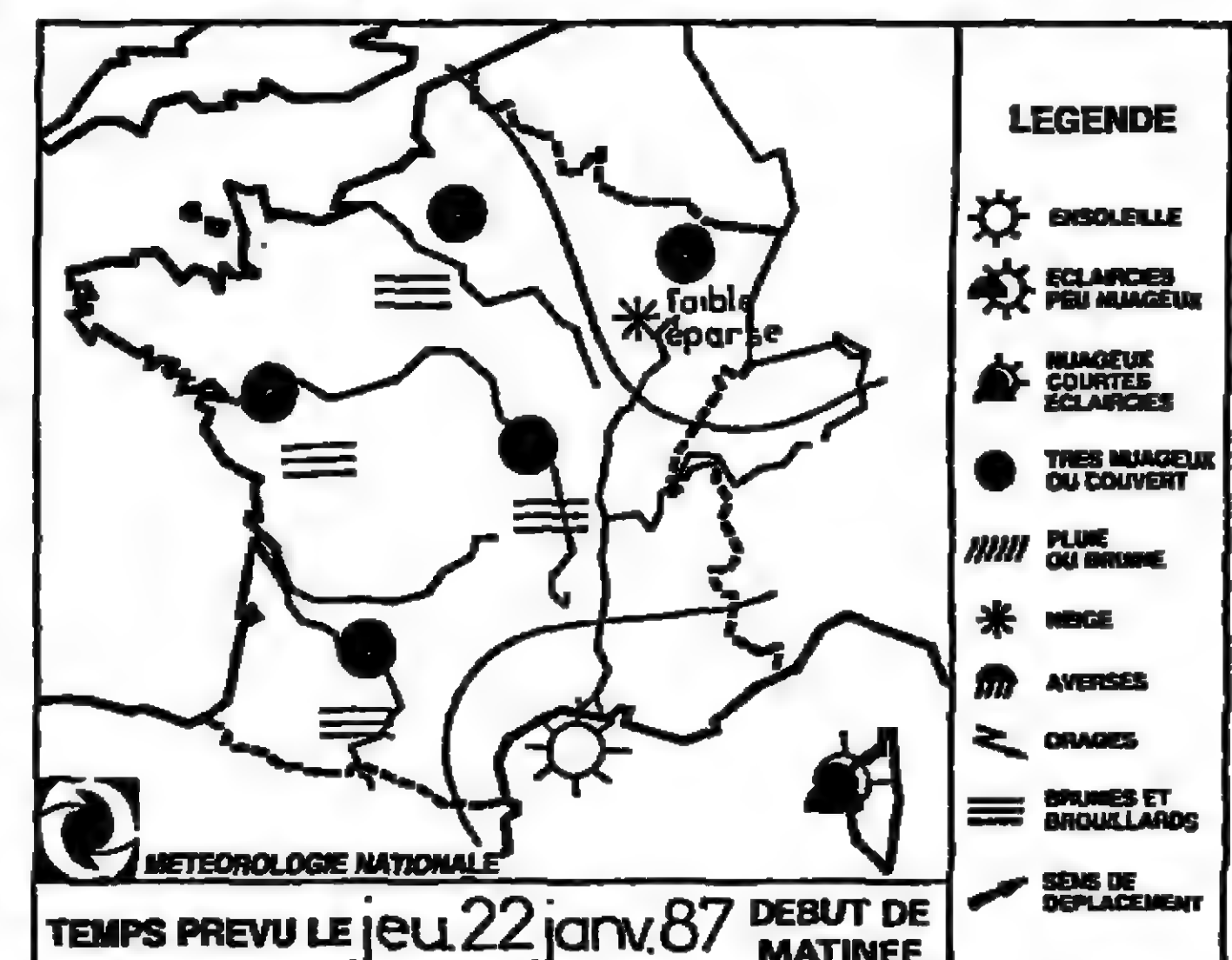
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 21 janvier à 0 heure et le jeudi 22 janvier à 24 heures.

Le champ de pression restera nettement anticyclonique sur la France, maintenant un temps stable peu évoluant. Le courant perturbé qui contourne l'anticyclone n'apportera que de faibles précipitations sur quelques régions.

Le temps sera ensoleillé toute la journée sur les régions méditerranéennes. En Corse, le ciel sera variable. Ailleurs, le temps sera encore gris avec le matin des brouillards épais, puis du Nord et des Ardennes au Bassin parisien et à la Normandie, un peu de bruine sur le Nord, de neige faible sur le Nord-Est. Mais on trouvera déjà des éclaircies sur le sud des Alpes et en altitude dans les Pyrénées et le Massif Central. L'après-midi, les brumes faibles concerneront les régions voisines de la Manche et les petites chutes de neige les régions du Nord-Est à la Savoie. Quelques éclaircies supplémentaires apparaitront, plutôt de la Vendée au Sud-Ouest.

Jeudi : Les gelées nocturnes seront du même ordre que la nuit précédente, avec - 5 à - 6 degrés dans le Nord-Est, - 6 à - 9 degrés dans le Massif Central, localement - 12 degrés, - 3 à - 5 degrés sur les autres régions de l'intérieur, - 1 à - 4 degrés sur les côtes de l'Atlantique et du Roussillon aux Bouches-du-Rhône. Sur les côtes de la Manche, les minima avoisineront 0 degré, sur celles de Provence, Côte d'Azur et Corse, 3 à 5 degrés.

Les maxima resteront négatifs seulement du Nord-Est aux Alpes du Nord, avec - 1 à - 3 degrés. On trouvera 2 à 4 degrés près de la Manche, 8 à 13 degrés sur le pourtour méditerranéen, 0 à 2 degrés ailleurs.



TEMPS PRÉVU LE jeu 22 janv. 87 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Values extrêmes relevées entre le 20-1 à 6 h TU et le 21-1-1987 à 6 h TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES
AMBOISE ... 13 5 N	TOULOUSE ... - 3 - 5 C	LUXEMBOURG ... 3 - 7 B
MARSEILLE ... - 1 - 3 C	PARIS ... 30 17 D	MADRID ... 9 - 5 D
BORDEAUX ... - 3 - 5 C		MARLBOROUGH ... 20 5 -
BOULOGNE ... - 2 - 4 B	ALGER ... 24 3 C	MEXICO ... 27 10 B
BREST ... - 0 - 5 N	AMSTERDAM ... - 2 - 2 P	MILAN ... 8 - 8 B
CAEN ... - 2 - 5 B	ATHINES ... 14 7 D	MONTREAL ... - 9 - 18 C
CLERMONT ... - 1 - 2 B	BANGKOK ... 32 25 C	MOSCOW ... 5 - 11 A
CLERMONT-FERR. ... - 4 - 6 C	BARCELONE ... 11 1 N	NEW-YORK ... 3 - 8 C
DIJON ... - 1 - 5 C	BEIRUTH ... - 3 - 4 C	OSLO ... - 2 - 10 C
GENÈVE ... - 1 - 3 B	BELLEVILLE ... - 10 - 13 C	PALM-BEACH ... 12 2 P
LIÈGE ... - 4 - 6 D	BREITENBURG ... - 3 - 4 D	PEKIN ... 1 - 6 B
LIMOGES ... - 3 - 5 B	LE CAIRE ... 21 13 D	RIO-DE-JANEIRO ... 28 22 D
LYON ... - 3 - 5 B	COPENHAGUE ... - 8 - 9 P	ROME ... 5 5 C
MADEIRA ... - 5 - 4 D	DAKAR ... 23 18 N	SINGAPOUR ... 31 25 A
NANCY ... - 2 - 5 B	DELHI ... 21 9 D	STOCKHOLM ... - 5 - 6 A
NANTES ... - 3 - 3 C	DURBAN ... 14 3 D	TOKYO ... 24 30 P
NICE ... 15 5 N	GENÈVE ... - 2 - 3 C	YOKOHAMA ... 6 9 D
NIMES ... - 1 - 3 B	HANOI ... 17 16 N	
ORLÈANS ... - 4 - 5 C	ISTANBUL ... 4 3 C	
PERPIGNAN ... - 7 - 5 D	JERUSALEM ... 22 8 D	
RENNES ... - 3 - 3 C	LEZANNE ... 14 3 B	
STRASBOURG ... - 4 - 5 C	LONDRES ... 2 1 B	
STRASBOURG ... - 2 - 4 P		

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Communication

Conflits, dépôts de plainte et guerre de communiqués

Tension dans les imprimeries parisiennes

La tension monte dans les imprimeries parisiennes. Elle est liée à l'attente de jugements, sans cesse différés, qui devraient prochainement fixer leur sort. Elle se traduit par de vifs affrontements entre patronat de la presse et syndicat du Livre-CGT, comme c'est le cas à l'imprimerie de la presse nouvelle (IPN) — en règlement judiciaire depuis juin — et par une guerre de déclarations entre organisations syndicales.

Ainsi, au début de semaine, 40 000 exemplaires de l'hebdomadaire *la Vie française*, édité par le groupe AGEFI-la Vie française de M. Bruno Bertez, ont été bloqués dans les entrepôts des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) par le Livre-CGT. Selon la direction du groupe, des exemplaires du journal auraient aussi été attachés des kiosques et éparpillés sur la chaussée. Le syndicat Force ouvrière de la Vie française s'est déclaré indigné « par le comportement de la direction des NMPP qui s'est rendue complice du blocage des 40 000 exemplaires » et a dénoncé des incidents à l'imprimerie L'Avenir graphique de M. Yves Guionex, à Torcy (Val-de-Marne) où la Vie française est fabriquée.

L'action du Livre-CGT s'inscrit dans la logique d'un conflit qui avait démarré, avant Noël, entre M. Bruno Bertez et le syndicat, par une grève de plusieurs jours. Depuis, le Livre-CGT avait dénoncé le retrait de la Vie française de l'IPN et la décision prise par M. Bertez de la faire confier à l'imprimerie L'Avenir graphique. Une initiative qualifiée de « coup de force ». Le syndicat avait également indiqué qu'il ferait pression pour « contraindre M. Bertez à restituer à l'IPN le travail entrant dans le montage industriel permettant la relance de l'entreprise ». La direction du groupe AGEFI-la Vie française a rétorqué que l'hebdomadaire ne pourrait être confondu à l'IPN « et si l'équilibre financier de l'entreprise » était résolu.

YVES-MARIE LABÉ

Nouvelles réactions après l'extinction des poursuites contre M. Hersant

L'abolition accordée à M. Robert Hersant par M. Claude Grelhier, juge d'instruction à Paris, mettant un terme à l'action engagée depuis dix ans à l'encontre du patron du *Figaro* et de la *Socpresse* — holding qui contrôle notamment vingt et un quotidiens et une quinzaine de périodiques — (le Monde du 21 janvier), est abondamment commentée par la presse du mercredi 21 janvier et a suscité de nouvelles réactions. Réactions d'autant plus vigoureuses que M. Hersant peut désormais se présenter « innocent comme l'enfant qui vient de naître », selon ses propres termes, devant la CNCL pour déposer sa candidature au rachat d'une chaîne de télévision.

En premier lieu, c'est le Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT) qui a annoncé, le 20 janvier, qu'il avait décidé de faire appel de la décision du tribunal de Paris. Selon ce syndicat, l'arrêt du magistrat est « contraire aux grands principes constitutionnels », car les infractions ont été « constatées, consommées, aggravées ».

Parmi les autres réactions : « Le CNAL (Comité national d'action laïque) dénonce « cette nouvelle condamnation faite aux puissances financières » et « s'élève contre cette « morale politique » qui annule les patrons de presse coupables d'infraction à la loi ».

« Pour la fédération CFDT de la communication, « la responsabilité prise par la justice est lourde de conséquences pour le pluralisme et la transparence de l'information. Chacun devrait mesurer, à l'heure des bouleversements importants dans l'audiovisuel, combien les concentrations sont dangereuses pour les professionnels, certes, mais aussi pour les lecteurs et les téléspectateurs ».

« La Ligue des droits de l'homme apprend avec stupeur que les procédures engagées — certaines il y a plus de dix ans — pour faire respecter la législation sur le pluralisme et la transparence de la presse à l'encontre de M. Hersant s'achèvent avec une soudaine rapidité ». Dans son communiqué, la Ligue des droits de l'homme « constate la célérité dont il est fait preuve pour faire bénéficier celui-ci d'une loi récente dont le but se révèle bien de lui permettre d'échapper aux poursuites dont il était l'objet et de favoriser le développement, notamment dans l'audiovisuel, de l'entreprise qu'il exerce déjà sur la presse écrite ».

Le mandat de M. Pomonti au conseil d'administration de l'AFP devait se terminer le 9 avril, mais le ministre de la culture et de la communication a considéré que, depuis son départ de l'INA, M. Pomonti n'était plus « une personnalité qualifiée de l'audiovisuel ».

Ce changement intervient deux jours avant le conseil d'administration de l'agence qui se réunira le 22 janvier afin de désigner le futur PDG. Quatre candidats sont en lice : M. Jean-Louis Guillaud, Claude Lemoine, Xavier Larère et Jean-Claude Haldi. Les administrateurs se sont réunis le 20 janvier afin d'examiner chaque candidature.

POINT DE VUE

CNCL : l'épreuve de rattrapage

par Gérard Carles et Jean-Marie Charpentier, secrétaires confédéraux de la CFDT

S'il est vrai que dans l'audiovisuel les vieux démons ne sont jamais loin, l'expérience de la Haute Autorité, malgré quelques difficultés de parcours, a montré qu'il était possible de les tenir à distance pour peu qu'on s'attache à l'indépendance se traduisant en actes.

Il est tout de même paradoxal qu'au moment où la toute nouvelle Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) dispose de pouvoirs étendus et alors que le rôle d'une autorité de régulation n'a jamais été aussi nécessaire dans le paysage audiovisuel de la communication, celle-ci, aussitôt en place, se laisse aller à resserrer des fils distendus entre le pouvoir politique et les médias audiovisuels.

Un oligotant s'est allié avec la nomination des présidents des chaînes nationales de télévision et de radio, certes tous très professionnels, mais tous très politiques.

Divine surprise pour les uns, simple confirmation pour les autres, personne en vérité ne devrait se réjouir de cette situation qui entame la crédibilité d'une telle instance. Si dans les semaines à venir les intentions de restauration et de reprise en main politique des médias se confirment, nous en serons alors revenus à une conception archaïque de la communication, et la CNCL aurait gâché sa maîtrise carte : l'indépendance. Pour autant, un premier faux pas peut toujours se rattraper, à condition que la CNCL le veuille et qu'elle accepte d'exercer librement ses pouvoirs, tous ses pouvoirs.

Une prochaine étape pourrait lui en donner l'occasion. Selon la loi, son rôle devrait être de tout premier plan pour la vente de TF 1 et l'attribution de la Cinq et de TF 6. Y a-t-il quelque chance de ne pas voir se reproduire le même scénario qu'il y a un an lorsque le pouvoir de l'époque distribua des chaînes en catimini ?

Au-delà de la transparence de la procédure et du choix des candidats, la CNCL a vocation à faire valoir le « mieux disant culturel ». La formule sonne un peu creux. En réalité, les treize membres de la CNCL ont toute latitude pour obtenir de la part des « repreneurs » des engagements de production et de programmation qui dépassent largement le cadre des cahiers de charges officiels. Un cahier des charges qui, si l'on se réfère par exemple à l'obligation de programmer chaque année deux cent cinquante heures de fictions et de documentaires d'expression française n'est que contraignant. Tel quel, il laisse à penser une télévision au rabais.

Il revient à la CNCL de faire monter les enchères pour imposer des

quotas de production indispensables à la survie et au développement d'une industrie de programmes nationaux, contribuer à sauver le cinéma en maintenant des horaires et des délais de diffusion suffisamment stricts pour les films, éviter aussi que, par le déferlement de la publicité, les chaînes ne transforment les créateurs en hommes-sandwiches. Elle peut enfin s'assurer de la place de l'information et des conditions du pluralisme. Mais elle peut tout aussi bien ne pas faire preuve d'ambition et laisser les chaînes privées en situation de programme minimum, ce qui ne manquerait pas de tirer vers le bas l'ensemble de l'audiovisuel. De plus, quand on voit les stagiaires et les accords qui se nouent entre les milieux politiques et financiers, on peut s'interroger sur ce qu'il reste d'espace de négociation et de décision à la CNCL pour le choix final des candidats.

Ses exigences, si elle en a, montreront quelle est sa vraie marge de manœuvre par rapport au pouvoir qui suit actuellement de près, de trop près, cette délicate opération. Elle pourrait même, à cette occasion, faire preuve d'audace. Pourquoi, par exemple, ne pas exiger des chaînes privées qu'elles permettent et favorisent l'expression des organismes et associations de consommateurs pour faire contrepoids au cadeau de quinze minutes de publicité par heure accordé aux chaînes privées ? Une innovation qui serait tout à l'honneur de la CNCL, de même que le réajustement des attributions des fréquences. TF 1 dispose à ce jour d'un quart des fréquences TV disponibles. C'est bien plus qu'il ne lui en faut pour assurer une bonne couverture du territoire. Alors que les fréquences sont rares, est-il raisonnable d'attribuer à une chaîne privée un tel patrimoine pour dix ans ? De cette question technique dépend pour une bonne part la configuration de l'audiovisuel des prochaines années, et notamment la possibilité de voir apparaître un jour des télévisions locales.

Que la CNCL exerce ses prérogatives, marque son indépendance, fasse prévaloir une production audiovisuelle de qualité, attribue les chaînes dans des conditions de transparence et avec toutes les exigences qui s'imposent, et elle retrouvera son autorité. En revanche, que les règles minimales d'équilibre et de respect du pluralisme soient méconues dans le choix des candidats acquiescent au bénéfice du « mieux disant politique », que les chaînes en fin de compte soient destinées à n'être que des prébendes dispensées en récompense de bons et loyaux services, alors la télévision perdra beaucoup à ces marchandages à répétition.

Gérard Carles et Jean-Marie Charpentier sont les coauteurs du livre *Le Consommateur dans tous ses états*, Éditions Syros.

Le lancement de « Vidéomag »

Boulimie d'images

Les boulimiques d'images ont, depuis décembre dernier, une nouvelle source à leur disposition : le premier magazine sur vidéocassette.

Vidéomag, projet en gestation depuis deux ans, est né de la rencontre d'une société de production, « Video World News » (VWN), et d'une vedette du petit écran, Yves Mourou. Au sommaire du n° 2 du magazine : la croisière jaune, les Schtroumpfs, la nouvelle voiture Peugeot, une interview de Gaudin, etc. Trois heures d'émissions variées, renouvelées chaque mois. La cassette est vendue soit au numéro (57 francs) soit par abonnement (150 francs pour trois mois, 550 francs pour un an). En outre, deux quotidiens régionaux, *le Midi Libre* et *la Montagne* (qui couvrent quinze départements), proposent *Vidéomag* à leurs lecteurs comme magazine mensuel.

Séries, dessins animés, reportages sur le sport, la musique, le tourisme, le cinéma, conseils culinaires, de santé ou de mode, jeux et concours : on vise un public large et populaire, en un mot, familial. Le critère pour choisir les émissions ? L'écrit et le divertissement. Surtout rien qui puisse choquer.

Pour être viable financièrement, *Vidéomag* doit atteindre une diffusion de 100 000. A ce jour : 65 000 clients, dont quinze mille abonnés. En fait, le projet est surtout financé par la publicité. Des spots entre chaque émission et des pages publicitaires dans le livret qui accompagne la cassette — y compris pour les marques (Scotch, Fuji, Sony) qui fournissent les cassettes à VWN. L'astuce consiste à vendre cher une cassette vierge et à offrir un magazine enregistré sur un support qu'on pourra effacer et réutiliser !

Bien que des expériences analogues, aux États-Unis notamment, ne se soient pas révélées concluantes, VWN se dit encouragé par l'accueil du produit sur deux médias et optimiste pour l'avenir. A tel point que, implantée dans les Côtes-du-Nord, l'entreprise emploie trente-trois employés permanents en Bretagne, plus une vingtaine à Paris. Parmi ses actionnaires se trouvent Localat, Alpha Associés, la Société de développement régional de la Bretagne, et d'autres.

« Nous offrons une véritable vidéothèque », déclare M. Sylvain Alpagi, un des responsables de VWN. *Beaucoup de nos documents se passent pas à la télévision, faute de débouchés. Ici, on garde, on découvre pour les plus jeunes, comme les premiers pas de l'homme sur la Lune, ou l'interview du général de Gaulle ».*

ALAIN WOODROW.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M^{me} Anne GIREAU et M. Didier MESOGNON

ont la joie d'annoncer la naissance de

Benoît,

le 10 janvier 1987.

199, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

Mariages

— David MACHOVER et Emma GOLDSCHMIDT

sont heureux d'annoncer leur mariage, dans l'intimité, le 14 janvier.

134, rue Léon-Maurice Nordmann, 75013 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jeanette, Élie BAUR,

survécu le 19 janvier dans sa soixante-troisième année.

De la part des familles : Calvet et Richard, ses cousins germains et de tous ses amis.

La cérémonie religieuse aura lieu, le vendredi 23 janvier, à 16 heures, en l'église Saint-Rémi de Vanves, suivie de l'inhumation au cimetière de Vanves.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Le 16 janvier 1987,

M^{me} Pierre BEZANÇON, née Elisabeth Martelle,

a rejoint

Pierre BEZANÇON,

dans l'attente de la Résurrection.

De la part de : Paul et Louise-Marie Redon, Geneviève Bezançon, Bernard et Josiane Oudinet, Le Père Jean-Noël Bezançon, Véronique Redon et ses enfants, Jean-Louis et Christine Redon et leur fils, Benoît Redon et ses enfants, Claire Redon, Emmanuel Bezançon.

213 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Rue du Tremisier, 94440 Marolles-en-Brie.

— Le laboratoire de neurophysiologie du Collège de France

a la tristesse de faire part du décès de

M. René CHOCHOLLE,

maître de recherche au CNRS,

survécu le 30 décembre 1986 à Baccos-sur-Selle (Somme).

— Le président, La direction générale,

et le personnel de l'établissement de Paris de la Société lyonnaise de banque,

ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre-Yves de GARY,

directeur central,

survécu à Paris le 19 janvier 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 22 janvier 1987, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

— Lyon, Paris.

Jean ORPHÉE

s'est éteint subitement le 20 janvier 1987.

Amis Guillaud, Pierre Pichot

et leurs familles.

ont la douleur de faire part du décès de

M. François PELLAE,

ancien élève de l'ENI de Quimper, diplômé d'études supérieures de philosophie.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Fougères (Ardennes), le mercredi 7 janvier 1987.

55, bd de La Tour d'Auvergne, 35000 Rennes.

— M^{me} Andrée Pellae, son épouse,

Ses filles Isabelle et Florence,

ont la douleur de faire part du décès de

M. François PELLAE,

ancien élève de l'ENI de Quimper, diplômé d'études supérieures de philosophie.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Fougères (Ardennes), le mercredi 7 janvier 1987.

55, bd de La Tour d'Auvergne, 35000 Rennes.

Naissances

— M^{me} Pierre ROUVILLOIS, M. et M^{me} Gilles ROUVILLOIS

et leurs enfants, M. et M^{me} Hervé ROUVILLOIS et leurs enfants,

M. et M^{me} Antoine ROUVILLOIS et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre ROUVILLOIS,

administrateur en chef de la France d'outre-mer, officier de la Légion d'honneur,

survécu le 16 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Une messe à son intention sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, boulevard Courbet, 83110 Sanary.

— Marianna et Jean Guillemot, Françoise et Jean-Pierre Benhamon, Cécile et Christian De Lage,

ses enfants, Ses neufs petits-enfants, Ses deux arrière-petits-enfants, M^{me} Madeleine Jacques Dreyfus,

sa sœur, Ses neveux, nièces, cousins et cousines, Ses amis, ses collègues,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lise TEISSIER,

née Brail, conseillère d'orientation professionnelle honoraire,

survécue le 17 janvier 1987, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le vendredi 23 janvier à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse, 5, rue Emile-Richard, 75014 Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'Association Français-Migrants Daumessail, 59, avenue Daumessail, 75012 Paris, où elle travaillait encore cette année.

2, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris.

26, rue Chardon-Lagache, 75016 Paris.

76, avenue du Général-Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt.

3, villa Mozart, 75016 Paris.

Erratum

— Dans l'annonce du 27 décembre 1986 concernant le décès de

M. Grégoire LEWIN,

il fallait lire

Clair et Jean-Pierre Page,

et non Elaine et Jean-Pierre Page.

— Dans l'avis de décès de

M^{me} Michel PIROUX,

née Salange Ferry,

la famille nous prie de préciser qu'il faut bien lire :

De la part de : M^{me} Serge Ferry.

Remerciements

— Les familles Bernard et Arnaud, Kateb Yacine,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui leur ont adressé à leur douleur leur soutien.

Jacqueline ARNAUD.

— M^{me} Louis Mouton,

sa mère, M^{me} Paul Phalippou,

sa belle-mère, Le Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France,

remercient vivement toutes les personnes qui leur ont adressé un message de sympathie lors du décès de

M^{me} Paulette PELLAIPOU,

directrice générale du CNCECF.

Communications diverses

— Au cours de sa séance du 16 janvier 1987, l'Académie des sciences d'outre-mer a procédé à la réception du R.P. Jean Déjean, spécialiste des littératures maghrébines, qui a fait l'éloge de son prédécesseur le R.P. Augustin Berger, ancien directeur de l'enseignement catholique au Cameroun et au Gabon.

Présidé par le professeur Xavier de Planhol, M. André Miquel, directeur de la Bibliothèque nationale, a fait une communication sur « quelques aspects de la ville dans la géographie arabe du dixième siècle ».

— Des poèmes de Luis Mazon seront lus par Claude Copfion, Alain Cuny et l'Institut au cours d'une rencontre organisée le jeudi 22 janvier, à 18 h 30, à la Maison de l'Amérique latine, 217 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 43-22-97-60.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I, mercredi 28 janvier, à 15 heures, amph. 102, 9, rue Mallarmé, M. Jean-Claude Cheyret : « Milieux et foyers de peuplement dans l'Empire byzantin de 963 à 1204 ».

loterie nationale

TRANCHE N° DU

TIRAGE DU MARDI 20 JANVIER 1987

LE NUMÉRO 105169

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 865

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

GAGNENT 1 500,00 F

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 21 janvier 1987 :

DES DÉCRETS

— N° 87-29 du 8 janvier 1987 relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois de personnels civils de l'Etat.

UN ARRÊTÉ

— Du 14 janvier 1987 portant création du certificat d'aptitude professionnelle de cuisinier.

Au conseil d'administration de l'AFP

M. Pomonti est remplacé par M^{me} Langlois-Glandier

Le ministère de la culture et de la communication vient d'avertir M. Jacques Pomonti, ancien président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), qu'il serait remplacé au prochain conseil d'administration de l'Agence France-Presse (AFP) par M^{me} Jeanine Langlois-Glandier. M^{me} Langlois-Glandier, ancien PDG de FR 3 a été nommée à la tête de l'INA par le conseil des ministres du 14 janvier (le Monde du 15 janvier).

Le mandat de M. Pomonti au conseil d'administration de l'AFP devait se terminer le 9 avril, mais le ministre de la culture et de la communication a considéré que, depuis son départ de l'INA, M. Pomonti n'était plus « une personnalité qualifiée de l'audiovisuel ».

Ce changement intervient deux jours avant le conseil d'administration de l'agence qui se réunira le 22 janvier afin de désigner le futur PDG. Quatre candidats sont en lice : M. Jean-Louis Guillaud, Claude Lemoine, Xavier Larère et Jean-Claude Haldi. Les administrateurs se sont réunis le 20 janvier afin d'examiner chaque candidature.

سكوا من الأصل

Le Monde
ANNONCE

INTERNATIONAL

BIAO
AFRIBANK

la B.I.A.O. - Côte d'Ivoire
la B.I.A.O. - Cameroun
la B.I.A.O. - Niger
la B.I.A.O. - Centrafrique
la Banque Internationale pour le Gabon
la Banque Internationale pour l'Afrique au Zaïre
la B.I.A.O. - Togo
la Banque Internationale pour l'Afrique au Tchad

Recrutant par voie de concours des
AGENTS D'ENCADREMENT

Ce concours est ouvert respectivement aux ressortissants :
IVOIRIENS - CAMEROUNAIS - NIGERIENS - CENTRAFRICAINS
GABONAIS - ZAÏROIS - TOGOLAIS - TCHADIENS

jouissant de leurs droits civiques et âgés de moins de trente ans.

Les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par la détention de l'un des diplômes suivants :

- diplôme de licence en sciences économiques (gestion)
- diplôme d'un institut supérieur de gestion
- diplôme de gestion comptable et d'expertise comptable
- diplôme de gestion des entreprises et économie monétaire
- diplôme d'un institut d'administration des entreprises
- diplôme d'études comptables supérieures
- diplôme d'études supérieures de banque
- diplôme d'un institut supérieur de statistiques
- diplôme du centre d'études financières et bancaires...

ou d'un diplôme équivalent (écoles supérieures spécialisées telles qu'écoles supérieures de commerce, de gestion et I.U.T.).

Les étudiants qui préparent actuellement ces diplômes sont également admis à concourir. Toutefois, leur recrutement définitif sera subordonné à l'obtention des grades universitaires requis et ceci au terme de l'année scolaire 1986-1987.

Les dossiers devront être retirés au Département Formation des filiales concernées, ainsi qu'au Département Formation du Groupe :

B.I.A.O. - 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

dès le 26 janvier

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services le :

3 février 1987, dernier délai

A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza
um concurso documental reservado
a nacionais portugueses para o
preenchimento de 4 lugares de

**ADMINISTRADORES
PRINCIPAIS**

(COM / A / 548) (M / F)

(□) Formação universitária indispensável; (□) 12 anos de experiência profissional pós-universitária.
Para mais informações, peça o aviso de concurso a:

Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, Tel.: 02 / 235.31.1.

LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza
concursos de méritos reservados a
nacionales españoles para
10 puestos de

ADMINISTRADORES PRINCIPALES

(COM / A / 547) (M / F)

y un puesto de
JEFE DE SERVICIO
especializado en la
Dirección General «Desarrollo»
(COM / A / 560) (M / F)

(□) Formación universitaria indispensable; (□) 12 años de experiencia profesional postuniversitaria.
Para los detalles solicitar los anuncios de concurso a:

Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, Tel.: 02 / 235.31.1.

**POUR MISSION
D'ORGANISATION
COMPTABLE**

DE DEUX ANS EN AFRIQUE
EQUATORIALE

NOUS RECHERCHONS

2 PERSONNES

RESPONDANT AU

PROFIL SUIVANT

• **DIPLOME S.E.C. ou**

UNIVERSITAIRE

plus formation comptable

DECS niveau expert, expé-

rience révisée et organisation

comptable grande entreprise ou

collaborateur d'audit

• Pour l'un des postes une

spécialisation informatique

de gestion serait un atout

supplémentaire si elle est

accompagnée d'une expé-

rience concrète.

NOUS OFFRONS DES

CONDITIONS ATTRACTIVES

(Rémunération, log., retour

en FRANCE 2 mois, voiture...)

NOTRE CONSEIL

Martine NAÏMAS, 56, rue de

Charonne, 75011 PARIS, tra-

tera votre candidat. (C.V.,

déroulé, lettre manuscrite,

et photo)

Déroulé sécurisé.

Cadre service entretien

Cameroun
260.000 FF nets

Une importante société camerounaise (14 milliards de francs C.F.A. de chiffre d'affaires, 650 personnes) spécialisée dans la fabrication d'huiles, de savons et de détergents, recherche un cadre service entretien. Basé à Douala et placé sous l'autorité du chef de service entretien et T.N., il dirigera une équipe de techniciens et assurera l'entretien et la maintenance d'équipements industriels. Ce poste s'adresse à un candidat francophone, âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur technique (ingénieur ou technicien supérieur confirmé en électromécanique) et possédant de solides connaissances en électronique. Il doit en outre impérativement justifier d'une expérience d'au moins 5 ans de la maintenance industrielle et si possible avoir vécu en Afrique. La rémunération annuelle nette fixée à 260.000 FF sera assortie des avantages habituellement liés à l'expatriation. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9198M. (PA Maitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.44

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ETUDES
INTERNATIONALES, GENÈVE**

ouvre une inscription pour deux postes à temps plein :

A. Professeur d'histoire des relations internationales.

Les candidats doivent disposer d'une formation universitaire solide dans le domaine de l'histoire des relations internationales avec une spécialisation dans l'histoire des idées et mouvements politiques vue sous l'angle des relations internationales.

B. Professeur d'histoire des relations internationales.

Les candidats doivent disposer d'une formation universitaire solide dans le domaine de l'histoire et politique des relations internationales avec une spécialisation portant sur le monde communiste, notamment le système politique et la politique étrangère de l'Union Soviétique.

Les candidats, titulaires d'un doctorat, doivent posséder une bonne expérience de l'enseignement universitaire et justifier de publications substantielles dans le domaine de spécialisation. Selon l'expérience des candidats, la nomination pourra intervenir au niveau de professeur ou de professeur adjoint. L'enseignement pourra être donné en français ou en anglais, mais une connaissance suffisante de l'autre langue est souhaitable. Entrée en fonction : pour le poste A : 1^{er} octobre 1987 ; pour le poste B : 1^{er} octobre 1988.

Pour chaque poste, l'Institut se réserve le droit de recourir à une procédure par appel.

Les dossiers de candidature doivent parvenir, au plus tard le 15 mars 1987, au Directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, 132, rue de Lausanne, 1211 Genève 21, Suisse. Ils doivent comprendre un curriculum vitae détaillé et une liste de publications ; ils doivent également préciser s'ils se rapportent au poste A ou B. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la même adresse.

**Le groupe socialiste
du Parlement européen**

RECHERCHE D'URGENCE
POUR SON SECRÉTARIAT A BRUXELLES

**UNE SECRÉTAIRE TRILINGUE
FRANÇAIS-ANGLAIS-ALLEMAND**

Salaire et statut assimilés
à ceux des fonctionnaires européens.

Merci d'adresser avant le 23 janvier
lettre, C.V. et photo au
**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GROUPE SOCIALISTE
DU PARLEMENT EUROPÉEN**
79-113, rue Delfard, 1040 Bruxelles (Belgique).

DROITS DE L'HOMME AU MOYEN-ORIENT

Amnesty International recherche pour son Secrétariat international à Londres un (a) assistant (e) qui travaillera dans le Département de la recherche sur le Moyen-Orient. La tâche principale des assistants est de communiquer avec les groupes d'Amnesty International dans le monde pour les renseigner sur les préoccupations de l'organisation relatives aux droits de l'homme dans cette région et leur indiquer les actions à entreprendre au nom des prisonniers.

Les candidat (es) doivent avoir une connaissance approfondie du Moyen-Orient, être de langue maternelle anglaise et pratiquer couramment l'arabe et le français. Ils (elles) doivent être capables de travailler en équipe et souvent sous pression. Dactylographie indispensable.

Traitement annuel (indiqué) : de 10.169,33 £ à 12.970,67 £ par échelons annuels.

**DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES
CANDIDATURES : 23 FEVRIER 1987**

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à : Amnesty International, Service du Personnel, 1 Easton Street, Londres WC1X 8D3
Téléphone : 1 837 3805 (24 h).

Sénégal

Très importante société chimique
recherche pour l'une de ses unités, son

**CHEF DE SERVICE
ENTRETIEN**

(120 personnes réparties entre mécanique - chaudronnerie - électricité régulation - instrumentation - gestion des stocks). Responsable de la maintenance de l'ensemble des installations (organisation de l'entretien préventif, conservation et conditionnement des installations) il assure le bon état des ouvrages du personnel et veille à l'approvisionnement de ses compétences.

Cette offre s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école à dominante mécanique et électricité, ayant assuré la charge de la maintenance dans une industrie de process. Conditions habituelles d'expatriation : logement confortable dans cité des cadres - voiture de fonction - possibilité de scolarisation.

Ecrire avec CV explicite sous N° S/AM/A à CETAGEP
30 avenue Amiral Lamourier - 78160 MARY LE ROI

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés
nationales ou internationales de faire publier
pour leur siège ou leurs établissements situés
hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

**Agent supérieur
des programmes
de préservation**

Administration, cabinet du directeur général de la
Bibliothèque nationale
Bibliothèque nationale du Canada
Services de préservations
Ottawa (Ontario)

Nous recherchons un spécialiste expérimenté qui sera chargé d'élaborer, organiser et diriger un vaste programme de préservation pour la Bibliothèque nationale du Canada. Il s'agit d'un poste de haut niveau dont le titulaire relève directement du directeur général de la Bibliothèque nationale et qui comporte d'importantes responsabilités tant dans cette organisation que dans l'ensemble des bibliothèques canadiennes. La Bibliothèque nationale du Canada, qui est installée à Ottawa, est chargée de rassembler et préserver les publications canadiennes, mais elle rassemble aussi des documents publiés à l'étranger par des Canadiens ou qui portent sur des sujets qui intéressent les Canadiens en général. La Bibliothèque souhaite disposer d'une vaste collection Canadienne comprenant à la fois des livres, des brochures, des publications en série, des partitions, des livres d'artiste, des enregistrements sonores et des documentations d'enseignement. La Bibliothèque nationale du Canada possède aussi une collection générale sur les sciences sociales et humaines. Celle-ci englobe une collection de périodiques pour prêt, ainsi que des manuscrits littéraires d'auteurs canadiens, des livres pour enfants et une collection de livres rares. Au total, les collections comptent plus de 1m de monographies, 2,3 m de microformes, 2,2 m de publications gouvernementales, 50 000 titres de publications en série et 69 000 enregistrements sonores.

Vous devez posséder un diplôme universitaire dans le domaine de la conservation ou de la préservation, ou en bibliothéconomie. Vous devez aussi posséder une expérience à la fois longue et variée dans la direction et la gestion d'un programme de préservation, ainsi qu'une expérience en ce qui concerne la restauration de documents sur papier, les procédés de désacidification, la reliure d'ouvrages de caractère historique et les techniques connexes. Il est indispensable de connaître l'anglais et le français. Toutefois, on pourra dispenser une formation linguistique.

Nous vous offrons un salaire se situant entre 52 820 \$ et 57 828 \$, selon les titres et l'expérience du candidat, ainsi que d'autres avantages.

Adressez votre curriculum vitae ou votre demande d'emploi en indiquant le numéro de référence S-87-31-2623-03PL (G65) à :
Pauline Langlois (613) 996-7988
Commission de la Fonction publique du Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0M7 Canada

Date limite: le 30 avril 1987.

Les renseignements personnels que vous fournissez sont protégés sous la Loi sur la protection des renseignements personnels. Ils sont conservés dans le fichier CFP/P-PU-040. Dossiers concernant la sélection du personnel.

La Fonction publique du Canada offre des chances égales d'emploi à tous.

Canada

JEROME SEYDOUX : « GAGNER DE L'ARGENT C'EST VERTUEUX. »

*Pour le patron des Chargeurs S.A.
(UTA, la 5^e chaîne, Spontex, les croisières Paquet, etc.),
l'important ce sont les bénéfices.
Le Monde Affaires a enquêté sur ses méthodes de gestion.*

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

*Chantelle-Pérèle :
la guerre en dentelle entre deux grands de la lingerie féminine.*

*Gérard Eskenazi :
le retour en France d'un financier international de premier plan.*

*Jean de Florette :
la formidable entreprise de Claude Berri.*

*États-Unis :
un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars en livrant des pizzas à domicile.
C'est peut-être l'agro-alimentaire de demain.*



Le Monde

Chaque vendredi*, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

*** Prochain numéro : vendredi 23 janvier daté samedi 24.**

Economie

Le commerce extérieur de la France a été tout juste équilibré

Le commerce extérieur de la France a été excédentaire de 4,4 milliards de francs en données brutes et de 3,7 milliards de francs après corrections des variations saisonnières. En novembre, la balance commerciale avait été à peu près équilibrée : + 389 millions en chiffres bruts, - 578 millions en chiffres corrigés.

Le bon résultat de décembre et des rectifications statistiques permettent au commerce extérieur de la France de tenir les

objectifs fixés par M. Michel Noir et d'être tout juste équilibré en 1986 : + 484 millions de francs. Sur les onze premiers mois de 1986, notre balance était déficitaire (de 5,9 milliards de francs avant rectifications). En 1985, le déficit commercial avait été de 24 milliards de francs.

En décembre, les exportations ont atteint 71,8 milliards de francs, en progression de 1,3 % par rapport à novembre, tandis que les importations s'inscrivaient à

68,1 milliards de francs, en baisse de 4,6 % par rapport au mois précédent.

L'excédent agro-alimentaire, qui avait atteint 2,4 milliards de francs en novembre, n'a été que de 1,7 milliard en décembre. Mais le déficit énergétique s'est réduit de 1,2 milliard de francs, revenant de 5,8 milliards à 4,6 milliards, tandis que l'excédent industriel s'améliorait de 1,9 milliard de francs, passant de 1,1 milliard de francs à 3 milliards de francs.

Les résultats de décembre n'ont pas modifié l'analyse que l'on pouvait faire, depuis quelque temps, de l'année 1986. Au fil des mois, les grandes tendances n'ont fait que se confirmer : réduction de moitié du déficit énergétique passé de 180,5 milliards de francs en 1985 à environ 90 milliards de francs ; effondrement de l'excédent industriel tombé à environ 35 milliards en 1986 (après 89 milliards l'année précédente), malgré les 30 milliards de francs rapportés par le matériel militaire.

L'allègement de près de 80 milliards de francs de déficit pétrolier a permis le retour à l'équilibre de la balance commerciale, pour la première fois depuis 1978. En 1985, le déficit du commerce extérieur avait encore atteint après correction 30,7 milliards de francs.

Mais le résultat de 1986 est loin d'être satisfaisant. Si le solde des produits manufacturés s'était maintenu à son niveau de 1985 - déjà inférieur de 12,2 milliards de francs à celui de 1984 - la balance commerciale de la France aurait été excédentaire de plus de 50 milliards de francs.

Les causes de la chute considérable de l'excédent industriel sont connues : la consommation des Français a fortement progressé (+ 3,3 % en 1986 par rapport à 1985) provoquant une forte poussée des importations des produits manufacturés (+ 8 % environ en volume et même + 15 % pour les biens de consommation). Si l'automobile tire bien son épingle du jeu, tous les autres secteurs sont en perte de vitesse. L'Union patronale des industries métallurgiques et minières indique que le secteur de la mécanique a dégagé un excédent de seulement 5 milliards de francs en 1986, contre 13 milliards en 1985. Elle souligne que « cela est la conséquence directe de la stagnation de l'investissement dans les biens d'équipement, alors que, dans ce seul secteur, les investissements ont progressé de 40 % en trois ans aux Etats-Unis et sensiblement autant en RFA » (1).

Quant à l'OPCE (Observatoire français des conjonctures économiques), il indique que, si nous avons acheté davantage que l'année précédente aux pays de la CEE, la croissance de nos importations a surtout concerné les pays du Sud-Est asiatique. Les importations en provenance de Taiwan ont progressé de 29 % pour les biens industriels et de 31 % pour les produits élaborés. Les achats de biens d'équipement ménager en provenance de Corée ont doublé.

Les perspectives en 1987

La France avait connu une situation analogue en 1982, lorsque, ayant consommé plus que ses voisins, elle avait perdu 25 milliards de francs sur la balance extérieure des produits industriels. Ce rappel suffit pour démontrer que, à quatre ans de distance, les industriels français se révèlent toujours aussi peu capables de réagir à une poussée de la demande. Le taux de pénétration des produits manufacturés, qui mesure le volume des importations rapporté à la production nationale, est passé de 32,5 % en 1979 à 40,8 % en 1985. La part des exportations de la France dans le total des exportations des huit principaux pays de l'OCDE est passée, en volume, de 11,5 % en 1979 à 10,6 % en 1985. Dans le même temps, celle de la RFA passait de 21,7 % à 24 %, celle du Japon de 14,7 % à 20,6 %, tandis que celle de l'Italie restait au même niveau (9 %). La Grande-Bretagne a elle aussi régressé (de 9,3 % à 7,9 %). Mais l'on n'hésite pas à parler, à son propos, de pays en voie de désindustrialisation. La perte qu'ont connue les Etats-Unis (passant de 21,6 % à 15,7 %) n'est évidemment pas comparable, l'industrie américaine étant pénalisée par la forte hausse du dollar dont ont su profiter le Japon et l'Allemagne fédérale.

La France ne réalise d'excédents industriels qu'avec les pays qui ne font pas partie de l'OCDE. Or ceux-ci ont dû réduire leur demande en 1986 : de 27,7 % pour les pays de l'OPCE, et de 9,8 % pour les pays en voie de développement. La baisse du prix du pétrole n'a pas eu que des effets positifs.

Sur ces bases fragiles, que peut-on espérer pour 1987 ? M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, qui avait su faire preuve de réalisme dans ses prévisions - en indiquant très vite dès son arrivée au ministère que notre commerce extérieur serait tout juste équilibré - ne croit pas à un redressement significatif des comptes extérieurs du pays avant l'automne prochain. Cette vue des choses n'est pas exagérément pessimiste si l'on tient compte des résultats des douze derniers mois.

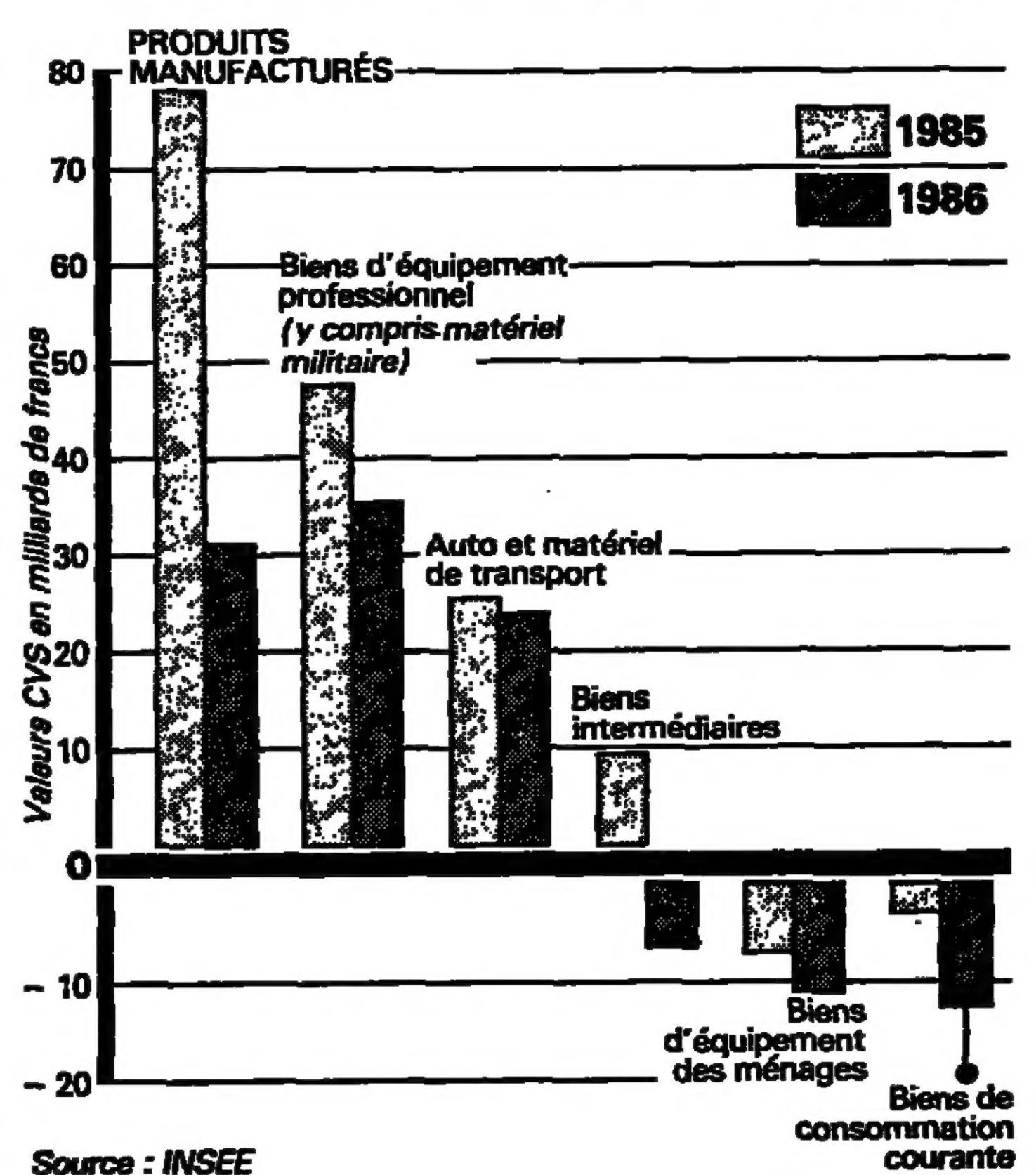
Le solde industriel ne se redressera que lentement. Pour plusieurs raisons. D'une part, les commandes de matériel militaire qui ont représenté près de 35 milliards de francs en 1986 risquent de se raréfier (le Monde du 29 novembre).

La France, d'autre part, continuera à pâtir d'une mauvaise compétitivité-prix comme c'est le cas depuis 1979 malgré plusieurs renouveau monétaires. L'effet de freinage de nos coûts salariaux par rapport aux coûts allemands n'aura que provisoirement des résultats.

La dernière source de nos excédents, l'agro-alimentaire, risque, elle aussi, de se tarir quelque peu : les surplus commerciaux pourraient ne pas se maintenir au même niveau que les deux années précédentes (2,5 milliards de francs en moyenne mensuelle). Nos excédents se font de plus en plus dans le domaine des produits agricoles (vins, céréales) dont les débouchés sont menacés tant par la chute du dollar, qui nous rend beaucoup moins compétitifs sur les marchés sensibles, que par les mesures protectionnistes que veulent appliquer les Américains sur les produits de la CEE.

La France ne bénéficiera pas non plus en 1987 des adjuvants habituels que sont les grands contrats et les

SOLDES DES ECHANGES PAR PRODUITS



(1) Actualité industrielle, économique et sociale. N° 45 sur abonnement. Mémorandum AIES - RP 593 75830 Paris Cedex 17.

PARIS EDIN

Les investissements étrangers se sont concentrés dans le Midi et en Lorraine

Est-ce le nouveau climat politico-psychologique et les professions de foi répétées du gouvernement en faveur du libéralisme et du « moins d'Etat » ? Est-ce la consolidation des résultats des entreprises françaises ? Ou les progrès constants dans la désinflation ?

Toujours est-il que la France de 1986 a été aussi attractive que celle de 1985 pour les investissements étrangers. Et même légèrement plus. La Datar qui, depuis quinze ans, tient à jour une comptabilité précise et cohérente en recensant les emplois créés ou sauvegardés par des entreprises contrôlées à 53 % de leur capital au moins par des actionnaires étrangers, vient de faire ses additions : 13 400 emplois en 1984, 13 373 en 1985, 13 526 en 1986. Il s'agit, rappelons-le, soit de créations d'usines ou de services non commerciaux, soit d'extensions d'entreprises, soit, enfin, de reprises d'affaires en difficulté ayant fait faillite ou traitées par le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI).

Ces statistiques, toutefois, ne permettent pas à elles seules de mesurer l'impact réel de cette « injection » de capitaux et d'emplois étrangers sur l'ensemble du tissu économique local, puisqu'elles n'incluent ni les transferts technologiques, ni les courants commerciaux (exportations) engendrés, ni les retombées, en termes de sous-traitance, de même - et la Datar le regrette, - n'existe-t-il aucune statistique comparable pour l'ensemble

des pays de la CEE. Précisons, toutefois, à titre d'exemple, que, pour les dix premiers mois de 1986 la Grande-Bretagne a engrangé dix-sept mille emplois étrangers.

La France semble, depuis trois ou quatre ans, s'être délibérément ouverte au capitalisme industriel (et financier, mais c'est un autre chapitre) international et s'être déparée d'une trop longue habitude défensive. De 1972 à 1978, on recensait environ sept mille emplois étrangers créés chaque année et de 1978 à 1983, douze mille. La hausse aujourd'hui est de quelque 15 %.

Comme le montre le tableau ci-contre, ce sont toujours les investissements américains et canadiens qui tiennent le haut du pavé (30 % environ du total) et ce en dépit de la baisse de la valeur du dollar. Puis vient le Japon (20 %), la Grande-Bretagne, le Benelux et la RFA avec 12 % chacun environ. Au moment où certains, dans les milieux gouvernementaux, souhaiteraient réduire le nombre des bureaux de la Datar à l'étranger (qui « détachent » les investisseurs potentiels et les « orientent » vers telle ou telle région française) le constat selon lequel 40 % des emplois recensés viennent de pays de la CEE montre que ce réseau garde son utilité dans son rôle d'informateur et de « raboteur ».

Trésor de guerre

En gros, un emploi sur deux correspond à une reprise d'affaire en difficulté (3 sur 5 en 1985) et 56 % des emplois auront été localisés dans des zones aidées au titre de la politique d'aménagement du territoire. Mais la Datar fait remarquer qu'une usine étrangère qui s'installe dans un pôle de conversion, par exemple, n'est pas mieux lotie, a priori, en primes directes ou en facilités financières diverses qu'une entreprise nationale. Chaque dossier est examiné cas par cas.

La répartition régionale des investissements que l'on nomme décor-

mais « internationalement mobiles » fait apparaître des modifications sensibles par rapport à 1985. Ce ne sont plus Rhône-Alpes et l'Onest qui se hissent en tête mais Provence-Alpes-Côte d'Azur (16,7 % du total des emplois), la Lorraine (10,77 %) et la Picardie (9,15 %).

Trois régions sont restées totalement en dehors du mouvement : l'Auvergne, la Corse, le Limousin. L'Alsace, avec l'installation de Beltronics (Canada) à Cernay, a réussi l'une des plus belles opérations et voudrait bien accueillir Ricoh (photocopieurs).

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le dispositif français d'aides financières est suffisamment attractif par rapport aux moyens considérables mis en œuvre en Grande-Bretagne, en Irlande, en Allemagne, en Italie du Sud. Cette année, M. Méhaignerie et la Datar disposent de quelque 500 millions de francs (300 au budget 1987 et environ 200 de reports d'exercices budgétaires précédents). C'est une sorte de « trésor de guerre » entre les mains du gouvernement. Mais jusqu'à maintenant, ni M. Méhaignerie ni M. Balladur n'ont expliqué selon quels critères cette « cassette » sera utilisée, quelle sera le degré de transparence de l'utilisation de ces fonds publics et surtout comment l'Etat, qui a recentralisé cette procédure, harmonisera sa politique avec celle des conseils régionaux.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Emplois créés ou sauvegardés par des entreprises étrangères en 1986	
USA et Canada	4 228
République fédérale d'Allemagne	1 543
Grande-Bretagne	1 715
Espagne	215
Suisse	348
Japon	2 770
Benelux	1 632
Pays nordiques	400
Italie	320
Divers	350
TOTAL	13 526

des tarifs renversants!

du 15 janvier au 31 mars

JEUNES

Abaissement exceptionnel du tarif saisonnier, sur vols bleus.

ALLER SIMPLE

340^F

du 15 janvier au 31 mars

POUR TOUS

Tarif exceptionnel sur les vols désignés "week-end".

ALLER RETOUR

680^F

AIR INTER

Renseignez-vous sur les conditions d'application de ces tarifs : Air Inter Paris 45.39.25.25 ou votre agent de voyages.

ANGLAIS INTENSIF
ETUDIANTS - ADULTES
OXFORD ENGLISH CENTRE
A partir d'une semaine, toute l'année
DOCUMENTATION GRATUITE
sur simple demande
IDECL - SILC
32, Rue de l'Est
18022 Angoulême Cedex
Tél. (01) 45.95.83.56

Economie

Les négociations dans la fonction publique

Les syndicats veulent obtenir une « clause de sauvegarde »

M. Hervé de Charette, ministre délégué à la fonction publique, et les sept fédérations de fonctionnaires risquent de jouer au chat et à la souris, le 22 janvier, lors de l'ouverture des négociations salariales. Le « non-dit » aura au moins autant d'importance que ce qui sera effectivement discuté.

Mais, pour sa première grande négociation, M. de Charette aura un triple handicap : la rigidité du cadre fixé par le premier ministre, le fait de discuter après les grosses locomotives du secteur public — ce qui est rare, — et l'absence d'une convergence syndicale à quatre : FEN, FO, CFTD, CGAF (autonomes).

Dans l'entourage du ministre de la fonction publique on assure que M. de Charette n'est pas destinataire direct — ce qui serait une novation par rapport à ses prédécesseurs — de la recommandation salariale de M. Chirac en date du 12 novembre. Il en reçoit juste une « copie » et s'inscrit dans le cadre général fixé par le gouvernement.

Une telle attitude peut avoir l'avantage pour M. de Charette de négocier sur une augmentation de la masse salariale de 3 % en 1987 — hypothèse haute de la directive de M. Chirac — sans prévoir des « contreparties » — amélioration de la productivité et meilleure utilisation des équipements — difficiles à mettre en œuvre dans la fonction publique.

Le deuxième handicap est de discuter des salaires après la SNCF, EGF et la RATP — qui ont dû le

faire « à chaud », sous la pression des grèves, — alors que c'est d'habitude la fonction publique qui donne le « la » au secteur public. M. de Charette devra-t-il se référer au « modèle » SNCF, où la masse va augmenter de 3,08 %, ou à celui d'EGF, qui est revenu rétroactivement sur le « gel » des salaires de 1986 et n'est pas d'une totale orthodoxie pour 1987 ?

On retrouve à travers ces interrogations le problème du fameux glissement « vieillesse-technicité » (GVT). Dans l'accord de 1985, le gouvernement de M. Fabius avait intégré dans la masse un « GVT solide » (tenant compte à la fois de l'ancienneté et des promotions, qui accroissent le GVT, et du « glissement » résultant des entrées et sorties, qui le diminuent) forfaitairement évalué à 0,5 % (alors que M. Le Garrec souhaitait 0,4 %).

Depuis mai 1986, M. Chirac raisonne en termes de GVT « positif », mesurant le vieillissement et la technicité des salariés présents deux années de suite sans retrancher ce qui le diminue. Une méthode qui réintègre encore la marge de négociations en faisant apparaître dans la fonction publique un « GVT positif » de 1,7 %, s'ajoutant à 0,53 % de mesures catégorielles, ce qui ne laisse que 0,77 % en masse pour des augmentations générales en 1987.

A EGF, on a cependant pris quelques libertés avec la directive de M. Chirac en raisonnant sur un « GVT solide » établissant la différence entre le GVT positif et le GVT négatif, qui est pour 1987 de 1,4 %.

Cette petite entorse — importante sur le principe pour les syndicats signataires — permet à EGF de rester dans le cadre global fixé par M. Chirac, avec une hausse de la masse en 1987 de 2,6 % (l'ensemble des charges de personnel passant de 29 283 millions de francs à 30 032 millions de francs).

Pour éviter les pièges, face à une alliance qui semble s'esquisser entre la FEN, FO, la CFTD et les autonomes de la CGAF, M. de Charette veut éviter les querelles de principe sur le GVT et donc essayer de n'en point parler... Il a l'intention de négocier avec les syndicats sur les hausses de rémunération en niveau, en s'en tenant à l'objectif gouvernemental d'un glissement des prix pour cette année de 1,7 %. Ainsi, il pourrait lâcher un peu de lest par rapport à ses premières intentions : une hausse de 1,5 % au 1^{er} septembre — en accordant peut-être 1,7 % en juin ou en juillet prochains.

Cette concession ne sera pas un accord suffisant pour parvenir à un accord salarial, et le pronostic demeure réservé. Si les fédérations peuvent admettre une hausse en niveau conforme au glissement des prix attendu, elles exigeront, comme l'a rappelé M. Jacques Pommatteu, secrétaire général de la FEN, le 20 janvier devant l'Association des journalistes de l'information sociale, une « clause de sauvegarde » pour se garantir contre tout dérapage inflationniste. Or, sur ce point, le gouvernement n'entend pas céder.

MICHEL NOBLECOURT.

Avec l'espoir d'une baisse des taux

Le dollar se raffermi

L'atmosphère était plus que jamais à l'expectative sur les marchés des changes, le mercredi 21 janvier. Simple réflexe de prudence au cas où les principales puissances monétaires de la planète finiraient par s'entendre sur une stabilisation du dollar ? Sans doute. Mais le billet vert continuait de se raffermir dans la matinée, atteignant 1,85 DM contre 1,8350 DM mardi, 153,60 yens contre 152,25 yens, 6,17 F contre 6,13 F.

L'arrivée, mercredi, à Washington du ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, a coïncidé avec de nouvelles rumeurs sur une prochaine — et cinquième — baisse du taux d'escompte nippon. Une telle mesure, selon des sources proches de la Banque centrale, pourrait intervenir vers la fin du mois. Elle n'aurait de toute façon, face à l'indifférence calculée qu'affiche le gouvernement américain devant la récente dégringolade du dollar, que

si elle s'accompagnait d'un mouvement similaire en RFA. Or, après le ministre des finances allemand, M. Gerhard Stoltenberg, après le porte-parole du gouvernement Kohl, le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, s'est déclaré à son tour favorable à une baisse du taux de l'argent. Certes, la décision ultime appartient à la très indépendante Bundesbank. Mais la façon dont les ministres poussent les feux les uns après les autres continue un signe encourageant.

Il est évident qu'un léger assouplissement de la politique du crédit constituerait une carte importante pour le gouvernement issu des élections du 25 janvier. Dans les milieux gouvernementaux, on commence à reconnaître que les conséquences à l'exportation de la forte appréciation du deutschemark ne trouveront sans doute pas une compensation suffisante dans la consommation intérieure. Autrement dit, un coup de pouce à l'activité sera peut-être le bienvenu. Le régime de l'Institut d'émission pourrait intervenir dès le jeudi 22 janvier, lors de la première réunion de la « Buba » depuis le réajustement monétaire européen.

En attendant, la remontée du dollar a permis au franc français de se raffermir vis-à-vis du deutschemark, échangé, dans la matinée de mercredi, à 3,339 F, contre 3,3416 F mardi.

Urbanisme commercial

On ne touchera pas à la loi Royer

M. Georges Chavanes, ministre du commerce et de l'artisanat, a dit devant la presse, mardi 20 janvier, sa satisfaction de l'équilibre maintenu grâce à la loi Royer dans l'appareil commercial français entre le grand commerce et les petites boutiques.

Il a insisté sur la nécessité de maintenir cette coexistence entre les différentes formes de commerce, qui sont complémentaires, et répondent à des besoins différents.

Il n'est donc question ni d'abroger la loi Royer, qui risquerait de livrer le secteur de la distribution à la concurrence sauvage (« Ce serait l'anarchie », dit M. Chavanes), ni d'en abaisser les seuils d'intervention, ce qui « freinerait le progrès ».

Actuellement, il faut une autorisation pour ouvrir un magasin de plus de 1 000 mètres carrés de surface de vente, et certains (dont M. Masson, député RPR de Moselle) souhaitent ramener ce seuil à 400 mètres carrés.

Le ministre envisage cependant quelques aménagements législatifs en 1987 : rendre publics les votes des commissions départementales d'urbanisme commercial ; éviter que des dossiers refusés reviennent tous les deux mois ; vérifier la conformité des réalisations avec les projets approuvés.

Marchés financiers

PARIS, 20 janvier

Léger repli

La Bourse de Paris s'est légèrement effritée le 20 janvier en séance officielle, l'indice des valeurs françaises s'élevant à 2 104,47, contre 2 106,33 le jour précédent. L'indice Dow Jones des principales valeurs industrielles en a ajouté un trentième, le 20 janvier. En clôture, il s'élevait à 2 104,47, gagnant 1,97 point. Le marché apparaissait très actif, puis que 226 millions de titres étaient échangés, contre 162,83 millions la veille. On notait 833 valeurs en hausse, 800 en repli et 383 inchangées.

Sur le front des changes, on notait le très léger redressement du dollar. Cette nouvelle apaisait quelque peu les esprits, toujours en alerte devant les menaces que soulève une instabilité monétaire en aggravation.

Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait Scrog (4,8 %), suivi par Penarroya et Imetal, dopés par la restructuration de la holding et la sérieuse détermination de voir un nouvel opérateur assumer financièrement la société minière. Les Fromageries Bel gagnaient aussi du terrain.

En repli figuraient le CNI, Roussel-Uclaf (-5,17 %), ainsi que Martell, Sanofi, Ball équipement, Euro et Matra. En séance, on apprenait la cession d'un bloc de contrôle par la Société générale des eaux minérales de Vittel de 59,17 % de la Société Rociques-Zan à la firme danoise Herbo Lohrte. La cession des titres Rociques-Zan, suspendue depuis le 26 septembre 1986, sera reprise sur le marché officiel de Paris le 21 janvier 1987.

Le MATIF était pour sa part en reprise, contract à échéance septembre 1987 gagnant 0,55 %. Lingot : 82 700 F (+ 100 F). Napoléon : 532 F (+ 2 F).

NEW-YORK, 20 janvier

Dernier record ?

Insatiable Wall Street. Non content d'avoir déjà pulvérisé deux records consécutifs — à la hausse — l'indice Dow Jones des principales valeurs industrielles en a ajouté un trentième, le 20 janvier. En clôture, il s'élevait à 2 104,47, gagnant 1,97 point. Le marché apparaissait très actif, puis que 226 millions de titres étaient échangés, contre 162,83 millions la veille. On notait 833 valeurs en hausse, 800 en repli et 383 inchangées.

Autour du Big Board, on décryptait toutefois quelques signes d'essoufflement du mouvement, la progression de l'indice apparaissant comme la plus faible depuis le 17 octobre dernier. Il est vrai qu'une certaine déception a suivi l'annonce des résultats financiers d'IBM, en nette dégradation, de même que ceux de la firme de courtage Salomon Brothers. Selon les professionnels, l'ambiance restait cependant favorable, nombre d'entreprises cotées ayant annoncé une amélioration de leurs résultats. « La hausse a son charme d'assouplissement », remarquait un opérateur, reconnaissant ainsi qu'elle se justifiait de moins en moins.

VALEURS	Cours du 19 jan.	Cours du 20 jan.
Alcoa	28 1/8	28 1/8
A.T.T.	25 3/4	25 3/4
Boeing	50 3/4	51 3/8
Chase Manhattan Bank	50 1/8	50 1/8
Citigroup	55 1/8	55 1/8
Eastman Kodak	74 7/8	74 7/8
Exxon	78 1/8	78 1/8
Ford	40 1/8	40 1/8
General Electric	55	55 5/8
General Motors	58 7/8	58 7/8
IBM	114 1/4	114 1/4
J.M.	125	125
L.T.	58 1/8	58 1/8
Metall	52 1/2	52 1/2
Pfizer	65 1/2	65 1/2
Schering	38 7/8	38 7/8
U.S.A.	58 3/8	58 3/8
Union Carbide	25	25 1/8
U.S.A.	24 1/8	24 1/8
Westinghouse	54 1/4	54 1/4
Yarn Corp.	60 1/8	60 1/8

CHANGES

Dollar : 6,17 F

La reprise du dollar s'est confirmée sur tous les marchés dans l'attente de la rencontre Miyazawa-Baker et d'une possible baisse des taux allemands et japonais. A Paris, le franc a continué de se raffermir par rapport au deutschemark, qui est revenu en dessous de 3,34 F. Le taux de l'argent au jour le jour à Paris a baissé de plus d'un point.

FRANCFORT 20 jan. 21 jan.
Dollar (en DM) .. 1,8375 1,8400

TOKYO 20 jan. 21 jan.
Dollar (en yen) .. 152,60 153,70

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (21 jan.) .. 8 1/4 %
New-York (20 jan.) .. 6 1/2 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)
19 jan. 20 jan.
Valeurs françaises .. 2 102 2 104,47
Valeurs étrangères .. 204,7 204,7
C* des agents de change
(base 100 = 31 déc. 1981)
Indice général .. 415,6 415,6

NEW-YORK

(indice Dow Jones)
19 jan. 20 jan.
Industrielles .. 2 102,50 2 104,47

LONDRES

(indice Financial Times)
19 jan. 20 jan.
Industrielles .. 1 397 1 399

Mines d'or .. 335,20 335,40
Fonds d'Etat .. 85,31 85,33

TOKYO

20 jan. 21 jan.
Nikkei .. 19 248,28 19 272,23
Indice général .. 1 639,91 1 649,29

MATIF

Cotation en pourcentage du 20 janvier
Nombre de contrats : 20 992

ÉCHÉANCES

COURS	Max 87	Jan 87	Sept. 87
Dernier	109,85	108,50	108,95
Précédent	108,35	108,25	108,26

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA BANQUE WORMS ET LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CHOISIES COMME CONSEIL POUR LA PRIVATISATION DE HAVAS. La Banque Worms a été choisie comme conseil du gouvernement pour la privatisation de Havas. Elle sera assistée par la Banque britannique Warburg Securities. La mission d'un audit préalable de comptes a été confiée au cabinet Guy Barbin, correspondant en France de l'américain Arthur Andersen. Havas, pour sa part, a retenu comme conseil la Société

général, qui sera chef de file de l'opération. Elle sera assistée pour certaines tâches par le Crédit commercial de France.

CERUS : 54,3 MILLIONS DE BÉNÉFICE NET. — CERUS, filiale française du groupe italien Carlo De Benedetti, annonce que l'exercice 1986 devrait se solder sur un résultat net de 54,3 millions de francs, après seulement six mois d'existence. La société compte verser un dividende de 18 F par titre.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-IL	6 1/8	119	6 1/8	119	6 1/8	119
3 m.	4 5/16	119	4 5/16	119	4 5/16	119
Yen (100) ..	168 1/2	170	168 1/2	170	168 1/2	170
DM	3 3/8	125	3 3/8	125	3 3/8	125
Fluor	2 5/8	119	2 5/8	119	2 5/8	119
R.R. (100) ..	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
ES	3 3/8	119	3 3/8	119	3 3/8	119
L.R. (100) ..	4 000	119	4 000	119	4 000	119
S	3 3/8	119	3 3/8	119	3 3/8	119

TAUX DES EUROMONNAIES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-IL	6 1/8	119	6 1/8	119	6 1/8	119
3 m.	4 5/16	119	4 5/16	119	4 5/16	119
Yen (100) ..	168 1/2	170	168 1/2	170	168 1/2	170
DM	3 3/8	125	3 3/8	125	3 3/8	125
Fluor	2 5/8	119	2 5/8	119	2 5/8	119
R.R. (100) ..	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
ES	3 3/8	119	3 3/8	119	3 3/8	119
L.R. (100) ..	4 000	119	4 000	119	4 000	119
S	3 3/8	119	3 3/8	119	3 3/8	119

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de méthode par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SIGOS

ACQUËT 10 % DU CAPITAL DE SYTEM

A la suite de la récente acquisition de la société Sytem par le groupe Crédit lyonnais, Sigos a pris, le 31 décembre dernier, une participation de 10 % dans le capital de Sytem.

Sytem, qui est de loin le premier service de télématique grand public en France, a réalisé en 1986 près de 3 millions d'heures de connexion pour les différents services qui lui ont été confiés, dont parmi les plus importants figurent ceux

de Funital, de Ludo, d'Antenne 2, de NRJ et d'Alpi.

Sytem est de son côté l'un des tout premiers services de télématique professionnelle : elle héberge à ce titre notamment, le service Téléfon du Crédit lyonnais, Spectamatic, des applications pour EDF, la Concordie, etc. La prise de participation de Sigos dans Sytem concrétise le souhait de Sigos de

rechercher le développement d'une stratégie très dynamique dans le domaine de la télématique, à la fois professionnelle et grand public.

M. Christian Bort, directeur général de Sigos en charge des affaires de télématique, a été chargé par le Crédit lyonnais d'une mission de coordination, visant à rechercher les synergies maximales entre Sigos et Sytem.

Bien que ses comptes pour 1986 ne soient pas encore définitivement arrêtés, Sigos confirme les prévisions données lors de son introduction en Bourse, à savoir un chiffre d'affaires consolidé légèrement supérieur à 1 100 millions de francs et un résultat net de l'ordre de 29 millions de francs. La société confirme, d'autre part, les perspectives 1987, également fournies à cette occasion, soit une progression de l'ordre de 20 % de son chiffre d'affaires et près de 30 % de son résultat.



La société IMETAL, qui détenait précédemment 59,45 % du capital de la société Panaroya, annonce que sa participation dans cette société se renouvellera à 34,12 % à l'issue des opérations de liquidation en Bourse du mois de janvier 1987.

Les titres cotés ont, en effet, été vendus en Bourse par IMETAL, qui a ainsi répondu à la demande soutenue dont ont fait l'objet, depuis plusieurs semaines, les actions de la société Panaroya.

Il est rappelé que les statuts de Panaroya comportent une disposition conférant un droit de vote double aux titulaires d'actions nominatives détenues depuis plus de deux ans.

C.F.A.O.

Le conseil d'administration s'est réuni le 14 janvier 1987 à Paris et a pris connaissance du bénéfice provisoire de l'exercice 1986, qui est de l'ordre de 154 millions de francs après provisions et impôts, soit une progression de plus de 10 % sur celui de l'exercice 1985.

Le conseil, dans le cadre de l'année de consécration de la Compagnie et dans le but d'associer ses actionnaires et son personnel au développement du groupe, met à l'étude une augmentation du capital.

Cette opération pourrait se dérouler en trois phases :

- distribution d'actions gratuites ;
- souscription en numéraire d'actions nouvelles ;
- souscription d'actions nouvelles réservées au personnel dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise.

Les modalités seraient soumises à l'avis de la séance du conseil d'administration qui se tiendra le 29 avril 1987 à Paris.



L'opération de fusion-absorption de l'entreprise par Finestel avait été approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 1986 sous la condition suspensive de l'autorisation administrative prévue par la loi 86-912 du 6 août 1986.

La condition suspensive venant d'être levée, la fusion est devenue définitive avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1986.

Le capital de Finestel est ainsi porté à 910 618 100 francs.

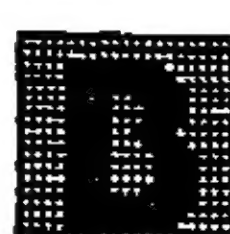


NATIO OBLIGATIONS

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui devait se réunir le 15 janvier 1987 à 9 h 30 dans la salle n° 221 de la Banque nationale de Paris, 20, boulevard des Italiens à Paris (9^e), n'a pu débiter valablement faute de quorum.

Une nouvelle assemblée se réunira sur deuxième convocation le jeudi 29 janvier 1987 à 9 h 30, au même lieu (salle 221).



ÉPARGNE CAPITAL

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui devait se réunir le mercredi 14 janvier 1987 à 9 heures dans la salle n° 218 de la Banque nationale de Paris, 20, boulevard des Italiens à Paris (9^e), n'a pu débiter valablement faute de quorum.

Une nouvelle assemblée se réunira sur deuxième convocation le vendredi 30 janvier 1987 à 9 heures, au même lieu (salle 221).

هكذا من الأصل

BOURSE DE PARIS

20 JANVIER Cours relevé à 17 h 33[illegible]**Comptant** (selection)[illegible]

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.B.P.A.	1325	1330	Danloph D.T.A.	2950	2950	Melex	338 90	340 90
Alca Maritima	52	52	Delfin	1273	1273	M.P. Dalmat	554	554
Ajencia	475	465	Dowdle	1070	1069	Olman-Lophan	438	421
BAPE	850	845	Droux-Annemont	590	545	On. Gen. Fin.	527	548
B.L.C.M.	905	905	Droux-Alt. comest.	3640	3640	Panama-R.I.L.	3540	3450
B.L.C.M.	1328	1328	Droux-Alt. comest.	3640	3640	Petit Brest	100	127 80
Bolton Industries	1180	1180	Elect. S. Dammot	858	850	Perruigaz	616	614
Brazon	638	627	Elect. S.	595	595	Renal	1302	1370
Calaba de Lyon	1300	1285	Figeac	940	940	S. G. Robin Emblange	1245	1240
Cardif	810	830	Figeac	930	930	S. G. Robin Emblange	1245	1240
Cardif	3024	3000	Guy Dagnone	985	955	S.C.G.P.M.	338	348 50
Cap Gemini Group	2380	2385	I.C.C.	282	282	Soma-Metex	1350	1350
C.M.A.E.	954	960	In Lorraine	317	317	S.P.F.	1355	1370
C.M.A.E.	2345	2350	La G. ferm. Ind. Ind.	317	317	S.P.F.	1700	1720 50
C.E.G.I.O.	2380	2380	Loz-Investissement	348	351	S.M.T.	290	275
C.E.P. Communication	1285	1285	Marston	954	950	Sofop	813	1033
C.R.I. Information	940	920	Marie Immaculée	491	490	Sofop	280	281
C.R.I. Information	100	100	Marin	160 50	160 50	Sofop	280	281
D.I.F.I.	205	205	M.A.L.	780	758	Valeurs de France	254 60	354 60

SICAV (sélection) **20/1**[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	88 10
Caenis
Créd. Foncier France	245
Farmon-Ricard

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	DOURS prix.	DOURS 20/1	COURS DES BILLETS		
			Achat	Vente	
Baux-Ind (5 t)	8 052	8 125	5 800	6 350	Orléans
ESU	8 500	8 628			Fléac
Aluminium (Alu)	334 960	334 160	324	342	Fléac
Bouillotte (100 l)	18 106	18 078	16 450	18 350	Fléac
Paysan (100 l)	237	236 450	237	305	Fléac
Aluminium (100 l)	38 270	38 500	84 500	51	Fléac
Nordette (100 l)	86 050	86 250			Sour
Grande-Secteur (5 t)	9 317	9 307	9 700	9 700	
Galun (100 l)	4 581	4 581	3 700	4 600	
Alu (1 000 l)	4 702	4 697	4 650	5	
Suif (100 l)	329 320	338 350	385 500	400 500	Fléac
Suif (100 l)	93 230	93 650	90	90	Fléac
Acier (100 l)	47 640	47 500	48 000	48 450	Orléans
Suif (100 l)	4 737	4 755	4 500	4 500	Orléans
Pommes (100 l)	4 232	4 341	3 950	4 800	Orléans
Canette (500 l)	4 400	4 400	4 950	4 950	Orléans
	4 018	4 020	3 860	4 040	

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 20/1
(livre en barre)	82000	82250
.....	82800	82700
francisque (20 g)	530	532
francisque (10 g)	385	387
.....	538	540
francisque (20 g)	408	412
.....	689	695
de 20 dollars	3040	3050
de 10 dollars	1550	1550
de 5 dollars	910	910
de 50 pesos	3215	3245
de 100 Pesos	505	505
.....	421 25	417 40
.....	421 25	419 50
.....	422	419 00
.....	5 95	5 95

MINTEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
Tapez LEONORDE puis BOURSE

c : coupon détaché
o : offert
* : droit détaché
d : demandé
♦ : prix précédent
★ : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 L'enquête sur le meurtre d'Olof Palme. - L'élection de Sir Henry Plumb à la présidence du Parlement de la CEE. 4 Afghanistan : violations du cessez-le-feu. - Tunisie : le congrès extraordinaire de l'UGTT.	8-9 Le remaniement du gouvernement Chirac et les objectifs pour 1987. DÉBATS 2 Mythes politiques.	10 Carrefour du développement : la Haute Cour pour M. Christian Nucci ? 11 Renvoi éventuel aux assises de Georges Ibrahim Abdallah. - La vague de froid en Europe.	13 La XV ^e Festival du cinéma fantastique d'Avoriaz. 14 Un entretien avec Gérard Depardieu. 15 L'intégrale de Frederick Wiseman.	23 La « crise » de l'informatique mondiale. 25 Le commerce extérieur de la France a été tout juste équilibré. 26 Social. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Annonces classées 21 et 22 Camet 20 Journal officiel 20 Météorologie 19 Mots croisés 19 Spectacles 16 à 18	● Le dossier Nucci : la Haute Cour ? ● Avoriaz : concours de pronostics. ● Cinéma : les nouveaux films. Actualités, Immobilier, Média, Bourse, Télémarketing, Livres. 36.15 Tapez LEMONDE

Les relations entre la France et l'Iran

L'envoyé de Téhéran n'a pas été reçu par M. Jacques Chirac

Les entretiens qu'a eus un haut fonctionnaire iranien à Paris ces derniers jours ont été marqués par un apparentement gâché par des divergences de vues sur la voie d'une normalisation des relations franco-iraniennes.

M. Ali Ahani, qui a été reçu lundi 19 janvier durant deux heures par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et mardi par des collaborateurs du ministre, espérait bien s'entretenir également avec M. Chirac. Mais on fait valoir, de source française, que les conversations que M. Ahani a eues au Quai d'Orsay n'ont pas fait suffisamment progresser les problèmes en cours

pour qu'un entretien avec M. Chirac puisse être envisagé, d'autant que l'envoyé iranien n'est pas un « politicien » mais un haut fonctionnaire.

A Matignon, on indique qu'aucune rencontre n'était prévue avec M. Ahani, qui devait quitter Paris ce mercredi 21 janvier en fin d'après-midi après avoir donné une conférence de presse.

Si, du côté iranien, on déclare que les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère de « compréhension cordiale », on est plus réservé du côté français, soulignant que la visite de M. Ahani a peu contribué à faire avancer les dossiers.

Il s'agit d'abord du contentieux financier entre les deux pays. Paris estime avoir fait un geste de bonne volonté en commençant à rembourser une partie du prêt Eurosid et entend, avant de poursuivre plus avant, que l'Iran s'engage à exercer toute son influence auprès des ravisseurs des otages français au Liban. L'Iran considère, en revanche, que le remboursement de ce prêt ne peut être assorti d'aucune condition.

Enfin, on estime à Téhéran qu'il ne saurait y avoir de « normalisation complète » des relations franco-iraniennes tant que Paris continuera à fournir des armes à l'Irak. Or, à Matignon, on peut dire plus encore qu'au Quai d'Orsay, « on ne cesse de répéter que l'évolution des rapports de la France avec l'Iran ne se fera pas aux dépens des relations que Paris a nouées avec l'Irak ».

Tchernobyl

L'URSS reconnaît ses torts

M. Yevgeny Velikhov, vice-président de l'Académie des sciences d'Union soviétique, a reconnu, mardi 20 janvier, devant une commission sénatoriale américaine, que, immédiatement après l'explosion du réacteur de Tchernobyl, Moscou aurait dû informer la communauté internationale. M. Velikhov, qui est également conseiller de M. Mikhaïl Gorbatchev, a invité ses interlocuteurs à la mise en place d'un régime international de normes de sécurité et a rappelé que si la catastrophe de Tchernobyl allait probablement ralentir le programme nucléaire soviétique, il n'était pas pour autant question de l'abandonner.

Face aux besoins énergétiques du pays, a-t-il dit, « nous n'avons pas le choix ». Il a indiqué, d'autre part, que les équipes de décontamination présentes à Tchernobyl se préparaient à lutter contre les effets des pluies de printemps qui vont lessiver les sols et emporter une partie des produits radioactifs qui y ont été déposés. A cette fin, des barrages et des dérivations ont été mis en place pour éviter la pollution de certains cours d'eau alimentant les villes d'Ukraine.

BOURSE DE PARIS

21 janvier

Reprise : + 0,76 %

La Bourse de Paris a enregistré un certain raffermissement le 21 janvier en séance du matin, l'indice cote gagnant 0,76 %. Parmi les valeurs les mieux orientées, on notait Compagnie bancaire (+3,42 %), UCB (+2,04 %), Eurocom (+1,97 %), Moulinex (+1,92 %) et Richelieu (+1,76 %). En repli figuraient Paribas (-2,2 %), Prêt à bail (-1,74 %), Europe (-0,96 %), Merlin Gerin (-0,93 %).

Valeurs françaises	Cote précédente	Premier cours	Dernier cours
Accor	500	500	500
Agropar	2015	2020	2015
Air Liquide (L)	710	702	710
Banque Paribas	1112	1130	1150
Bouygues	1235	1230	1235
B.P.	1235	1230	1235
B.S.M.	4840	4835	4830
Carrefour	3780	3780	3780
Chemin de fer	1535	1532	1530
Club Méditerranée	745	745	745
Compagnie	1435	1435	1435
Elf	1340	1340	1335
Elf-Aquitaine	337	337	335
Enfer	3880	3705	3705
Européenne	1335	1330	1402
Michelin	2550	2550	2545
Midi (L)	1814	1814	1812
Midi-Horvath	2248	2235	2235
Navig. Méditerranée	1055	1052	1072
Oréal (L)	3520	3540	3565
Pechiney	1375	1380	1400
Pernod-Ricard	1035	1035	1045
Pingouin S.A.	1200	1270	1285
Sanofi	785	785	785
Suez	775	775	775
T.M. (L)	3400	3400	3400
Thomson C.S.P.	1881	1880	1880
Toutat	434	434	435
U.A.T.	2235	2245	2245
Veolia	520	523	524

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A B C D E F G

Un second ressortissant allemand aurait été enlevé à Beyrouth

Un interlocuteur anonyme a affirmé, mercredi 21 janvier dans un appel téléphonique, à une agence de presse occidentale à Beyrouth, qu'un autre ressortissant allemand, M. Alfred Schmidt, a été enlevé mardi à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane).

Dans son appel téléphonique, l'interlocuteur a indiqué que M. Schmidt a été enlevé dans le périmètre du complexe hôtelier le « Summerland », à l'entrée sud de Beyrouth.

M. Rudolf Cordes, l'homme d'affaires ouest-allemand enlevé la semaine dernière à Beyrouth, se trouverait aux mains du Hezbollah, le « parti de Dieu », une formation regroupant des extrémistes chiites libanais proches de l'Iran. C'est du moins ce qu'estimaient, mardi 20 janvier, les responsables de la sécurité à Bonn, qui sont convaincus que l'enlèvement de M. Cordes est directement « lié » à l'arrestation, la semaine dernière à Francfort, d'Ali Hamadel, le Libanais trouvé en possession de 9 litres d'un explosif liquide (le Monde du 21 janvier). Le gouvernement se trouvait ainsi confronté à un changement très clair : la libération de M. Hamadel contre celle de M. Cordes.

La situation est d'autant plus délicate pour les dirigeants ouest-allemands que les Etats-Unis ont officiellement demandé, mardi, à la RFA l'extradition de M. Hamadel. Ce dernier est accusé par Washing-

ton d'avoir participé en 1985 au détournement d'un Boeing de la TWA sur Beyrouth, détournement au cours duquel un plongeur de la marine américaine - Robert Steinhilber - a été assassiné par les pirates.

Le gouvernement de Bonn est pressé par le temps, les Etats-Unis étant apparemment soucieux d'obtenir rapidement l'extradition de M. Hamadel. Un porte-parole du département de la justice à Washington a indiqué mardi que M. Hamadel devrait être extradé « dans un délai d'environ une semaine ». D'ores et déjà, les Etats-Unis s'inquiètent d'éventuelles représailles terroristes à l'occasion du procès de M. Hamadel. Les ambassades américaines - particulièrement en Europe occidentale - ont été avisées de renforcer leur sécurité, et le gouvernement a invité ses ressortissants à ne pas se rendre au Liban.

Le gouvernement italien fait, lui aussi, l'objet de pressions. Une mystérieuse organisation, « Les partisans de Dieu », a menacé mardi d'entreprendre des actions terroristes si deux des « frères » n'étaient pas rapidement libérés. Il s'agit de MM. Abdullah al Dugari et Saleh Ali Mussa al Kalefa, arrêtés en mai 1984 à l'aéroport de Fiumicino avec 3 kilos d'explosifs.

Pour la première fois, d'autre part, un responsable américain, le vice-président George Bush, a confirmé mardi que l'un des otages aux mains du Jihad islamique, le diplomate William Buckley, avait été assassiné par ses ravisseurs. Après son enlèvement, le 16 mars 1984, William Buckley - que certains journaux américains ont présenté comme l'ancien chef de l'antenne de la CIA à Beyrouth - « a été torturé et tué », a dit M. Bush. Selon certaines sources, il serait mort en juin 1985 ; son corps n'a jamais été retrouvé.

De son côté, l'ancien conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité, M. Robert McFarlane, a affirmé qu'un marché avait été conclu entre les Etats-Unis et l'Iran pour libérer les otages américains détenus au Liban bien avant sa visite à Téhéran en mai 1986. - (AFP, Reuters, AP.)

● Saisie d'un appartement de M. Kheushoggi à New-York. - Le résident new-yorkais du milliardaire saoudien - un gigantesque appartement d'une valeur de 30 millions de dollars, sur la 5^e Avenue à Manhattan - a été saisi à la demande de la société Lornio (une compagnie minière et commerciale) que dirige le Britannique Roland Rowland. C'est à la demande de cette même société - qui entend récupérer certains sommes - que deux avions, un DC-8 et un DC-9, appartenant à M. Kheushoggi avaient été saisis la semaine dernière à Paris (Le Monde des 19 et 20 janvier). Depuis, l'un des appareils, le DC-8, a été restitué après que le milliardaire eut versé 2 millions de dollars à Lornio. - (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX

D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o. SCSI compatible 26.900 F HT 31.900 F TTC



INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontières 26, rue du Renard Paris 4 42.72.26.25

Sur le vif

Et si j'avais le SIDA ?

Dire qu'on passe pour des pète-sec, des pisse-froid, dans ce journal. C'est vraiment mal nous connaître. Il y a pas plus émacié, plus affranchi. La preuve ? Cet avis, tapé à la machine et scotché sur la porte de l'ascenseur, à tous les étages de la rue des Italiens : A l'occasion de votre bilan biologique annuel, venez vous faire dépister le SIDA. Non, je vous jure, je ne blague pas, c'est marqué en toutes lettres. D'ailleurs je l'ai recopié à votre intention : « Un résultat positif ne signifie pas nécessairement que le malade se déclarera, mais implique d'en avertir son médecin traitant, son dentiste et éventuellement son partenaire sexuel ».

Vous avez vu : éventuellement ! C'est pas génial, ça ? Moi, je vous garantis que, si je suis séro-positif, je vais lui remettre une de ces jappées à mon partenaire sexuel ! Eventuellement, mon coï ! Explosive, oui ! Ça risque de faire du schproum dans les ménages. Et pas seulement dans les ménages, dans les bureaux. Hier, je croisais un copain, je le harponne par le revers de son veston :

- Dis donc, qu'est-ce que tu me conseilles pour le SIDA ? Je me tâte, je sais pas...

- Tu m'excuses, mais le fait même que tu pusses te

poser la question te donne la réponse. Si t'es des doutes...

- Ah ! Parce que toi, t'en es pas ! Ben mon vieux, avec tous les reportages que tu fais en Afrique et ailleurs, moi, à ta place...

- Hé, là, ho ! Je t'ai pas demandé l'heure qu'il est ! De toute façon, moi, c'est décidé. Ce test, merci bien, mais non, merci. D'abord ça se saurait immédiatement...

- Arrête ! Ils promettent le secret.

- Tu parles ! T'es vu pour Adami !

- Oui, peut-être, mais bon, si t'es contagieux, faut quand même penser un peu aux autres.

- A qui ? A mon dentiste ? Il m'en a assez fait baver pour que je lui bave une bonne giclée de LAV dans son crachoir. Quant à ma partenaire... Pourquoi une, d'ailleurs, ce qu'ils sont conformistes dans cette boîte, pourquoi pas plusieurs ?

- Ben justement !

- Enfin, quoi, tu sais pas lire ? S'ils laissent entendre que c'est pas absolument nécessaire de la prévenir, c'est parce qu'on train où ça va ils sont convaincus qu'elle l'a déjà.

CLAUDE SARRAUTE.

Un ministre saoudien du pétrole pour la première fois à Moscou

MOSCOU de notre correspondant

Un ministre saoudien du pétrole est pour la première fois en visite à Moscou. M. Hishan Nazer, qui a succédé en octobre dernier à Cheikh Yamani, a été reçu, mardi 20 janvier, par MM. Chevardnadze et Aristov, respectivement ministre des affaires étrangères et ministre du commerce extérieur. L'URSS et l'Arabie saoudite, après s'être superposées ignorées pendant des lustres, ont établi quelques contacts discrets ces dernières années. « Nous sommes favorables à l'établissement de rapports normaux avec l'Arabie saoudite. Nous entretenons des relations diplomatiques, mais elles ne sont pas « formalisées ». Nous n'avons pas d'ambassade dans ce pays », a rappelé, mardi 20 janvier, un porte-parole soviétique.

Sur le plan juridique, les relations entre La Mecque du communisme et celle de l'Islam constituent un casse-tête. Pour des raisons religieuses et politiques, la monarchie saoudienne avait longtemps refusé de reconnaître le « régime athée » de Moscou. Cette position s'est assouplie, mais nul ne sait exactement à quelle date ces « relations diplomatiques » - un peu bizarres puisqu'elles ne comportent aucun échange de diplomates ont été établies.

Leonid Brejnev avait fait parvenir en 1982 ses condoléances au roi Fahd après la mort du roi Khaled, et en septembre 1985, le président du Soviet suprême avait pour la première fois envoyé à Ryad un télégramme de félicitations à l'occasion de la fête nationale saoudienne. L'un des fils du roi Fahd, le prince Fayçal Bin Fahd, était venu assister un mois auparavant à un match de football opposant des équipes des deux pays. Sans doute pour éviter de trancher un point compliqué du protocole, l'asséssment seulement le séjour de M. Nazer, ce qui est inhabituel, comme « une visite de courte durée ».

Moscou et Ryad ont évidemment une préoccupation commune, le cours mondial du pétrole, même si leurs intérêts divergent parfois à ce sujet. Le ministre saoudien a informé M. Chevardnadze des « efforts déployés par l'OPEP en vue de stabiliser le marché mondial du pétrole et de maintenir les prix à un niveau raisonnable », écrit l'agence soviétique. De son côté, M. Chevardnadze a indiqué que « l'Union soviétique comprend et soutient la volonté de l'OPEP et d'autres pays de renforcer leur indépendance économique et de disposer eux-mêmes de leurs ressources naturelles », poursuit l'asséssment.

MM. Chevardnadze et Nazer ont d'autre part « examiné certains dossiers internationaux, en particulier la situation explosive due à l'absence de progrès en ce qui concerne le règlement global au Proche-Orient et au long conflit opposant l'Irak à l'Irak », ajoute l'agence soviétique.

La production pétrolière soviétique, qui ne cessait de baisser ces dernières années, semble stabilisée. Les statistiques officielles font état de 615 millions de tonnes pour l'année 1986, le même niveau qu'en 1984, après « une mauvaise année ». 1985, l'URSS reste le premier producteur mondial d'or noir.

Moscou souhaite les prix les plus élevés possible puisque ses entrées en devises proviennent essentiellement du pétrole et du gaz et « donc regardé d'un très mauvais œil la politique de Cheikh Yamani visant à faire tomber les cours très bas pour provoquer le surajustement nécessaire. La stratégie actuelle de Ryad qui vise à maintenir les prix autour de 18 dollars le baril est évidemment mieux vue de Moscou, même si les Soviétiques préfèrent un chiffre nettement plus élevé.

L'URSS cherche par ailleurs à obtenir la part la plus grande possible de marché, ce qui la met en compétition avec l'OPEP en général et l'Arabie saoudite en particulier. Dans un geste de bonne volonté, les Soviétiques avaient annoncé, le 22 août dernier, qu'ils réduisaient volontairement leurs exportations de cent mille barils par jour. Nul ne sait si cette mesure a été intégralement appliquée.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le numéro du « Monde » daté 21 janvier 1987 a été tiré à 484 521 exemplaires

Le Monde

sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE